

Les cahiers de doléances

du « Grand débat » après le mouvement des « Gilets jaunes »

**CANTON DE
NARBONNE VILLE**

**Le présent document est publié sous licence
Creative Commons CC-BY-NC-SA**

Il peut être librement utilisé, à la condition de l'attribuer au Comité Economique, Social et Environnemental (CESE) de l'Aude en citant son nom. Cela ne signifie pas que le CESE est en accord avec l'utilisation qui en est faite.

La reproduction, la diffusion, la modification sont autorisées, tant que l'utilisation n'est pas commerciale.

Les modifications éventuelles sont soumises à l'obligation d'être proposées au public avec les mêmes libertés que l'original, c'est-à-dire sous les mêmes options Creative Commons.

*Le Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude
adresse ses plus vifs remerciements à la Directrice et au
personnel des Archives Départementales de l'Aude,
qui ont rendu ces travaux possibles.*

Dépôt légal 4ème trimestre 2024

Une démarche volontariste et démocratique du CESE

Le conseil économique, social et environnemental (CESE) est une instance consultative représentative des corps intermédiaires qui existe au niveau national et obligatoirement dans toutes les régions.

L'Aude est un des rares départements à avoir mis en place une telle structure. Notre CESE départemental est amené à donner son avis sur les politiques et les schémas départementaux, ou sur les grandes orientations budgétaires. Il peut aussi s'autosaisir de toute question qui lui semble pertinente pour y réfléchir. Et, en mobilisant l'expertise des citoyens qui le composent par l'intelligence collective et non partisane, il peut éclairer le Conseil départemental.

C'est dans ce cadre que le CESE de l'Aude s'est intéressé aux cahiers de doléances. Nulle part ailleurs en France une démarche d'une telle ampleur n'a été entreprise. Tout au plus quelques chercheurs ont-ils tenté une approche partielle, réservant les résultats de leurs recherches scientifiques au milieu universitaire. L'originalité de notre démarche est qu'elle est profondément démocratique et citoyenne, qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un département tout entier et qu'elle pourrait permettre de faire entendre les citoyens, y compris en leur redonnant la parole sur des questions qui restent largement d'actualité.

Il nous a fallu patienter des mois pour obtenir l'autorisation d'accéder aux archives, avec l'engagement d'anonymiser les documents. Cela nous permet aujourd'hui de publier ces cahiers de doléances pour les rendre accessibles à tous.

Après plusieurs semaines de lectures et de travail d'analyse, le CESE a produit la courte synthèse ci-dessous. Elle ne constitue en aucun cas un résumé qui dispenserait de lire les cahiers. Un tel résumé aurait été partiel et de parti pris. Notre synthèse vise à éclairer le contenu des cahiers pour donner envie d'aller plus loin par la lecture directe.

Car seule cette confrontation avec le document brut permet de saisir les souffrances, les colères mais aussi les espérances, permet d'entendre comment des citoyens ordinaires s'adressent non seulement aux autorités de ce pays, mais encore à nous tous et permet de comprendre que ces mots écrits appellent des réponses.

Des cahiers de doléances, et après ? Le propos du CESE

A la fin de l'année 2018 et au début de 2019, pendant la période très tendue du mouvement des « Gilets Jaunes », le Président de la République a évoqué un « Grand Débat » national. Il s'est engagé personnellement dans de longues réunions semi-publiques très médiatisées ; une consultation par voie numérique a été organisée, conclue par une analyse statistique, sans suite connue.

En même temps, dans de très nombreuses communes, à l'initiative des Maires, des cahiers ont été mis à la disposition des citoyens pour recueillir leurs contributions. Ils sont aussitôt devenus, référence à 1789, des « Cahiers de Doléances ». Ils ont été remis en Préfecture, transmis à la Grande Bibliothèque de France, numérisés puis, sans débat, sans considération pour leurs rédactrices et rédacteurs, versés aux Archives Départementales. Ils ont ainsi été soumis à la réglementation ordinaire des Archives en France, qui, lorsqu'elles contiennent des noms ou des éléments d'identification personnelle, ne sont accessibles qu'au bout de cinquante ans.

Au Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude, nous avons voulu sortir les Cahiers audois, remplis par plus de deux mille personnes dans quatre-vingt-quinze communes, de l'oubli dans lequel ils avaient été relégués. Nous les avons donc, par dérogation obtenue, « anonymisés » pour respecter la réglementation, en coupant ou masquant les données personnelles, et regroupés par cantons.

Pour, en premier lieu, donner la possibilité à tous d'en prendre connaissance.

Cette publication nous permet à toutes et à tous par, pourrait-on dire, politesse démocratique, de savoir ce qui a été évoqué dans notre commune, dans celle du canton et, pourquoi pas, ailleurs dans l'Aude. De notre environnement ou de nos mobilités à notre pouvoir d'achat ou à la réforme de la Constitution, la matière est fournie. Leur lecture a de quoi éveiller la curiosité de tous.

En second lieu, continuer le travail.

La nature d'un débat, c'est l'échange. Certes, ce « Grand débat » a pour le moins tourné court à l'échelle nationale, mais, comme il est dit dans ces Cahiers, Paris n'est pas la France !

L'échange est dès maintenant possible avec les élues et les élus du Conseil Départemental, pour ce qui relève de leurs missions. Et pour le reste, pourquoi ne pas reprendre le débat pour construire des projets communs ? Pour notre vie ici, dans nos communes, notre département. Voire pourquoi pas dans un cadre plus large !

Les cahiers de doléances : porteurs de riches propositions

Les cahiers de doléances rédigés dans l'Aude (à l'image de ceux des autres départements) ont un contenu très diversifié. Les préoccupations sont pour certaines à court terme. Alors que d'autres inventent « le monde d'après ». Certains souhaits concernent le terrain local, les politiques publiques à mettre en œuvre dans la commune ou le département. Beaucoup d'autres (la majorité) s'inscrivent dans le contexte de la politique nationale, voire européenne. On peut néanmoins les regrouper en quatre thématiques majeures.

Les principes fondamentaux de la République sont au cœur de ces doléances

L'attachement à la Liberté s'exprime de multiples manières. On s'interroge souvent sur l'efficacité de nos institutions, le coût de la démocratie, sur la représentativité et l'exemplarité de nos élus. Certains réfléchissent aussi à la nécessité de repenser nos institutions pour mettre fin à une forme de monarchie républicaine ou de tyrannie (mot plusieurs fois employé). Quelques-uns réfléchissent aussi au rôle et à l'utilité des corps intermédiaires. Beaucoup souhaitent une démocratie plus directe ou plus participative.

Beaucoup de contributeurs aux cahiers de doléances déplorent le « tout numérique » et la financiarisation excessive de la société.

Ils souhaitent une société plus fraternelle et plus humaine

Dans les souhaits concrets pour améliorer la vie quotidienne on sent souvent la détresse ou la solitude de ceux qui s'expriment. Il est dit qu'il ne peut y avoir de paix sociale sans justice sociale. Il est écrit aussi que le respect des valeurs républicaines et de ceux qui les représentent (les agents publics) est essentiel. Parmi ces valeurs sont mentionnées notamment la solidarité, la laïcité, l'égalité. Certains ont voulu caricaturer le mouvement des Gilets jaunes en le réduisant parfois à un mouvement anti-immigrés. Certes, quelques cahiers expriment des préoccupations relatives au contrôle de l'immigration. Mais là n'est pas l'essentiel.

L'économie est au cœur des cahiers de doléances

D'innombrables propositions sont faites pour améliorer le pouvoir d'achat des plus modestes (agriculteurs, retraités...). D'autres propositions, tout aussi nombreuses (et quelquefois contradictoires) touchent à la justice fiscale. Ces deux axes ont fondé le mouvement des Gilets jaunes. Cela reste aujourd'hui un sujet majeur de l'actualité, aucun des problèmes soulevés n'ayant été résolu.

La sensibilité aux questions environnementales est prégnante

On ne peut donc pas réduire le mouvement des Gilets jaunes à une critique de la lourdeur des taxes sur l'essence ; même si certains craignent le côté « punitif » de la transition écologique. Les changements souhaités reposeraient sur un partage équitable des efforts entre « riches » et « pauvres », sur des incitations d'Etat au développement des énergies renouvelables, une meilleure gestion collective et solidaire de l'eau, voire sur une planification locale.

Et maintenant ?

Le mouvement social de 2018-2019 a eu un écho considérable, car il était porteur de revendications au cœur des préoccupations de très nombreux citoyens. Il n'a pour l'instant pas reçu de réponse politique, puisqu'à la suite du grand débat et de la rédaction des cahiers de doléances dans de très nombreuses communes quasiment rien de concret n'a été entrepris.

Le stockage des cahiers de doléances dans les archives départementales ou nationales n'est ni satisfaisant, ni acceptable. Car les questions soulevées voici 5 ans restent d'une actualité brûlante.

C'est pourquoi le CESE de l'Aude a souhaité, par la publication de tous les cahiers de notre département, contribuer à faire entendre ces voix citoyennes pour nourrir le débat et les politiques publiques qui pourront en découler, aujourd'hui et demain.

CAHIERS DE DOLÉANCES

CANTONS DE NARBONNE

Ces documents ont été immédiatement versés aux Archives Nationales, et sont donc soumis aux règles de confidentialité propres aux archives de moins de cinquante ans : pour être publiés, ils ont été « anonymisés » par découpe quand c'était possible sans affecter le texte, ou par masquage. Pour compenser les pertes de lisibilité dues à la numérisation, ils ont pu être contrastés et agrandis. Ils n'ont pas subi d'autre modification et sont intégralement publiés ici.

GRAND DEBAT NATIONAL

- ✓ Courriers d'envois (04/01/19) à M. le Président de la République, M. LECORNU – Ministre et M. ANKRI – Sous-Préfet :
 - Synthèse des contributions,
 - Copie du cahier de doléances ouvert du 17/12/18 au 02/01/19,
 - Copie du cahier de messages de l'accueil de l'Hôtel de Ville.

- ✓ Courriers d'envois (15/02/19) à M. le Président de la République, M. LECORNU – Ministre et M. ANKRI – Sous-Préfet :
 - Courriers de doléances reçus après le 05/01/19.



Narbonne

AU CŒUR DES POSSIBLES

Direction Générale Adjointe
Rayonnement et Attractivité

COPIE

Monsieur le Président de la République

Palais de l'Élysée

55 rue du Faubourg Saint-Honoré

75008 PARIS

Narbonne, le 04 janvier 2019

Réf. : 10-19/MC/MLC/DM

Objet : Grand débat national : synthèse des contributions

Monsieur le Président de la République,

Comme plusieurs villes du sud de la France, Narbonne a vu émerger le mouvement dit des Gilets jaunes, dont les actions ont été particulièrement marquantes dans notre région d'Occitanie et dans ma ville, Narbonne.

A la demande des habitants de ma commune, j'ai fait ouvrir un cahier de doléances et de propositions des habitants, participant au mouvement ou non, du 17 décembre au 2 janvier.

Un millier de demandes et de propositions pour notre pays ont été formulées par 353 contributeurs. Narbonne est la première ville, en termes de population, du département de l'Aude, au cœur de l'Occitanie. La structure de la population donne un panel intéressant au regard du grand débat prévu en ce début d'année.

Fiscalité renouvelée, nouvelle gouvernance, services publics renforcés, écologie et transition énergétique, mobilité facilitée, justice sociale, emploi et formation, sont au cœur des préoccupations des narbonnais. Vous en trouverez la synthèse et le détail joints à ce courrier. Elle classe les contributions par thème, en fonction de la récurrence, et tient néanmoins compte des signaux faibles.

Elu de proximité, au contact direct de la population, avec les membres de mon conseil municipal, je me tiens à votre disposition pour discuter de ces grands enjeux pour notre société et contribuer au grand débat national.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

Maître Didier MOULY

Maire de Narbonne

**P.J. - Cahiers de doléances
- Synthèse des contributions**

Copie : M. Sébastien Lecornu Ministre chargé des Collectivités Territoriales
M. le Sous-Préfet de l'Aude

Cahier citoyen

« NARBONNE » - « 11262 »

« 11100 »

I. Préambule

Suite aux importants mouvements de gilets jaunes sur la commune de Narbonne, et pour répondre à une demande des habitants, gilets jaune ou non, le Maire de Narbonne a décidé de mettre en place plusieurs supports permettant aux habitants de s'exprimer autrement qu'à travers les manifestations. Les modalités mises en place sont similaires à celles de l'AMRF ou encore du CESE.

Sur l'ensemble des contributions, finalement assez peu sont de simples doléances, la majorité exprime des demandes ou des propositions parfois avec beaucoup de précisions.

Les contributions ont été lues et regroupées par thématiques, au sein de chaque thématique, les items cités en premier ont la plus forte récurrence. Les thèmes secondaires sont néanmoins répertoriés afin de capter les « signaux faibles » adressés par la population.

Cette synthèse a pour but d'alimenter le grand débat national prévu par le Président de la République. Emploi, fiscalité, gouvernance, services publics, pouvoir d'achat, mobilité, écologie, justice sociale sont les thèmes abordés par les habitants de Narbonne. Pour une grande partie, les sujets sont communs avec de nombreuses autres contributions à travers toute la France, dans les mairies ou encore sur le site du CESE.

Cependant, il est intéressant de voir quelques thèmes différents émerger fortement ou bien en signal faible (occurrence basse) : sentiment d'une justice à deux vitesses, souhait que les services publics essentiels soient renforcés, souci d'une France plus écologique pour préserver l'avenir, nouveaux services pour nouveaux modèles de familles et de travailleurs. Sans surprise, localement, le thème émergent est celui de l'inquiétude soulevée par le projet THD d'Orano.

II. Contexte de la consultation

Durée de la consultation : du 17 décembre 2018 au 2 janvier 2019.

Modes de consultation : cahier papier à l'accueil de la Mairie, application internet, courrier libre

Nombre de contributeurs total : 353 contributeurs dont :

- cahier papier à l'accueil de la Mairie : 71
- application internet : 265
- courrier libre : 17

Les contributeurs ont fait entre 2 à 5 propositions chacun, soit plus d'un millier au total.

Profil population - Chiffres INSEE

Population municipale - Nombre d'habitants : 54954 habitants (au 1^{er} janvier 2018)

Dont : 30.4% de 60 ans et + ; 36.2% de 30 à 59 ans ; 17.7% de 15 à 30 ans ; 15.7% de 0 à 14 ans

Population selon CSP (recensement 2015)

- Agriculteurs : 0.2%

- Artisans commerçants, chefs d'entreprise : 4%
- Cadres et prof. Intellectuelles supérieures : 5.5%
- Professions intermédiaires : 12.6%
- Employés : 16.6%
- Ouvriers : 10.6%
- Retraités : 32.2%
- Autres personnes sans activités : 18.3%

III. Synthèse des contributions

1. Fiscalité

- Rétablissement de l'ISF
- Baisse des taxes appliquées sur les produits considérés comme un besoin primaire : électricité, gaz, eau, carburant.
- Retour à une CSG supportable pour les retraités
- Retour à un découpage de tranches plus équitables pour l'impôt sur le revenu
- Remise à plat de la fiscalité des entreprises pour un coût du travail plus compétitif : taxe unique par exemple
- Suppression du CICE
- Suppression des niches fiscales sauf pour l'écologie
- Suppression ou forte diminution des taxes d'habitation et foncière
- Suppression de la redevance TV considérée comme obsolète
- Mise en place de la taxe Tobin
- Plus de flexibilité pour la TVA

2. Pouvoir d'achat

- Augmentation des salaires
- Revalorisation des retraites annuellement
- SMIC à 1500€
- Ne pas toucher aux pensions de réversion
- Baisse du coût des mutuelles
- Instauration d'un revenu universel : proposition à 800€
- Baisse des charges pour les personnes employant un mode de garde d'enfant, une assistante de vie, ou personnes en situation d'aidant d'un proche afin de favoriser l'employabilité

3. Emploi et formation

- Revoir la formation continue et supprimer les dispositifs promettant un retour à l'emploi mais n'offrant pas de débouchés
- Mieux utiliser les crédits formation notamment pour Pôle emploi

4. Services publics et dépenses publiques – justice sociale

- Renforcer les aides à la mobilité pour favoriser l'accès à l'emploi, et redonner du temps aux personnes en activité et pour développer une société plus écologique
- Renforcer les services publics considérés comme essentiels par un meilleur usage des fonds publics : hôpital et santé, accueil des personnes âgées, pôle emploi en premiers.
Mesures proposées : redistribution de l'argent public pour plus de moyens humains, techniques et immobilier.
- Réduire les dépenses publiques en général

- Réduire le déficit et la dette extérieure de l'Etat
- Refondre le système d'aide sociale pour sortir de l'assistanat, diminuer les aides sociales perçues comme non réellement aidantes et à contrario renforcer l'appui aux plus fragiles notamment les personnes handicapées
- Obligation aux collectivités et à l'Etat de prendre en compte les rapports de la Cours des comptes

5. Gouvernance

- Organisation de référendum initiative citoyenne, sans précision sur les sujets à soumettre au vote
- Diminution des revenus et avantages des élus notamment aux députés et sénateurs
- Suppression des « privilèges » aux anciens élus notamment aux députés et sénateurs
- Passage à la 6^{ème} république
- Reconnaissance du vote blanc
- Transparence sur l'usage des fonds publics, souhait de savoir à quoi exactement sont utilisés les diverses taxes
- Introduction d'une dose de proportionnelle aux législatives
- Plus de démocratie participative, y compris à l'échelon communal, départemental et régional. Souhait de plus de participation en dehors des scrutins électoraux
- Diminution des strates administratives et plus de décentralisation
- Révocation possible en cours de mandat, tous échelons confondus
- Sortir d'une logique de lobbying pour les grandes décisions, prise en compte de l'intérêt général avant tout

6. Société

- Demande d'une justice plus sociale et moins clémente avec la délinquance en col blanc alors qu'elle paraît plus sévère pour les citoyens lambda
- Demande de plus d'actions pour une société écologiquement plus sûre, plus efficace et préservant l'avenir : lien local avec le projet de THD de la société Orano, plus de mobilité pour un quotidien amélioré, arrêt des pesticides et plus de contrôle sur l'environnement pour préserver la santé et l'avenir des plus jeunes
- Favoriser l'accès au logement digne
- Alignement du privé et du public pour le calcul des retraites pour plus d'équité
- Soutien renforcé aux personnes handicapées pour une meilleure inclusion dans la société

7. Les thèmes pour Narbonne

- Projet THD d'Orano : demande d'une étude et de plus de contrôle. Quelques demandes d'arrêt du projet. Demande de clarification du côté de l'Etat
- Plus de modes de transports doux et/ou collectifs : pistes cyclable (lien environnement), plus de train et de bus (lien avec emploi)
- Création de structures de garde le week-end et/ou en horaires décalés pour favoriser l'emploi des parents isolés ou travailleurs du week-end
- Plus d'implication dans le processus décisionnaire local
- Plus de travaux sur les infrastructures du quotidien (voiries, écologie et mobilité)
- Création d'une maison des SDF pour accès aux besoins primaires : cuisine, sanitaires, lingerie, ressources administratives

**Cahier de doléances et de propositions
des habitants de la Ville de Narbonne
à destination du Président de la République**

Nom :

Thème : Retraités

Commentaires : Après avoir travaillé, avoir été mis en invalidité suite à problèmes de santé [alors que l'heure de la retraite n'avait pas sonné] et maintenant se retrouver retraités et percevoir pour Monsieur : 1100 €/mois et Madame 835 €/mois, et n'avoir aucune aide d'allocation ni autre c'est impossible si voire surtout quand on est locataire, et que l'on a aucun livret à la poste ou à la Caisse d'épargne. Alors merci de faire quelque chose pour ces personnes.

- Accordez leur une aide ménagère en fonction de leur état de santé, gratuite
- + Accordez leur le bus gratuit
- Cessez de leur faire des retenues sur le remboursement des médicaments et autres retenues.
- Au lieu d'augmenter le pouvoir d'achat qui profite aux riches, aidez davantage les plus faibles.

Narbonne, le 21 Décem

11100 NARBONNE

Doléances

- Revalorisation des retraites, au moins 2% correspondant à l'inflation, pour tous les retraités.
- Suppression du 80 km/heure.
- Diminution de la dépense publique :
 - baisse des salaires des élus,
 - réduction d'un tiers des députés et sénateurs,
 - suppression des avantages des anciens présidents.
- Référendum d'initiative citoyenne.
- Baisse des taxes sur les carburants et suppression des augmentations sur les autoroutes.
- Baisse du train de vie au sommet de l'état

Nom :

Prénom :

Thème :

Commentaires :

Stopper l'évolution

de l'USINE MALVEZI

Pour la santé de nos familles.

Pour l'évolution positive

et le développement de NARBONNE.

Nous habitons depuis plus de vingt ans
sur Narbonne, nous quitterons avec regret
cette ville que nous aimons si cette
usine met la santé de nos enfants en danger.

Nom :

Prénom : Bernard

8

Thème : Salaires - retraites. C-SG.

Commentaires :

Suppression de la CSG pour tous --- il n'est pas normal que ce soit la classe moyenne qui trinque pour tout le monde.

Salaires et pensions de retraite indexés sur le coût de l'élevation de la vie.

Nom :

Prénom : Carmen

Thème : Divers.

Commentaires :

- 1°) trop de ministres, députés, sénateurs etc.
diminuer le nombre
" leurs salaires et tous les privilèges.
- 2°) retraite à moins de 1200€,
aucun avantage
puisque la CSG arrive juste au dessus
demander une REVALORISATION des petites retraites
seulement
- 3°) mise en place du RIC
- 4°) faire baisser tous les prix de 1^{er} nécessité
auprès des grandes surfaces, mutuelle, EDF etc...
- 5°) ENTENDRE LE PEUPLE.
- 6°) Remettre l'ISF.
faire payer les riches.

Nom :

Prénom : Chantal

Thème : - Ric
- Retraites

Commentaires :

- Pour le RIC en toutes Matières
- Revalorisation des retraites
- " des Allocations d'Invalidité de travail
- DEMISSION de l'INCOMPETANT MACRON

Nom :

Prénom : Christian

Thème : Généralités

Commentaires :

- ①. Obtention du Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)
- ②. Le SMIC à 1500[€],₀₀ minimum net.
- ③. Rétablissement de l'ISF intégral. Tel qu'avant sa modification.
- ④. Appliquer enfin la Taxe TOBIN. Les prélèvements fiscaux ne sont pas à proprement parler exonérés : 0,02 et 0,5 % sur chaque transaction boursière. Petit pourcentage, excellent rendement.
- ⑤. Moduler le CICE. Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.
20 milliards - HOLLANDE
20 milliards - MACRON c'est beaucoup pour un résultat décevant.
- ⑥. Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale. - Plus d'amendes proportionnelles aux sommes détournées.
Face-Book - Que les "G.A.F.A." (Google, Amazon, Apple) payent ce qu'ils doivent - des milliards au titre d'impôts divers.

Nom :

iden.

Prénom :

Thème :

Commentaires :

- ① Supprimer toute possibilité d'évasion fiscale.
Supprimer "l'exc. t. taxe".
- ⑧ Rétablissement de la limitation de vitesse à 90 km/h.
- ⑨ Davantage de tranches fiscales pour une plus grande justice fiscale.
- ⑩ Réaffectation des autoroutes.
- ⑪ Développer le ferroutage sur les axes ESPAGNE - Europe du Nord par l'Aquitaine et la Vallée du Rhône - Il limite la pollution et évite des accidents.
- ⑫ Temps de parole populaire et citoyen sur F. 2 et F. 3 (2h / semaine) accolé au J.T. p/plus d'information
- ⑬ Taxe carbone: contribution des compagnies de transport aérien et maritime. Elles en sont actuellement dispensées. Polluer/payer

Nom :

Prénom : Christine

Thème: Doléances destinées au Président de la République, par l'intermédiaire de Monsieur le Maire de Narbonne.

Commentaires:

- ① Mettre en place le Référendum d'Initiative Populaire
- ② Redistribution des richesses
 - SMIC. 1500 euros net
 - justice fiscale - tranches d'impôt supplémentaires
 - supprimer la TVA sur les produits alimentaires de base
 - augmenter les salaires les plus faibles pour un niveau de vie et pouvoir d'achat corrects.
 - supprimer la CSG pour tous les retraités
 - revenu universel de base
 - Banques, frais bancaires réduits.
- ③ Où trouver l'argent ?
 - rétablissement ISF
 - lutter contre la fraude fiscale GAFA
 - lutter contre ~~la~~ l'évasion fiscale
 - transparence fiscale

→

2)

Nom :

Prénom : *Christine*

Thème :

Commentaires : *Suite 1^{er} page*

- *CICE* : doit réellement servir à créer des emplois
- *nationalisation des autoroutes*
- ④ *Service public le renforcer au lieu de le diminuer - santé - éducation*
- ⑤ *SMCF, maintien et amélioration des petites lignes dans tous les territoires - mobilité et écologie*
- ⑥ *écologie .. agriculture bio, petits élevages, commerce proximité - feroutage, logement autonome sur le plan énergétique*
- ⑦ *Information citoyenne à la télévision après le JT des chaînes publiques 2h par semaine - pour infos citoyennes -*

Nom :

Prénom : Claire et Fabrice

Thème : Ecologie et santé
(Halvesi)

Commentaires :

Nous trouvons bien dommage que la santé des habitants de Narbonne et de la Narbonnaise ainsi que la préservation de l'environnement ne soient pas pris en compte dans les décisions de nos dirigeants, nos élus, nos représentants.

Il est bien triste de voir ~~de~~ que la santé de nos enfants est sacrifiée pour des questions d'argent, d'intérêt, et pour satisfaire l'égo de certaines personnes.

Les Narbonnais et habitants des villages sont contre ces projets (TDN et NVH) sur le site de Halvesi, polluants et nocifs pour la santé; les scientifiques ont prouvé leurs dangers.
Pourquoi persister sur cette voie en faisant la sourde oreille ?

Ce qui se passe ici est très grave ! C'est toute une région qui va être sacrifiée !

Nom :

Prénom :

Chemel

33

Thème :

Commentaires :

Recommandations que le Sarkhan Vain prises en compte.

- Retablissement de l'ISF
- Taux de 4% sur les dividendes des actionnaires qui permettraient.

de lutter contre le chômage.

de développer les SPAP Publiques

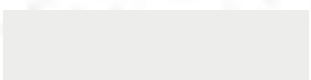
et de augmenter les Salaires Publics et Privés, ainsi que les pensions.

et pourquoi pas aussi

- la mise en place du Referendum
- et la modification plus démocratique des systèmes électoraux.

30

Nom :



Prénom : CLAUDE

Thème :

Les oubliés de nos élus = SDF, vous les français qui vivent avec moins de 600€/mois.

Commentaires :

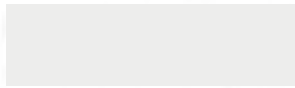
Une attention toute particulière est attendue pour ces millions de français. Où trouver l'argent ?

En prenant des mesures pour réduire la fuite des capitaux vers l'étranger (fonds de pension, investisseurs étrangers qui viennent "aspire" les revenus des retraités) mais aussi de boucler le système fiscal.

Les impôts ne doivent pas servir à financer le secteur privé.

(3)

Nom:



Prénom:

Claude

Thème:

Site de la Malvoisie

Commentaires:

L'absence d'une information détaillée du projet, les décisions prises avant toute concertation de la population, sont les principaux ingrédients qui nourrissent la défiance qui fait naître le piège pour notre santé et celle de nos enfants.

Quand il n'y a rien à cacher, pourquoi ne pas communiquer largement...

L'opacité engendre la méfiance et donc l'opposition au projet.

Nom :



Prénom :

Jaudine

Thème :

Commentaires :

la demie Part des Jantes.
Revalorisation des Retraites.
Plus de CSG.
pour ne pas être à la
charge de mon fils
quand il faudra me
mettre dans une maison de
retraite.

Nom

Prénom: Denis

Thème: Démocratie

Commentaires :

- Instaurer une taxe sur les flux financiers (Taxe Tobin)
- ~~+~~ une réelle participation publique au niveau local comme national
- Rendre le corps préfectoral indépendant de l'exécutif afin qu'il applique la loi et non les désirs de nos non élus.
- Remplacer un "élu" par défaut (score < Vote blancs + abstentions) par un collège tri-céphale composé de représentants des intérêts : sociaux, environnementaux, ~~et~~ industriels sans prédominance des uns sur les autres.
- Rendre les élus révocables en cours de mandat.
- Restaurer l'attente de 10 ans entre le passage du public vers le privé des hauts fonctionnaires.
- Restreindre le lobbying aux seules faces publiques hors des chambres des députés, sénat, cabinets ministériels, préfetures, etc...
- Décentraliser le pouvoir.
- Rendre le com. des comptes opérationnelle.

27

Nom :

Prénom : Didier

Thème : Cont-immigration dans notre pays

Commentaires :

Attente Réponse de MR GÉRALD JARMANIN
à mon Courrier.

ci-joint le Courrier du 12 octobre 2017
de chef de Cabinet François-Xavier LAUCH.

Référence du Courrier :

PDR/SCP/BCP/BR/A0440027

28

Nom:

Prénom: Didier

Thème: Augmentation CSE 17 pour des Retraites.

Commentaires:

Demande d'Abolition de l'augmentation de la CSG 17 pour des Retraites.

Pour mon cas personnel, l'exonération totale de la TAXE HABITATION, ne compense pas l'augmentation de la CSG.

→ Inadmissible pour une petite retraite.

29

Nom:

Prénom: Didier

Thème: Restauration Démocratique

Représentativité des élus.

Commentaires:

Pour faire des réformes, il faut plus de 43% de Représentativité.

SC Demande de la proportionnelle intégrale pas une dose de proportionnelle.

Nom :

(Retraité)

Prénom :

J. Elisabeth

16

Thème :

Québécois

Commentaires :

- ① Mettre le MAIRE au centre
- ② Combattre l'injustice fiscale + sociale
(c.a.d. moins de les poches des très riches et plus les poches des travailleurs)
- ③ Participation des citoyens à la gestion de la cité/pays = référendum populaire
- ④ Indexation des retraites sur le coût de la vie -
- ⑤ Équilibrer le budget de la nation =
recettes / dépenses
- ⑥ Appuyer sur les traités - ex : pacte
de Charlevoix -
- ⑦ Proportionnalité dans la représentation
du peuple à l'assemblée !

Nom :

Prénom : ERIC

26

Thème : DETTES ET EUROPE

Commentaires :

Je tiens à préciser et souligner tout d'abord
le jeu des gilets jaunes qui a fondamentalement
la dette pour la contribution des exiles fiscaux
et des plus riches pour l'abandon de l'impôt
sur les riches qui fait rétablir. En ce qui concerne les
exiles fiscaux, il faut arrêter de faire du dumping
fiscal entre les états européens notamment pour les
petits pays comme l'Irlande, les BELGES.

Aujourd'hui une vraie enquête est mise en
place sur le dumping fiscal, de la TVA, et social
les riches n'ont plus à l'étranger et peuvent
de influencer les causes, ce qui entraîne de réduire
le nombre de fonctionnaires, l'investissement public
dans nos pays. Il faut supprimer la cellule de
BERC qui BOYCOTE SUR LES MARCHES DE
LA DETTE CAR AUJOURD'HUI LA DETTE APPROCHE
100% du PIB et c'est DANGEREUX. J'ESPERE
QUE CELA PRIS EN COMPTE

Nom :

Prénom : Fabienne

Thème :

Commentaires :

actuellement sans emploi. Car je suis reconnue
travailleuse handicapée à 15% ce qui fait que je
suis à 100% payée demain. A 50 ans difficile
avec ma santé de trouver un emploi. Mais pas
assez handicapée pour une rente. Ce qui fait que
je vis depuis 2010 avec le RSA. A ce jeu on nous
descend l'Apl. Alors que tout augmente. Il faut
arrêter de retirer aux pauvres pour donner au
riche. SVP il faut remettre l'ISF et revoir les
dispositifs ASH. Merci

Nom :

Prénom : Fabienne

Thème : RETRAITE

Commentaires :

Est ce vraiment raisonnable une retraite à près de 70 ans (67 ans) quand on est aide-maternelle quand on s'occupe d'enfants de 2 à 5 ans.

Des garderies entre 12^h et 16^h avec près de 80 enfants !

Un aménagement de park ne serait-il pas envisageable ? Souhaitable pour la sécurité des enfants ?

Nom :

Prénom : Fabrice

4

Thème : Retrait des projets TDN et NVH de Orano Malves

Commentaires : Demande de l'Association TCNA (Transparence des Canaux de la Narbonnaise) du Retrait des Procédés TDN et NVH de la société ORANO
Monsieur le Président de la République

L'ensemble des Adhérents de TCNA ce joignent à moi, pour vous réclamer le retrait des procédés TDN sur fond d'éffluents radioactifs nitratés de France et NVH Atelier de fabrication de dioxyde d'uranium soit 300 tonnes par An de Notre région de la Narbonnaise - La technologie du TDN issue du procédé THOR aux USA est obsolète cela génère 1 Million de Fumées Toxiques par jour pendant 40 Ans. Le NVH a obtenu un permis d'exploitation sans enquête publique.

Dans l'attente d'une décision écologique et historique de votre part - Veuillez agréer, Monsieur le Président l'assurance de votre profond respect

Prénom: FATIA

Thème: Fiscalité

Commentaires:

- x tenir compte des observations de la cour des comptes.
- * plus de justies sociales
- x RIC OK (mais pas d'accord pour la révocation)
- * plus d'écoute pour nos élus (Redonne confiance aux territoriaux)
- * Décentralisation (Paris n'a pas la France)
- x Une proportionnelle entre 20 à 25%

Nom :

Prénom : Florent

Thème : BILLET JAUNES

Commentaires :

- Retour de l'ISF, abolition de l'exit tax et de la "flat tax"
- Impôt sur le revenu avantageux progressif (tranches supplémentaires)
- SMIC à 1300 € net
- Favoriser les petits commerces
- Grand Plan d'État des logements
- Le référendum d'initiative populaire doit entrer dans la Constitution
- Favoriser les transports par voies ferrées
- Taxe sur le fuel maritime et le kérosène
- Priorité sur l'accueil des migrants (bon traitement, bonne éducation et aide à l'orientation).
- Retraite à 60 ans pour tous (55 ans pour les travailleurs pénibles)
- Fin du travail détaché.

Nom :

Prénom : Francis

Thème :

Commentaires : Je demande la justice
Honnête pour Madame [redacted], c'est
une honte à notre époque. Merci de
votre réponse, je souhaite une bonne
réponse. Je vous remercie encore.

← [redacted]

Nom :

Prénom : Geneviève

Thème : ISF
et Retraites

Commentaires :

Je sollicite le rétablissement de
l'ISF sur les capitaux financiers.

Je demande également l'indexation
des pensions de retraite sur l'inflation
et la suppression de l'augmentation
de la CSG pour tous les retraités.

Remis par 7 "Gilets jaunes"
le 18.12.2018

Gilets Jaunes « Carcassonne en Colère »

Mesdames, Messieurs les maires des communes de l'Aude,

Depuis le 17 novembre dernier, un mouvement de contestation inédit s'exprime dans toute la France. Ce mouvement dit des « Gilets Jaunes » est un mouvement citoyen né sur la toile internet et consécutif au matraquage fiscal exercé par Emmanuel Macron et son gouvernement.

Vous toutes et tous ; élus locaux êtes témoins au quotidien de la souffrance de vos populations. Nul besoin de vous donner des exemples de personnes retraitées, travailleurs pauvres, mères isolées, étudiants, demandeurs d'emploi, handicapés pour lesquelles les fins de mois difficiles commencent le 15 dudit mois.

Votre silence assourdissant ; pour la majorité d'entre vous ; depuis le début de ce mouvement ; semble justifié par la volonté de ne pas être taxé de récupération politique, comme l'ont souhaité les Gilets Jaunes dès le début de leurs actions. Néanmoins, peu d'entre vous sont venus à notre rencontre à titre personnel et citoyen. Nous ne pouvons que le déplorer.

Vous qui n'avez de cesse de dénoncer les baisses de dotations de l'Etat pour vos communes ; vous qui assistez un peu plus chaque jour à une érosion de vos compétences municipales ; faites vous entendre ! Vous avez su exprimer votre grogne lors du dernier congrès de maires de France à Paris. Nous vous invitons à en faire de même dans vos communes lors de vos prochains conseils municipaux. Une motion de soutien inscrite à l'ordre du jour permettrait de clarifier une position ambiguë qui va laisser des traces lors des échéances électorales à venir.

Car comme disait le pape Boniface VIII « Qui tacet consentire videtur », « qui se tait semble consentir ». Ne laissez pas passer l'occasion de prouver ; si besoin en était ; que l'élu de proximité reste un maillon essentiel de nos institutions...n'en déplaise à notre Président de la République.

Nom :

Prénom : GILLES

3

Thème : MDPH - réévaluation

Commentaires :

Madame, Monsieur,

De part cette demande, je souhaiterais une réévaluation de nos pension AAT pour nous qui sommes en invalidité à 80% reconnue par la MDPH. Pour mon cas, je me suis brisé la santé dans la maçonnerie et ce que je percevait et bien en dessous du SMIC. Aucune sortie, pas de voiture ni permis, juste de quoi payer notre droit de vivre. Merci de votre compréhension.

groupe des économistes
et
Chefs d'entreprise
contact :



Le 17 décembre 2018

Gilets Jaunes

Monsieur le Maire,


Suite à la demande de Monsieur le Président de la République, nous avons l'honneur de déposer par devers vous, les propositions de notre groupe d'économistes et chefs d'entreprise, relatives aux deux thèmes suivants :

- **Remise à plat de notre fiscalité**
- **Réduction des dépenses publiques.**

DEMANDE DE RENDEZ-VOUS

Nous souhaiterions vous rencontrer afin d'élaborer avec vous divers projets, dans ce contexte.

Attentifs à votre réponse, nous vous prions de croire à nos sentiments les plus respectueux et dévoués.


*Groupe des économistes
et chefs d'entreprise*

Elu concerné : ...*Maire*.....

Service concerné : ...*M.C.*.....

Elu(s) pour info :

Service(s) pour info :

Groupe des économistes

et

Chefs d'entreprise

Contact :

Le 17 décembre 2018

Madame Chantal JOUANO
Président de la Cndp
244 boulevard Saint Germain
75007 PARIS

Objet : Propositions des Gilets Jaunes
Remise à plat de la fiscalité
Réduction des dépenses publiques

Madame la Présidente,

Le Président de la République Monsieur Emmanuel MACRON a invité les Gilets Jaunes à vous transmettre leurs propositions sur plusieurs thèmes dont :

- **remise à plat de la fiscalité**
- **réduction des dépenses publiques.**

Nous avons donc l'honneur de porter à votre haute connaissance les propositions de notre groupe, puisque nous sommes nous-mêmes des « gilets jaunes » avant l'heure.

Compte tenu de l'aspect particulièrement technique de nos travaux, tels que salués par d'éminents économistes, nous vous proposons de bien vouloir organiser une réunion de travail avec vos proches conseillers, afin de répondre aux questions que nos travaux et découvertes ne manqueront pas de provoquer.

Nous vous remercions de l'attention qu'il vous plaira de réserver à nos propositions et restons attentifs à votre invitation pour participer aux réunions de travaux qui vont s'imposer d'elles-mêmes sur ces sujets de première importance.

En son temps, Jean-Marc AYRAULT nous avait déjà sollicité pour participer à « **une remise à plat de notre fiscalité** », mais les circonstances ne lui ont pas laissé de temps d'aller plus loin. Nous serions heureux de poursuivre avec vous ce projet hélas interrompu avant même qu'il ne soit commencé.

Très courtoisement vôtre.

[Redacted signature]

*14 juillet 1789 - (Louis XVI : Mais c'est une révolte)
(Duc de Liancourt: Non Sire, c'est une révolution !)*

Je suis
« Gilet Jaune »
VERT (de rage)
car je broie du NOIR

Notre vie est en danger, la vôtre aussi
L'Humanité est en danger, la Terre aussi
C'est le grand défi d'une Mutation de Société
Relever ce défi tous ensemble

c'est possible !

(Ne pas diffuser les pages 3 et 4 sur facebook, twitter, etc. - Droits d'auteur réservés)

.../...

**PROJET en réponse à la demande adressée aux « Gilets Jaunes »
par Monsieur Emmanuel MACRON – Président de la République**

Apologie de la TAXE UNIQUE transactionnelle

pour nous adapter aux grands événements de notre temps :

- **la production mécanique et robotique**
- **la mondialisation des produits de marché et des produits financiers**
- **les énergies renouvelables**
- **la protection de la nature et de la planète**
- **des maisons de retraite gratuites**
- **la gratuité des soins médicaux et des médicaments
*(gratuité moins coûteuse pour les dépenses publiques
que nos systèmes actuels)***
- **salaires minimum de 1 800 €**
- **retraites pour chacun d'un minimum de 1 300 €**
- **prise en charge des immigrés repoussés de toutes parts
pour des raisons climatiques ou de conflits**
- **harmoniser et mettre en synergie l' EUROPE avec nos
partenaires internationaux.**

LA TAXE UNIQUE à 42% résout tout

Supprimer les 400 taxes réduit le prix de revient par deux de tous les produits.
Taxer à 42% ce prix de revient ainsi réduit, fait baisser tous les prix de vente.

- **Augmentation pouvoir d'achat, suite à diminution des prix de tous les produits et à l'augmentation des revenus.**
- **Valorisation du salaire à 1 800€ et des retraites pour tous 1 300€**
- **Maisons de retraite publiques gratuites et bien plus encore**

La TAXE UNIQUE fait disparaître les 400 formes de taxes et prélèvements. Elle est collectée par tous les acteurs de l'économie de marché, y compris les Organismes bancaires. Comme la TVA, la Taxe Unique est une taxe dite « transactionnelle » qui repose uniquement sur la « masse monétaire active ». **La taxation officialise et authentifie la transaction, libérant de facto la masse monétaire active** qui peut repartir dans l'activité économique. Le rôle de l'État devient alors « participatif », la taxation compréhensible, acceptable et indolore. **C'est un « Libéralisme social » qui profite à tous sans léser personne.**

COLLECTE ABONDANTE et progressive mais surtout gracieuse, contrairement à notre système actuel. La TAXE UNIQUE, en collectant les ressources à la fois budgétaires et sociales-retraites, va **libérer un nombre important d'emplois administratifs** actuellement affectés inutilement aux collectes budgétaires et sociales.

EFFETS INDUITS :

- **Réduction des dépenses publiques** consécutive à la suppression de ces milliers d'emplois administratifs
- **Transfert de personnels qualifiés et hautement qualifiés** vers les fonctions régaliennes (sécurité – santé) et les fonctions sociales.
- **Transfert de ces mêmes personnels** vers les entreprises productives notamment dont on sait les difficultés à recruter du personnel qualifié.
- **Liberté d'entreprendre pour tous.** Donc nombreuses créations d'entreprises et développement des nouvelles technologies.

OBLIGATION d'adopter la TAXE UNIQUE -

Poser un diagnostic sur les CAUSES - En mettant au jour les anomalies structurelles véhiculées depuis leur origine par chacun de nos concepts collecteur des ressources budgétaires et sociales-retraites, nous démontrons :

- a) que l'anomalie du concept dit « personnalisé » est dévastatrice pour tout
- b) que l'anomalie fiscale TVA, dite « indirecte » est plus encore dévastatrice
- c) que ces deux anomalies se télescopent ou interfèrent et décuplent leurs effets
- d) que cette interférence rend nos concepts collecteurs antinomiques et incompatibles

Raisons pour lesquelles la TAXE UNIQUE, expurgée de nos anomalies, s'impose à nous, avec d'autant plus d'évidence qu'elle résout absolument tout et préserve l'avenir.

REDUIRE LES DEPENSES PUBLIQUES ET AUGMENTER LES RESSOURCES

VONT PERMETTRE :

1°) de réduire les déficits et la dette extérieure

2°) à nos entreprises d'être compétitives à l'échelon international

3°) retrouver le plein emploi en réduisant les dépenses chômage et aides sociales

4°) libérer des ressources budgétaires pour des projets de première importance et notamment :

– **assurer un salaire convenable aux salariés** (1800€ environ) puisque le coût salarial actuel (masse salariale) sera divisé par deux, consécutivement à la disparition des charges figurant sur le bulletin de salaire, puisque ces charges seront collectées par la Taxe Unique au taux de 42 %.

– **assurer une retraite basique à chacun** à hauteur de 1300€

– **permettre une augmentation du pouvoir d'achat** par le double effet de la réduction du prix de tous les produits mis en marché et une augmentation des revenus.

– **faire disparaître l'addiction de BERCY** aux ressources issues des produits et dérivés pétroliers pour **empêcher BERCY de faire obstacle aux énergies nouvelles.**

– **libérer de nombreux immeubles** aujourd'hui mobilisés par les emplois des collectes budgétaires et sociales, emplois devenus inutiles suite aux transferts sus-indiqués. (centre des impôts – trésoreries et perceptions ..)

– **Rendre ces immeubles disponibles :**

– **a) pour la création de maisons de retraite**, gratuites pour tous.

– **b) pour des logements sociaux**

– **c) pour loger réfugiés et nécessiteux**

FINALISER LA CONSTRUCTION EUROPEENNE -

La Taxe Unique est directement issue de la TVA, mais sans les anomalies. La TVA étant déjà en usage dans 159 pays, la Taxe Unique remplacera la TVA sans aucune difficulté. La taxation des transactions mettra sur le même pied d'égalité, tant les productions manufacturées que les productions Machine et Mécano-Robotique. Ainsi, la Taxe Unique a vocation à devenir **UNIVERSELLE**, c'est-à-dire qu'elle profitera à tous les pays, permettant enfin de **nous adapter à la MONDIALISATION**

De fait, la TAXE UNIQUE RESOUT TOUT !

Groupe des économistes et chefs d'entreprise

Synthèse réalisée pour les gilets jaunes le 17 12 2018

Yves DURAND contact : y.durand.eco@gmail.com tél 06 24 19 66 85

Groupe des économistes
et
Chefs d'entreprise

Le 12 septembre 2018

Contact :

CONSEIL D'ETAT
Monsieur Bruno LASSERRE
1 Place du Palais Royal
75 001 PARIS

Objet : : « *J'accuse* »

Monsieur le Vice-Président,

Depuis 1990 nous n'avons cessé d'alerter dirigeants et administrations sur la gravité des dangers de l'anomalie fiscale TVA, en sa forme dite « **indirecte** ».

Après neuf mois de correspondances avec Maurice LAURE son initiateur, ce dernier a validé cette découverte (1989/1990). Elle a également été validée par BERCY, en la personne du Directeur des Services Fiscaux de Perpignan, mandaté par le Ministère à cette fin, mais pas seulement.

Bien avant mais surtout après cette validation par Maurice Lauré, un groupe de travail a été constitué pour plus amples investigations. Cette « anomalie fiscale » met BERCY en difficulté car elle est de son entière responsabilité. Pour tenter de la corriger, BERCY multiplie sans fin les taxes, mais les résultats sont encore plus catastrophiques et mettent la FRANCE en péril car BERCY est en échec et n'a plus la capacité de conduire notre économie. Raison de notre alerte auprès de votre haute autorité.

En 2012, pour alerter dirigeants et administrations, un livre a été publié aux éditions du Panthéon, sous le titre volontairement provocateur :

« Ces incapables qui nous gouvernent » (*voir internet*)

La Communauté Scientifique aussi, a alerté de longue date nos dirigeants sur la gravité de nos « anomalies structurelles ». Seule l'anomalie du concept « personnalisé » est identifiée et connue de tous les économistes. A elle seule, cette anomalie n'explique pas le désastre actuel de la FRANCE.

A contrario, l'anomalie fiscale TVA permet de tout comprendre et notamment le fait que la FRANCE soit devenue **INGOUVERNABLE**. (d'où le titre de notre publication).

Jamais, la FRANCE n'a été dans un aussi grand péril économique et social.

Ce « *J'accuse* » est une nouvelle alerte que nous lançons, en vous demandant d'exercer le rôle éminent de votre haute fonction, puisque, malgré nos alertes répétées, nul n'accepte d'assumer.

Nous avons l'honneur de mettre nos services à votre disposition pour vous apporter les éléments techniques susceptibles de structurer vos convictions.

Attentifs à votre invitation, croyez à nos sentiments respectueux et dévoués.

J'accuse

dirigeants POLITIQUES et Hauts Fonctionnaires de Bercy du plus grand scandale politico/administratif du siècle *(mille fois plus grave que le scandale du sang contaminé)*

Alors que dirigeants Politiques et Hauts Fonctionnaires administratifs de BERCY n'ignorent rien depuis 1990 des « anomalies structurelles » qui ruinent nos deux systèmes collecteurs des ressources sociales-retraites et ruinent nos ressources budgétaires, nul ne veut assumer les changements à opérer. Comme pour le « sang contaminé » lorsque les responsabilités sont collectives, donc diffuses, nul n'a le courage de dénoncer ce qui doit l'être.

QUI SONT LES GAULOIS réfractaires ? *Certainement pas les Françaises et Français mais nos dirigeants Politiques et nos Hauts Fonctionnaires de BERCY. L'Histoire est là pour attester que nous sommes tous des révolutionnaires.*

Chaque anomalie est un scandale, mais le plus grave est le **silence** de nos dirigeants Politiques et de nos Hauts Fonctionnaires administratifs. **Silence** qui préserve des situations établies, des intérêts privés ou partisans, mais au détriment de l'intérêt des Françaises et des Français, c'est-à-dire au détriment de l'intérêt national. **Allons-nous revenir aux Tribunaux populaires ?**

Aujourd'hui, ces silences coupables conduisent la FRANCE dans une situation économique et sociale pénalisée :

- *par la perte de compétitivité de nos entreprises (chômage - balance commerciale)*
- *par des déficits budgétaires chroniques et irréversibles depuis 1974,*
- *par une dette extérieure qui devient exponentielle puisqu'elle dépasse les 5 600 Mds d'euros, en ce et y compris les fameuses « dettes hors bilans ».*

Jamais la situation de la FRANCE n'a été pire que ce qu'elle est aujourd'hui.

DEUX ANOMALIES STRUCTURELLES FONT SCANDALE :

1°) Scandale de l'anomalie des collectes sociales-retraites -

Sur environ 400 formes de taxes et prélèvements, 395 sont fondées sur la « personne » physique ou morale, au premier rang desquelles : les cotisations sociales-retraites – l'impôt sur le revenu – et les 393 autres. Les **prélèvements « personnalisés »** ne sont pas, par nature, transposables ou adaptables à « l'outil » de production Machine ou Robotique. C'est l'anomalie du concept. **Toute la production Machine est EXONEREE de charges.**

Les conséquences des ces EXONERATIONS sont multiples et plus graves les unes que les autres. Il est important de savoir que les Salariés cotisent pour eux mais cotisent aussi pour la Machine qui ne cotise pas, n'a jamais cotisé, ne peut pas cotiser. Il s'ensuit que le coût de production « Machine » est favorisé au détriment de celui de la « main-d'œuvre ». Cette anomalie, est originelle et spécifique au concept de collecte « personnalisé ».

Faire silence sur cette anomalie est un SCANDALE politico/administratif.

2°) Scandale de l'anomalie fiscale TVA à travers la forme dite « indirecte » -

Cette anomalie fiscale est d'une puissance insoupçonnée et incommensurable. Lors de la mise en application de la TVA, BERCY a introduit, à l'insu de Maurice Lauré, une autre forme de taxe : la TVA Indirect. De fait, Maurice LAURE – initiateur de la TVA - n'a jamais imaginé cette taxe autrement qu'en la forme « directe ». Or la forme dite « indirecte » s'ajoute à la forme directe. C'est-à-dire que la forme directe taxe toutes les transactions en même temps que la forme indirecte taxe la « masse salariale » (salaires + charges sociales) de toutes les entreprises classifiées « productives ». Résultat : double taxation.

Ainsi, alors que nos grandes entreprises de main-d'œuvre qui font l'actualité de tous nos médias (Chantier Naval St NAZAIRE – S.N.C.F. - AIR FRANCE) pour ne citer que celles-la, ont des carnets de commande pleins ou une activité soutenue, toutes sont en difficulté ou chavirent dans d'autres mains.

LA CAUSE est la suivante : en taxant la masse salariale (20%), BERCY ruine ces entreprises, les prive de toute capacité compétitive, provoque leur faillite ou disparition de FRANCE. Or, le Législateur a mis non sans raison, ce poste important du prix de revient : « hors champ d'application TVA ».

BERCY est en INFRACTION AVEC LA LOI !

Les Hauts fonctionnaires de BERCY qui sont des « sachant » sont donc des escrocs.

CONSEQUENCES de l'Anomalie Fiscale TVA introduite par BERCY -

1°) Lorsque la TVA Indirecte vient taxer la « masse salariale » déjà pénalisée par l'anomalie du concept « personnalisé » et alors que le salaire est soumis à l'impôt nos deux anomalies pourtant spécifiques et originelles à leur propre concept collecteur, se télescopent ou « interfèrent ». Cette interférence décuple leurs propres effets dévastateurs qui deviennent exponentiels, ruinent nos entreprises et l'emploi, mais ruinent aussi le budget et tous les organismes sociaux-retraites.

2°) Cette interférence a une autre conséquence plus radicale et plus foudroyante : elle rend nos deux concepts collecteurs « antinomiques » donc incompatibles.

Faire silence est le plus grand scandale politico/administratif du siècle !

Depuis la conquête de l' ELYSEE par BERCY, pouvoirs Politiques, pouvoirs Exécutifs et pouvoirs Administratifs sont confondus dans la plus grande confusion. C'est le signe précurseur d'une fin programmée.

Une MUTATION de SOCIETE s'impose à nous avec force pour adapter nos concepts à la production Mécanique et à la Mondialisation des produits de marché et des produits financiers. C'est le plus grand défi de civilisation de tous les temps car il est Mondial.

Seule la FRANCE, dans l' EUROPE, peut relever ce défi.

Nom :

Prénom : Herve²

19

Thème : Retraite

Commentaires :

- Revalorisation des retraites.
- Suppression de l'e.s.g. et CRDS sur les retraites.
- Référendum et initiative - Citoyenne.
- Suppression de la taxe carbone.
- Remaniement des cotisations.
- Revalorisation du SMIC.
- Réduction des dépenses publiques.
- Suppression des avantages et privilèges.
 - Retraite des anciens présidents, ministres et députés.
- Non privatisation des Barrages Hydroélectriques.

Nom :

Prénom : Bernard

Thème : Remettre l' "HOMME" au centre de la Politique
Le citoyen Français au centre des préoccupations
de la politique française -

Commentaires :

Remettre l'Homme au
centre de la Politique

Réformes municipales =

- supprimer la CSG sur toutes les retraites
- Indexer les retraites sur l'inflation
- Préférer mettre à l'abri nos SDF plutôt que de prendre totalement en charge les inemployables migrants
- Préférer soigner nos "petits vieux" qui n'y arrivent plus.
- Maîtriser l'immigration.
- Préférer financer le TGV en Occitanie plutôt qu'en Martinique ! où est le LGV jusqu'à BARCELONE ?
- Préférer financer les transports en commun dans les territoires plutôt que le métro et Abidjan !!
- Préférer financer les EHPAD aux abris des clandestins

Réformes Structurelles :

- Supprimer totalement le bouillonnement Social et Environnemental
- Supprimer la majorité (80%) des commissions et autres organes interministériels qui ne servent à rien.
- Supprimer la majorité des "Hauts Autorités Administratives" qui ne servent qu'à recenser les "copains".
- Reformuler la fiscalité pour plus de justice et de cohésion (IRPP pour tous !)
- Réduire le train de vie de l'état en portant le nombre de représentation française à l'étranger.
- Rendre les ministres RESPONSABLES !!!

Nom :

Prénom : Jacqueline

Thème : Il est urgent d'assurer une vie décente à l'ensemble de la population et de subvenir aux besoins de tous : la France est un pays qui a et produit des richesses, dont malheureusement la plus grande partie est occupée par une infime de milliards qui ont pour objectif que de spéculer pour faire du profit en appauvrissant et détruisant la planète.

Pour répondre aux besoins criants, dans l'immédiat :

- il est urgent d'augmenter tous les salaires (à établir une véritable égalité salariale entre hommes et femmes) et de réduire l'écart entre les salaires, d'augmenter les pensions de retraite (les indexer sur les salaires et supprimer la limite de la CSG), d'augmenter les aides aux personnes privées d'emploi
- il faut arrêter la casse des services publics, qui sont en grande partie en état de crise pour les personnes les plus fragiles et permettre d'éviter le pire : les développer, renforcer le protection sociale, imposer la prime ou charge sociale de la part d'autonomie, améliorer l'accès aux soins pour tous et notamment donner à l'hôpital public les moyens de fonctionner au lieu d'investir l'argent public dans le privé (comme à Alibonnet notamment) développer les transports publics, au lieu de casser le ferroviaire, et taxer un peu plus les particuliers qui ne peuvent se passer de leur voiture de plus en plus, mais les pollueurs bien connus = trafic aérien, trafic maritime, grosses cylindrées inadaptées aux limites de vitesses actuelles, Total, qui ne fait pas ses impôts en France...
- il faut lutter contre le chômage et adopter le projet de loi qui vient d'être déposé au Bureau de l'Assemblée proposant un système de sécurisation emploi-formation et garantissant le maintien du salaire.

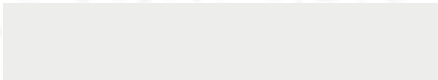
Comment effectivement réaliser ces propositions ? Prendre l'argent là où il est !

Dans l'urgence :

- rétablir l'ISF
- prélever l'impôt à la source sur les bénéfices des multinationales réalisées en France (les USA le font bien ! Et pourquoi ne le faire que pour les salariés.)
- taxer les revenus financiers et taxer de 4% tous les dividendes versés aux actionnaires (180 milliards en 2017)
- supprimer les CICE (40 milliards !) et prendre des mesures pour aider les PME et TPME en difficulté en les assurant de conditions d'attribution imposant la création réelle et durable (contrôles !) d'emplois et le respect réel des contraintes écologiques
- s'attaquer à l'évasion fiscale (60 à 80 milliards par an !)
- lever le verrou de Bercy pour tous les Français (et pas seulement pour les seuls Français de 100 000 euros !)

Cahier de doléances et de propositions des habitants de la Ville de Narbonne

Nom :



Prénom :

Jean Claude

Narbonne

Thème :

Commentaires :

Augmentation du pouvoir d'achat

- Pour les salariés, augmentation du smic, coup de pouce aux bas salariés.
- Pour les retraités, un coup de pouce et indexer les retraites sur l'indice du coût de la vie

Emigration

- Dissolution des associations d'aide aux émigrés
- Réduction des aides et des allocations en général et en particulier aux émigrés en situation irrégulière
- Arrêter l'immigration clandestine

Transition Ecologique

- Taxer tous les camions qui traversent la France sans s'y arrêter, même pour faire le plein de gasoil, et donc ne pas payer les taxes en France
- Abandon de toutes les taxes sur le carburant diesel en particulier pour les personnes dont la voiture est indispensable pour le travail.

R.I.C

- Utiliser R.I.C dans différents domaines sous condition qu'ils ne soient pas anti constitutionnel
- Consulter par referendum le peuple pour toute grande question engageant la France par plusieurs consultations par an si nécessaire.

Nom :

Prénom : Jean-Luc

Thème : Justice fiscale et Retraites

Commentaires : deux points

- Je souhaiterais une refonte profonde de la fiscalité afin que chacun paye les impôts selon ses revenus - cela suppose la suppression de certaines niches fiscales telle que loi Madraux, Girardin... pour ne laisser que les niches fiscales écologiques (Amélioration des économies d'énergie dans les logements) -
- Revalorisation des pensions de retraite sur l'inflation comme cela a toujours été le cas -

Nom :

Prénom : Jean Marie

Thème : TOUS

Commentaires :

- Ess . Diminution des impôts et taxes
 - de l'Etat
 - de toutes les collectivités territoriales
- Réduction du nombre d'élus en supprimant "commune" et "conseil général"
- Réduction du nombre de députés
- Suppression du Sénat
- Réduction des indemnités de tous les élus
- Budget détaillé des dépenses de fonctionnement et d'investissement de toutes les collectivités territoriales (au travers des journaux d'information distribués régulièrement)
- Référendum d'initiative citoyenne au niveau des collectivités territoriales pour tout investissement supérieur à 5 000 000 d' Euros
- fin des investissements "mégalo-manique"
- Synthèse de ces lettres par une personne neutre et non politique

Nom :

Prénom : Jean Pierre

Thème : Le coût du capital est insupportable pour la société

Commentaires :

3 exigences sociales parmi d'autres

→ lutte contre le chômage par la mise en place d'un système de sécurisation de l'emploi et de la formation garantissant la continuité du revenu salarial

→ développement des services publics et renforcement de la protection sociale pour une amélioration conséquente de l'accès aux soins et une prise en charge sociale de la perte d'autonomie

→ augmentation des salaires dans le privé comme dans le public ainsi que des pensions de retraite avec une indexation sur les salaires

3 propositions de financement parmi d'autres

→ rétablissement de l'IST

→ taxe de 4% sur les dividendes des actionnaires

→ institution d'un prélèvement à la source pour les bénéfices réalisés en France par les multinationales

Commentaires

La clé : s'attaquer au coût du capital - Les gâchers sont colossaux

3 chiffres parmi d'autres

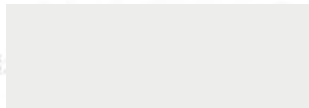
- 40 milliards de CICE attribués aux entreprises sans exigence, sans évaluation, sans contrôle en termes de création d'emplois (loi de finances 2019)

- 60 à 80 milliards d'évasion fiscale annuelle (rapport Sénat)

- 180 milliards de dividendes versés aux actionnaires en 2017 alimentant les marchés financiers (INSEE)

Sans une autre orientation de l'argent (profits, crédits, aides publiques ...), les "engagements" sociaux et économiques ne sont que des illusions politiciennes

Nom :



Prénom :

J. Pierre
le 18 Dec 2018

Thème :

RETRAITE

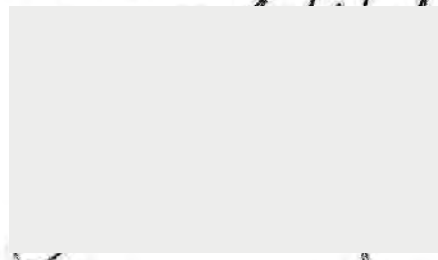
1445

Commentaires :

QUAND ONT TRAVAILÉ + de 30 ANS
AVOIR MINIMUM 1500€ de retraite
cela serait Normal !! je pense !!

Moi j'ai travaillé plus de 30 ANS
et je n'ai rien !!

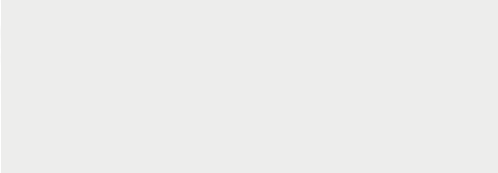
un seul souhait avant que je
décède pendant 1 journée plus de
parler des le Monde entier en panne
il y a que les Martiens qui ne se rencontrent pas !!



Narbonne depuis
1960...
et plus comme
Charles Trépo le
18 MAI !!!

25)

Nom :

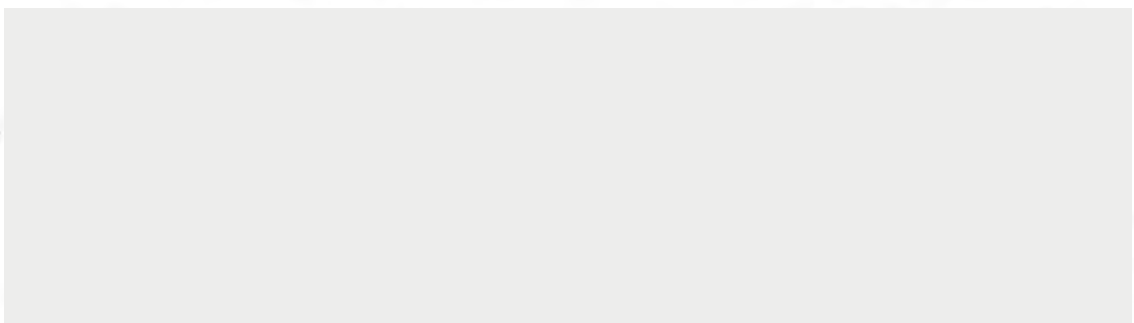


Prénom : Kustina

Thème : Démocratie et transparence !

Commentaires :

Venue pour assister au conseil municipal du 20/12/18 afin de comprendre les enjeux du site de Malvesi, j'étais choquée par la violence des employés d'Orano qui a saboté le débat. Et encore plus par le manque d'intervention du directeur et des politiques en vue de garantir la possibilité du débat démocratique. En tant que professionnelle du tourisme à Marcorignan, je suis très inquiète pour mon activité totalement incompatible avec le développement prévu sur le site de Malvesi.



Nom :

Prénom :

Léna

Thème :

Malvési

Commentaires :

Malvési est un problème, vous en avez conscience et c'est pour cela que vous nous cachez la vérité, il est pourtant de votre devoir de citoyen mais plus simplement d'être humain de tenir informé vos semblables.

Nous vous demandons donc d'avertir la population du danger certain que représente Malvési.

Une écologie responsable est possible et nécessaire

il est de votre devoir de faire ~~ce qui est~~

ce qui est important : nous sauver, nous mais aussi notre futur.

Veuillez nous prendre en considération, nous, la population, les jeunes, le futur, notre monde.

Cordialement Léna

Nom :

Prénom :

Lilien -

Thème : ① Transition Ecologique

② Fiscalité

③ Politique

Commentaires :

① Associer avec les projets mortifères de Malverd. En finir avec cette usine nuisible pour la santé des narbonnais mais aussi pour l'imaginaire touristique de Narbonne et son développement

② Pression fiscale trop forte pour Narbonne zone sinistrée.

↳ exonération de C.F.E pour les très petites entreprises et le tourisme ex.: gîtes ruraux et Micro-Entrepreneurs qui ne cotisent pas à la C.C.I.

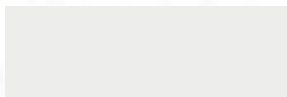
↳ gratuite des autoroutes dans le Sud de la France - Inadmissible que l'on soit "rachetés" dans une zone sinistrée parmi les + pauvres de France

↳ Exonération de CSG pour les petits retraités - Indexer les retraites

↳ Contrôles techniques gratuits ou aidés pour les revenus modestes

③ Supprimer des centaines trop nombreuses (séminaires et déjeunés) les impôts à la CSG

Nom :



Prénom :

- Lilian

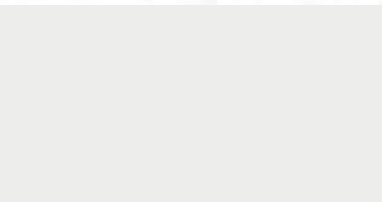
Thème :

Fiscale

Commentaires :

- TVA à taux réduit sur tous
les produits de première nécessité
Alimentaire - Carburants -
Energie (Electricité - eau - gaz - Fioul)

DE:



1160 Narbonne

Tel:



COURRIER DEPOSE



A: M^r le Maire
de Narbonne
et: M^r Macron

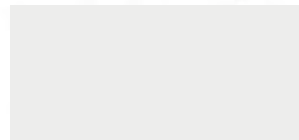
Elu concerné :
Service concerné :
Elu(s) pour info :
Service(s) pour info :

Messieurs

Pour Narbonne - que le projet d'Areva/orano
Malveyz fasse l'objet d'une véritable étude
environnementale et sanitaire, et d'un débat
public ensuite

Pour la France - que nos élus travaillent
pour l'intérêt public, et non pas comme
ils le font depuis des décennies et encore
plus aujourd'hui, pour des intérêts privés
(Areva/orano → nucléaire, Vinci / Bouygues
→ autoroutes, Total, GAFAM et → impôts
non perçus ...) ou des intérêts partisans
qui ne servent qu'à eux, leurs copains ou
leur portefeuille !

Messieurs ayez le courage de travailler
pour la France avec vertu et engagement



↳

A Narbonne le 07/12/2018

Je demande

- La dissolution de l'Assemblée Nationale

- Toutes les élections, avec obligation de vote, nombre minimum de votes (Quorum, pour valider un vote y compris présidentielle!

- Annulation du Sénat qui ne sert à rien

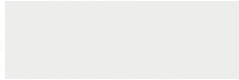
- Rattachement de l'ISF

- Arrêt de l'évasion fiscale et chasse aux fraudeurs

- Paiement de l'impôt pour les GAFA et autres comme Total

- Rattachement de nos frontières et arrêt de l'immigration sauvage!

Nom :

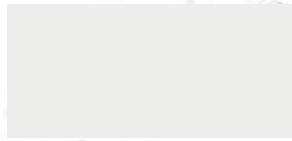


Prénom : MARC

Thème :

Commentaires :

- Revalorisation des retraites en dessous de 1200€ pour ceux qui ont travaillé
- stop aux taxes
- stop à l'immigration
- démission de Macron et son gouvernement.
- une europe moins contraignante
- expulsion des terroristes et fichés S.



Nom

Prénom :

Marie José

Thème :

Commentaires: Remettre en place pour femmes seules, ayant élevé l'enfant, la 1/2 part (impôt)

- minima sociaux
- Dans le cadre mourir dans la dignité, instaurer le suicide assisté!
- Les écoles étant fermées l'été, les ouvrir aux enfants défavorisés styles colonies vacances.
- Supprimer les nuls feuillets Bourse Général, départemental ----
- Perforner rémunération des élus ;

Nom :

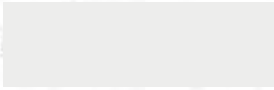
Prénom : H. Jeanne

Thème :

Commentaires :

- Revaloriser les petites Retraites en dessous de 1200€ pour ceux qui ont travaillé, en une seule fois les jours d'anniversaire à : 800€ à la Retraite Minimale, comme ceux qui sont restés au chaud, UNE MONTE
- Stop à l'immigration qui nous coûte trop cher.
- Stop aux TAXES.
- Démission de MACRON et son Gouvernement

Nom :



Prénom :

Marie-José

Thème : INONDATIONS

Commentaires : Simplement une question.

Est-ce que quand nous sommes en alerte rouge, qu'il y a déjà des mats etc... et que l'on habite dans un village à risque, est-ce que nos chefs de service ou l'autorité, le Maire, ne peut-ils nous accorder de regagner notre foyer, surtout quand notre épouse est paralysé et tout seul à la maison.

Merci par avance.

Nom :

Prénom : Marie-Laine

Thème : Retraite - justice sociale - fiscalité - santé -
Immigration - (Contrat Social)

Commentaires : * Augmentation des petites retraites (- 1000€) mensuel

- Je suis retraitée, 18 ans de bons et loyaux services à la
Mairie, comme aide à domicile au C.C.A.S (chef de famille
élevé 2 garçons qui ont deux bons rétroactifs) - 38 ans - 42 ans,
implé au CCAS, maintenu dans la préséance, non titulaires
après 18 ans. Après 165 trimestres cotisés 881€ en tant,

* Augmentation du pouvoir d'achat, mais surtout plus
objectivement de la Conversion Sociale maladie, aide aux
agents non titulaires, car c'est en ~~ville~~ devant être que
la santé se détériore -

* Demande d'un fond social de solidarité serait nécessaire
pour se soigner -

Concrètement aide pour soins dentaires (car S.S. Mutuelle)
une importante somme venue à charge.

- J'ai travaillé, cotisé, en faisant du Social, mais à la
retraite nous n'existons plus, un peu d'égalité et de respect
pour nous.

(distribuer le R.S.A, primes à durée, à gérance, et autre
Voir les personnes qui ont travaillé et qui méritent.

* Suppression de la C.S.G. pour nos agents retraités non
titulaires, c'est une honte de nous faire payer en plus
la hausse de la C.G.S, dans quel monde vivons-nous ?
(à - de 1000 €, on ne devrait pas la payer!)

* Rétablissement de l'I.S.F.

Nom :

Prénom :

Mairie Larive

Thème :

Suite

Commentaires :

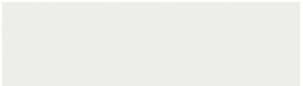
- * Plus de justice sociale. Revoir le Contrat Social.
Le peuple n'adhère pas car il ne donne pas son
contentement à l'Etat, lorsqu'il crée lois, réformes,
si ce n'est pas un vote.
(Qui des pouvoirs électoraux, l'Etat agit dans un
véritable vide juridique, il n'y a aucun Contrat Social
entre l'Etat et ces citoyens, qui l'Etat fixe ses
règles et s'arroge le droit de les modifier en
légiférant.
- * Rétablissement du vote au scrutin proportionnel
puisque nous sommes en démocratie.
- Demande au Maire "chef" de sa ville, de
s'occuper en priorité de ses administrés français,
qui ont travaillé, cotisé et qui arrivent à la
retraite ont du mal à vivre, à se soigner, à être
seul tout simplement.

* Pour le RIC -

Tout être humain a droit au respect, à la tolérance
à la différence, mais pas à l'indifférence. Merci de m'entendre.



Nom :



Prénom :

Marie-Luce

4

Thème :

PROJET ORANO

Commentaires :

Madame Monsieur,

Les futurs projets ORANO (ex Malvois) me portent
soucis et je trouve qu'une plus grande concertation
auprès de la population maronnaise aurait été souhaitable.
De petits efforts semblent apparaître mais nous sommes loin
du compte... qu'en sera-t-il en 2019 ?

Je vous remercie d'avoir mis ce cahier de doléances à
notre disposition mais j'espère surtout que vous en
tiendrez compte.

Nom: W: [redacted]
06 [redacted]

Prénom: Martine Gilles

Thème: Retraite

Commentaires: Bonjour,

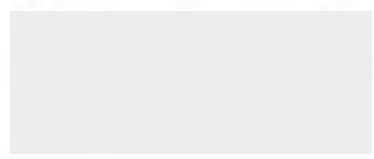
Nous voudrions que notre pension de retraites soit revalorisée au coût de la vie

De plus que la pension de reversion reste au moins comme elle est actuellement

Nous avons un petit fils à charge qui à 19 ans et qui est à la faculté il a besoin de manger

On a vendu notre maison maintenant nous sommes en location.

Merci d'écouter la population.



Nom :

Prénom :

Mathilde

Thème :

Malvesi

Commentaires :

Tenir informée la communauté narbonnaise
Permettre le dialogue. Scandaleux que
lorsque des interventions sont faites, celles-ci
sont gâchées par les cris et protestations violentes
des travailleurs de Malvesi;

Le droit d'expression doit être défendu.

Le Préfet ne doit pas permettre une évolution
grave et importante de l'activité de Malvesi

sans enquête publique.

On ne demande pas d'arrêter l'activité de
Malvesi, mais d'être informé et que celle-ci n'
évolue pas en mettant en danger les habitants
de la région, leur santé et l'activité économique
qui y est développée (tourisme, viticulture)

Déjà un (ou le) département le plus pauvre de France,
mais ne voulons pas être "sacrifiés".

$\frac{1}{4}$ de l'uranium du monde passe par ici.
Qui est au courant ? PERSONNE

Nom :

Prénom :

Michel

(3h)

Thème :

l'injustice.

Commentaires :

Voilà le thème du décret du quinquennat de Macron, à cela il faut ajouter le mépris à l'égard des "derniers de cordée". Sans ceux-là aucune entreprise ne tournerait, l'a-t-il oublié ?

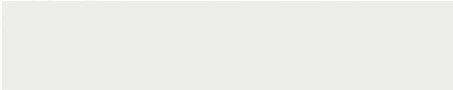
Les salaires des plus modestes doivent augmenter en prenant sur les hauts revenus. Les derniers vont surtout vers les paradis fiscaux ou s'investissent à l'étranger ; donc la politique économique de "russellement" ne russelle que sur eux.

Tous les français sont égaux, donc chacun doit pouvoir bénéficier des mêmes services que ceux qui en profitent dans les centres urbains. Que Macron et ses ministres vivent avec le SMIC : ils comprendront peut-être ? Ce n'est pas la modération qui les étouffe. Notre devise républicaine est mise à mal par ce quinquennat : on se croirait revenu sous l'Ancien Régime : des privilèges pour certains ; du mépris pour ceux qui "sont rien".

L'économie doit suivre le social (de gauche) et ne pas le précéder, comme c'est le cas actuellement. Dernier point : créer le R.I.C. permettant au peuple (au démas) de contrôler les élus en les obligeant à respecter ce pourquoi ils ont été élus. Notre démocratie s'en pâtirait mieux. Souvenons-nous de 2005 où le sursage universel fut bafoué par le fameux traité de Lisbonne.

Nom :

Prénom : Hysiam



07-



Thème : Demande de Droits
RSA Justice - Droits Réparations Harcèlement à niveau.

Commentaires : Je suis une femme de quatre enfants. Ayant subi de discriminations de femme et sexiste, et raciale.

Je demande mes droits de Citoyenne.

- Le RSA que j'ai une retenue par de dysfonctionnements illogiques et impacts

- Je demande que mes enfants aient le respect d'avoir une scolarité normale sans harcèlement de profs ou collègues.

Je signale aussi une Belle famille corrompue qui me met de bâtons dans les roues et détruit leur relation pour nous détruire. Est-ce normal en République de voir de la Corruption et d'abus de pouvoir.

Je demande après avoir réglé ma situation un travail normal sur de ma

Nom :

Prénom :

Thème

Commentaires :

situation et selon une diplômes.

Je demande une Vie Normale
que ce abus à tous niveaux cessent

Je suis citoyenne honnête ayant subi
l'injustice

Je demande Réparations à l'état.

Nous voulons un droit de regard au
niveau de la loi pour tous
l'égalité, une justice honnête dans un
pays démocratique.

Au vue de ma situation médiatisée,
Je demande un rendez-vous auprès d'un
Député en tant que victime Violente faite aux
enfants et fille d'Harki.
Merci.

Nom :

Prénom : Myriam

Thème : Revalorisation Retraites (petites) + ^{NON à la} suppression
des allocations logement, INJUSTE

Commentaires :

J'ai 63 ans, une petite retraite de 1080 euros et depuis la réforme de Monsieur le Président Emmanuel MACRON, je n'ai plus droit à l'allocation logement de mon appartement dont je suis locataire car j'ai un peu d'argent de côté pour aider un peu mes petits-enfants (épargne de toute une vie) !

Concernant ma ville de NARBONNE :

Non aux CHEMINÉES de

MALVE SI

Nom :

Prénom : Nathalie

Thème : RIC - Salaire - Taxes (TVA) - CSG
Allocations handicapés.

Commentaires :

Je suis une maman seule depuis +10 ans
et doit me reconverter suite à une opération
avoir une reconnaissance handicapé - parcours
du "Combattant" et trop long.

Je suis avec 700.800 euros par mois (indemnisation
chômage) et comme tous une survie qui devient
épuisante plus aucun plaisir de vie !

L'injustice social et des salaires est tout
simplement intolérable.

Le "train-train" du pouvoir doit cesser, le peuple
n'a pas à payer pour le gouvernement ses déplacements
ces enterrements, ces costumes etc...

Nous voulons un droit de regard sur les lois
et la politique que le RIC soit mis en place !

Nom :

Prénom :

Nicolas

11

Thème :

Divers - Narbonne

Commentaires :

Remettre en application le programme

du CNR (comité national de la résistance) afin de :

- Mettre fin au pillage des ressources des français
par des entreprises privées capitalistes qui déstabilise
l'économie du pays - (Boloré, dasant, etc...)
- Rétablir la justice sociale (fin des groupes type Konian, etc)
- Nationalisation des services publics stratégiques :
Poste, sncf, éducation, santé, etc... (à 100%)
- création d'emploi des chômeurs en emploi public
titularisé. On paie des chômeurs à rien faire,
ils en souffrent et c'est une énergie gaspillée.
- Parkings en ville à créer +++ . Gratuit.
On nous rackette avec ça et nous empêché
de travailler en ville avec notre voiture

~~Note à M^r le maire de Narbonne.~~

Je trouve indécent de gaspiller l'argent publique en :

- construisant un musée, une salle de concert, inutile.
- en finançant des façades privées (monument historique...)
- en finançant des entreprises privées (clinique montredon, etc)

La destruction du CNR est une

honte pour la France ~~et pour ceux qui en~~

Nom :

Prénom :

Nicolas

Thème : Divers

Commentaires :

- Il serait pas mal de faire respecter les lois sur le bruit des véhicules surtout les 2 roues.

Ne savez vous pas que le bruit est source de troubles graves de la santé (insomnie, stress etc.)

Ne savez vous pas que de nombreuses véhicules bénéficie de passe droit auprès des centres de Contrôle Technique ? On m'a confié un véhicule d'entreprise qui avait le contrôle OK récent, alors que cette voiture été un danger public. (Pot d'échappement cassé, freins HS, pollution 444, etc.)

Moi on m'a enquisé car mon GPL dépassait de 2 mg de CO₂ la norme : ou est la justice ?

PS : Nos routes sont détériorées vous n'avez pas remarqué ? elles abiment nos voitures et sont dangereuses.

Nom :

Prénom : Nicole

Thème :

Retraites

Commentaires :

Est-ce que nous allons devoir accepter que l'on sacrifie sur l'acte tel de la filature tout ce qui constitue l'Occitanie dans son intégralité à savoir : Tourisme, les lacs, collines, vignes étangs, montagne, villages et monuments classés sans parler de ces hommes et femmes et de sa convivialité. Pourquoi gâcher tous ces atouts et toutes ces vies humaines, hommes, femmes, enfants avec un site industriel où il y a radioactive etc... si proche de la ville et potentiellement très DANGEREUX.

Nom :

Prénom : Pascal

6

Thème : EMPLOI et SERVICE PUBLIC

Commentaires: ~~Monsieur~~ Messieurs, mesdames les élus
Je voudrais vous faire part de mon mécontentement sur
l'employabilité qui est quasi inexistante dans votre région.
Je souhaiterais qu'on m'explique alors pourquoi y-a-t-il
autant d'agence d'intérim pensez à industrialiser davantage votre
bassin car vous attirez certes les gens mais vous ne savez les retenir
par manque d'attractivité.
Il faut savoir réinvestir l'argent que vous récoltez de l'aubaine
et je vous en prie faites quelques choses pour tous ces marginaux
qui obéissent dans les rues ceci est inacceptable dans cette si belle
région.

D'autre part, je suis propriétaire sur le quartier anatole^{France} et
je subis des désagréments sur le stationnement sur le trottoir
de ma copropriété occasionnant une gêne sur la circulation de cette rue
et l'accessibilité à notre logement car souvent les riverains se garent
devant notre porte d'entrée de la copropriété.
J'en ai informé les autorités compétentes (force de police) qui verbalisent
et adjoint au maire qui lui nous demande d'investir 200€ par plots.
Zone front de la part de vous administré qui êtes censés faire
régner respect et sérénité dans une région au il fait soit disant
Bon vivre.

Nom :

Prénom : PASCAL

Thème :

Commentaires :

- Revalorisation des salaires
 - Suppression de la hausse de la CSG.
 - Suppression des privilèges et avantages des anciens représentants de l'état.
 - 1000 € pour le minima des retraites.
 - Imposer les grands groupes comme Auchan, Amazon et
 - Rétablir l'IS.F
- Nous vivons dans l'injustice sociale, fiscale et politique.
Il est grand temps d'agir en ces réformes.
Je souhaite réellement que le référendum d'initiative citoyenne sera approuvé.

Nom :

Prénom : Patricia et André 5

Thème : Retraite.

Commentaires : quoi pour les retraités ?

Remettre à l'ISF.

Augmentation des retraites - Révoquer les reversions de
retraite - ne rien changer - faisons la liste de récip,
pension

faire mieux reprendre après -

MACRON = Démision.

Nom :

Prénom :

Patrick.

Thème :

RETRAITE ET FISCALITE.

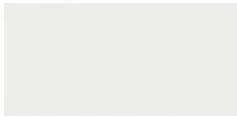
Commentaires :

Une société réussit lorsque chacun a le sentiment de faire partie du système. L'équipe dirigeante n'est pas libre d'agir comme bon lui semble. Ce ne sont pas tant les actions qui comptent, c'est l'identité de cette élite et la façon dont ils se comportent. Si le peuple constate que ces élites ignorent les problèmes, le contrat social est ébranlé voire déchiré.

Une société ne peut exister si l'élite refuse d'assumer la responsabilité du bien-être ou des souffrances de leurs subordonnés.

proposition : dé-fiscaliser l'indemnité de départ à la retraite (IDR) dont la majorité ne touche que moins de 10.000 € mais qui leur fait sauter une tranche d'imposition en plus. (+ de 10 ans d'ancienneté = 2 salaires et demi.

Nom :



Prénom : Régine

Thème : RETRAITES

Commentaires : Abandonner le projet sur les retraites
qui pour les pensions de reversion
passerait de 50 à 25%.
C'est honteux !

Nom :

Verbonne, le 28-12-2018

Thème :

Doléances

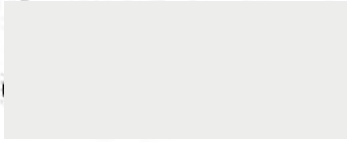
✂ ✂ ✂ ✂

Comment :

Je ne supporte pas du tout l'injustice. Or, la première mesure qu'a prise notre chef d'État, en supprimant l'ISF et, donc, en favorisant les plus fortunés, est un exemple flagrant d'injustice sociale. Pour compenser le manque à gagner, il s'est "attaqué" aux classes moyennes, aux retraités en particulier, en augmentant sérieusement la C.S.G. Pour ma part, ma retraite est amputée de 50,00€ par mois. Il en est de même pour mon mari, soit 1200,00€ en tout pour l'année.

Mais ce qui me fait le plus mal, c'est le mépris qu'affichent le Président et le Gouvernement pour les retraités de la Fonction Publique notamment. Ainsi ne serions-nous plus des retraités qui avons versé des cotisations pendant toute

Nom :



Prénom : Savannah
Orane

Thème :

Malvésic

Commentaires :

NON
A

MALVÉSI

Nom :

Prénom : Sébastien

Thème : RIC - salaires - Taxes - CSG -

ISF - Entreprise moins de 10 salariés (changés)
Commentaires : et j'en parle trop nombreuses à citer

Trop de charge mensuelle et annuelle
j'ai 30 ans et je suis actuellement en
reconversion, chance que vis chez ma mère
ou dans mon centre de formation sinon
c'est dans la rue que je dormais.

X ~~Le~~ Le peuple veut plus d'égalité
et répartition des richesses

X Justice pour tous ainsi que député, ministre
et j'en parle qui ont tous eux des problèmes
avec le Fisc.

l'avenir
depuis 50 ans vous avez réussi à nous
mener au CHAO Social et à la division
du peuple.

Les choses doivent être rétablie au plus vite

Cahier de doléances et de propositions des habitants de la V^e

Tous Ensemble

DOLEANCES

Objets : REVENDICATIONS DIVERSES

<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du coût de la vie. - Augmentation des prix des produits Alimentaires. - Hausse des prix du carburant. - Hausse des fournisseurs d'énergie (Gaz - électricité - etc...) TICPE toujours en nette augmentation. - Augmentation des frais de tenue de compte bancaire chaque année. - Hausse des tarifs des assurances habitations. - Emplois aidés supprimés (remplacements de ces emplois par des formations inappropriées). - Remplacement des médicaments originaux en pharmacie par des produits de substitution nuisibles à la santé des patients ou produits manquants, mais vous coûtant moins chers... - Immigration. -Terrorisme. 	<ul style="list-style-type: none"> - Perte du pouvoir d'achat. - Baisse des APL (Allocations Personnalisées au Logement). - Pas d'emploi (même en traversant la rue !). - Pas de revalorisation des minimas sociaux. - <u>Terrorisme</u> : Que faites-vous pour notre protection ??? Le pays et l'Aude frappés de plein fouet par les terroristes... - <u>Immigration</u> : Si le social « coûte un pognon de dingue », comment sont financées les aides aux migrants ??? - Les crèches posent problème dans les lieux publics en raison de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Pourquoi ne pas redevenir un pays chrétien comme la France l'était à son origine ?
---	---

De mars 2013 à décembre 2016, j'ai travaillé en tant que distributrice de publicités... Un véhicule (notamment diesel) était indispensable pour ce genre de travail... Vers novembre et décembre 2016, les ennuis ont commencé avec mon véhicule, pannes à répétitions, je n'avais pas les moyens financiers pour la faire réparer à ce moment-là et encore moins de changer de véhicule..., je ne pouvais donc pas continuer mon activité professionnelle sans véhicule...

J'ai proposé à ma société une rupture conventionnelle (accord), ils ont refusé ; en décembre 2016, ils m'ont licenciée pour cause réelle et sérieuse... Depuis, je perçois 213 euros min. et 221 euros max. de chômage...

Donc, sans travail, au chômage, j'ai gardé ma voiture, effectué quelques réparations quand j'avais un peu d'argent car personne n'en voulait, et car ma fille en avait besoin pour son travail (transporter son matériel)...

Je vis seule avec ma fille (ma fille a 23 ans), je cumule R.S.A. et chômage et de temps à autre ma fille Mlle HARMAND Wendy rentre quelques revenus (elle travaille occasionnellement en tant qu'Animatrice Commerciale) et perçoit une petite prime d'activité sur son propre compte C.A.F., ouvert en octobre 2017.

Mon chômage arrive à son terme en décembre 2018 ou janvier 2019...

Donc, récapitulatif, ma fille et moi-même, percevons R.S.A. + Chômage (moi) déclarés tous les 3 mois+ qu **déclarés tous les trois mois également sur déclarations trimestrielles C.A.F., pour percevoir sa prime d'activité...**

Ma fille (Mlle HARMAND Wendy) a déclaré ses revenus (juillet 2018 - août 2018 - septembre 2018) sur sa dernière déclaration trimestrielle

JUILLET 2018 : 313 euros

AOUT 2018 : pas de revenus

SEPTEMBRE 2018 : 1224 euros

Total revenu perçus 1537 euros répartis sur 3 mois 512 euros en moyenne

Avec ses revenus perçus, la C.A.F. lui accorde une prime d'activité de 90,39 euros seulement !!!

Ses droits ont été ouverts en octobre 2018, elle perçoit cette prime de 90,39 euros pour les mois de novembre 2018 - décembre 2018 - janvier 2019...

Les mois précédents par exemple, elle avait déclaré :

Pour Janvier 2018 - Février 2018 - Mars 2018 : pour 394 euros de revenus (154 +240), la C.A.F. lui avait accordée 81,03 euros de prime d'activité...

Pour juillet 2017 - août 2017 - septembre 2017 : pour 395 euros de revenus (237 + 158), la C.A.F. lui avait accordée 81,23 euros de prime d'activité...

Depuis cette déclaration, elle est exclue de mon R.S.A. et perçoit une malheureuse prime d'activité alors qu'elle a rentré quasi le double de revenus soit 9 euros de plus !!! Quel gain

Donc je trouve cela illogique et honteux que vous lui accordiez une prime d'activité de 90,39 euros seulement avec les revenus qu'elle a déclarés, donc, plus elle travaille, moins elle a droit à une prime d'activité, à moins d'encouragement...

Je n'oublierais pas de dire à ma fille la prochaine fois, au lieu de l'encourager à travailler, de rester sagement à la maison et de profiter tranquillement des allocations, puisque apparemment, plus elle rentre des revenus, moins elle est récompensée en prime d'activité !!!

Quant à moi (Mlle _____), la C.A.F. m'accorde 266,49 euros de droits R.S.A., R.S.A. pour ne personne seule (alors que je vis avec ma fille), la C.A.F. me rabote d'un sacré coup de ciseaux dans nos prestations !!! (Tout cela car ma fille a rentré une moyenne de 1537 euros au foyer sur un trimestre), donc cela veut dire qu'elle se retrouve sur les 3 mois à subvenir à mes besoins, et ne peut même pas économiser le peu de revenus qu'elle a gagné pour son avenir, car elle ponctionne sur son compte pour m'aider !!! C'est une HONTE !!!

Le plus spectaculaire : La C.A.F. m'a accordée une prime de Noël de 152,45 euros pour une personne seule alors que nous sommes deux à vivre sous le même toit !!!

Depuis ce coup de rabot (droits R.S.A. ouverts et recalculés en octobre 2018, mais versés en novembre 2018), nous percevons à nous deux :

**266 R.S.A. (pour une personne seule) + 214 (mon chômage) + 90,39 (prime d'activité de ma fille)
Soit un total à nous deux 570,39 euros**

Heureusement que nous bénéficions de L'A.P.L. (Allocation Personnalisée au Logement) et de la C.M.U. (Couverture Maladie Universelle).

Je rappelle que j'ai des factures qui tombent tous les mois :

- Electricité
- Gaz
- Eau
- Loyer
- Frais trimestriels de tenue de compte pour 2 personnes qui sont élevés alors que nous ne possédons pas de cartes bancaires de riches (ex : « MasterCard ou carte bleue visa etc...)
- Assurance Habitation (Obligatoire)
- Assurance Automobile (Obligatoire) pour 2 conducteurs
- Téléphone et internet qui sont quasi devenus obligatoires depuis passage en force du numérique
- Frais de carburant + entretien automobile
- Paiement du contrôle technique de l'automobile
- Dépenses imprévues (ordinateur ou appareil électro-ménager en panne etc...)
- Alimentation
- Vêtements..., etc, etc, etc.....

Nos questions :

Que faire si, ma fille perçoit des revenus en tant que salariée d'un côté, (faisant l'effort de travailler, alors qu'il n'y a pas de travail), si vous nous reprenez de l'argent de l'autre en l'excluant du calcul des droits R.S.A. de l'autre, en me rabotant les prestations de manière brutale sous prétexte qu'elle a perçu trop de revenus ???

Depuis quelques années déjà, la C.A.F. nous attribue le R.S.A. ; quotient familial au nombre de 2 parts équivalent à un couple ou une personne isolée..., alors que je suis mère de famille vivant seule avec ma fille de 23 ans..., alors que sur les impôts nous bénéficions de 2,5 parts (ma fille 1,00) et moi-même (1,50), donc, l'organisme C.A.F. verse les prestations à leur convenance !!!

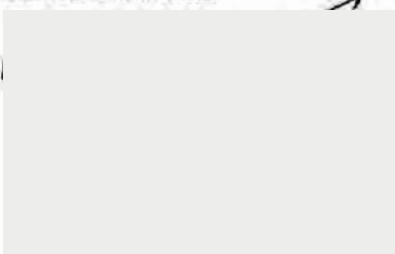
De plus, cette année on m'a versée la prime de Noël pour une personne, alors que je vis avec ma fille, et que cette prime est versée selon la composition de la famille... Où est la logique ???

Avec ces coups de rabots sur les allocations, ces privations en tout genre, ma fille se retrouve à me régler certaines factures, alors que ce n'est pas son rôle, elle ne peut même pas économiser, et nous subissons les augmentations de toutes sortes (carburant, électricité, gaz, etc, etc.), alors qu'il n'y a pas eu de baisse prévue...

Que nous proposez-vous, que faites-vous dans notre cas pour ces questions plus personnelles ???

Que répondez-vous par rapport aux questions posées ci-dessus en en-tête de la présente ???

Bien cordialement.



Nom :

Prénom : thyrse

Thème :

Commentaires :

- Absolu la CSG sur toutes les retraites ou au moins en 1997 le plafond / 2000€ ou y'ait pas niche)
- INDETER les retraites sur l'inflation
- changer le système des nouvelles SIAUTE qui sont à annuler les faire que par la sécurité sociale économiquement, des milliards en fait d'un faire une affaire commerciale et les augmentent avec l'âge alors que les retraites baissent et favorisent la baisse du pouvoir d'achat
- Prendre en compte aussi la question sociologique. Arrêter les traités de libre échange. Produire tout ce qui peut être localement. Favoriser les circuits courts
- Renouveler la représentation démocratique. Inventer un autre système où les élus auraient vraiment des comptes à rendre devant la opinion du peuple.
- Faire la réforme du statut en étant intelligents sans sacrifier les jouisseurs.
- Rendre une véritable décentralisation
- Cahier de doléances et de propositions des habitants de la Ville de Narbonne
- Ne pas remplacer la Taxe d'habitation par un autre impôt local prop. à la T des impôts locaux.

Nom :

Prénom : virginie

12

Thème :

Commentaires :

Pas assez de droits pour les classes moyennes. On paye trop de taxes trop d'impôt pour un bassin sinistré par l'emploi beaucoup d'offre d'emploi ne sont pas pourvus. Pas assez d'aide pour les demandeurs d'emploi.

Que faisons nous pour nous rendre à l'entretien qui se trouve loin de notre domicile.

Pas assez de suivi pour nos enfants dans leur parcours scolaire

Pas assez d'activités abordables pour leur permettre de faire sport " licence exorbitante "

Être gilet jaune c'est ne pas nous oublier !!!

Nom :

Prénom :

Yvette

14

Thème :

Tous les thèmes

Commentaires :

- * Sur le plan écologie :
Le gouvernement et le Président en tête
doivent favoriser les vidéos conférences (moins d'avions,
hélicoptères etc...)
- * Sur le plan économique :
Réduire les dépenses : salaires des diverses
assemblées, des privilèges à enlever, réduire
le personnel d'apparat etc.
- * payer plus notre police, CRS, gendarmes,
douaniers etc... et les "chauchauts"
ils nous sont indispensables
sécuriser nos pompiers.
- * Régler le plan des hôpitaux, plus de
moyens, de personnel, d'équipement.
- * Sur le plan sécurité : que nos forces de
l'ordre puissent entrer dans les zones de non-
droit

Copie du cahier des messages de l'accueil de l'Hôtel de Ville

Date: 8 dec 2018

Nom Prénom: [REDACTED]

Adresse: [REDACTED]

11100 Nabisong

Tel: 046 [REDACTED]

Il est meilleur de présenter des doléances
que des condoléances
et s'il n'est pas tenu compte de
ce que veut le peuple de Nabisong
et des environs.

Il serait conseillé à la Mairie
d'ouvrir de grands espaces
avec soit des fosses communes
soit des tombes personnelles,
mais payantes pour que la
mairie puisse faire profiter
les survivants de quelques
dépensations de Noël ou
fêtes des survivants.

En espérant être de ceux là
mais très nombreux pour que l'on
stoppe l'exploitation Arna et autres

Nom PRENOM

Adresse:

Tel: 06

Narbonne

4 AOUT 2018

[Signature]

Monsieur le Maire,

Avec tout mon respect, serait-il possible d'organiser sur Narbonne une progression de confréries qui partant de la Place de l'Hotel de Ville rayonnerait chacune en remontant l'étoile des voies qui y conduisent. Ceci de manière à faire connaître au public les axes et commerces du grand centre ville, ces processions étant mises à l'honneur, et permettant un suivi du public pour connaître et découvrir les abords du centre ville et par la suite, se développer et faire connaître le cœur de ville.

Date : 08/12/2018

Nom : [REDACTED]

Adresse : [REDACTED]

Tel. : [REDACTED]

Nous voulons exprimer notre désaccord total avec les projets d'Orano à Halver.

Dans le contexte du réchauffement climatique, nous trouvons absolument anormal que l'on envisage un projet comportant autant de rejet carbone.

Il serait souhaitable que la santé et l'avis des citoyens soit un peu plus pris en compte dans les décisions des élus, des préfets, du gouvernement.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Date: 8/12/2018

Nom: [REDACTED]

Adresse: [REDACTED]

Tel: [REDACTED]

Monseigneur Le Maire

Nous voulons une réunion maire / agglo sur le cas
GRAND/HALVÉSI.

Nous ne voulons pas d'un site à très haut risque pour
la population Nantaise au sens large.

Et nous demandons avant tout une décision d'analyse
eau / air / sols de l'environnement par un organisme
indépendant.

En vous remerciant

Date : 7 dec 2018

Nom : [REDACTED]

Adresse : [REDACTED]

Tel : 0461 [REDACTED]

11:50 Narkoma

Ceci est pour l'ensemble ma totale opération à l'expédition de
TDM et NUT d'ours (ex Arava) à Ndouzi.

Je remercie de l'aide menée par l'association ICNA

qui a rendu 800 personnes à sa marche de prévention
et ceux documents mais unilatéralement au détriment
de la santé des populations

Date: 9/12/2018

Nom: [REDACTED]

Adresse: [REDACTED]

100 Narbonne -

Tel: 07 [REDACTED]

Monsieur le Maire Bonjour,

Les quelques lignes pour vous dire que je suis affilié aux projets ORANO.

Etant ancien travailleur du nucléaire + de 30 ans j'ai eu de faci. et en retourne tous les problèmes liés à cette technologie ne sont pas des problèmes à court terme mais arriveront forcément au bout de 20 à 30 ans donc par nos petits enfants (j'ai 64 ans - 1 cancer du au nucléaire après 30ans, et mon fils, décède de cancer à 16ans.)

En espérant vous faire prendre un peu plus conscience de ce grave problème de pollution sur Narbonne.

Cordialement

[REDACTED]

Date 8/12/2018

Nom Rejan

I Adresse

Narbonne

Tel:

Plus de mobile depuis le vol de mes objets dans le hall de la foire de Narbonne le mercredi 28 novembre 2018 (2 mobiles, argent, accessoires téléphoniques etc...). Dépôt de plainte au commissariat de police de Narbonne.

Monsieur le Maire,

Je participe à la manifestation organisée par VÉLOCITÉ ce jour. Je rejoins le point de vue de Madame Linda (n°173). J'ajoute que je suis très favorable au développement de l'usage du vélo comme moyen de transport. Il serait souhaitable d'augmenter le nombre de parkings à cet effet et d'améliorer la sécurité des cyclistes de tous âges. Ainsi, la ville sera plus silencieuse et moins polluée pour le CONFORT de TOUS. Il conviendrait de fédérer les initiatives citoyennes telles que le partage, les ateliers coopératifs de réparation, le recyclage etc...

Une subvention de votre part pour l'association VÉLOCITÉ sera la bienvenue. (sans contrepartie de la part de l'association) puisque cette association œuvre pour le bien-être de tous (enfants, adolescents, adultes, seniors).

Je vous remercie pour l'attention accordée à mon message et pour toutes les nouvelles initiatives que vous prendrez après délibération lors des conseils municipaux.

Cordialement,

S. J. dans le sens.

8, 12, 18

118

on s'adresse :

Kinda

adresse :

U 100 Marloune

tel : 06

Objet : Pistocyclable, journal des déplacements doux.

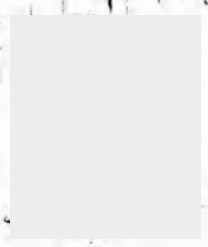
Parceur le Jour,

Tout d'abord merci pour les premières initiatives de pistes cyclables qui malheureusement sont en train de multiplier pour sécuriser les déplacements doux de la périphérie intérieure de Marloune vers le centre et les points d'intérêt et de loisirs de nos jeunes.

Ainsi, adultes, parents, ado, enfants seraient plus autonomes.

Une fois les pistes présentes, les mentalités de chacun changent, comme nous le voyons à Paris, le soutien, les encouragements et les applaudissements lors de chaque Volontaire.

Vous remerciant pour votre attention,
Cordialement



Date: 08 Dec 2018

Nom Prénom

Adresse:

Narbonne

Tel. 06.

Je sollicite un arrêt total du projet
à Narbonne sur la construction de 2 fours
pour brûler les déchets d'uranium!

Cette funeste entreprise va polluer toute la
région et amener de graves maladies.
C'est une question de santé publique et
nous sommes des milliers à souhaiter
que ce projet mortifère soit annulé.
A faire mieux à Orange...
merci de votre attention.

Votre message:

Bonjour,

Je souhaiterais savoir ce qui est organisé au niveau de Narbonne pour le grand débat national. Je ne vois pas de salles, ni de lieux proposer pour permettre aux narbonnais de s'exprimer sous la forme présentée depuis maintenant une semaine.

Qu'attendons-nous ? Les moyens ne semblent pas être là, ce qui est fort regrettable.

L'augmentation du pouvoir d'achat ne tombe pas du ciel, mais en se retroussant les manches. Si la totalité du pays le fait, il y a un véritable enrichissement de tout le monde, avec, bien sûr des inégalités (ceux qui ne se sont pas retroussés les manches). L'appauvrissement des riches ne rend pas les pauvres moins pauvres. Mais la jalousie étant mille fois plus répandue que l'intelligence... 116 +

Pour rendre notre fiscalité plus juste, il faudrait que tout le monde paye l'impôt sur le revenu, et qu'il soit plus progressif sans jamais être dissuasif (maximum à 45 % comme à l'heure actuelle).

Ne pas rétablir l'ISF mais créer le FRIF: Fond de Remplacement de l'Impôt sur la Fortune, alimenté par des versements facultatifs de tous les français (ceux de l'ISF en particulier) servant à subventionner les entreprises innovantes et créatrices d'emplois. Les versements sont déductibles des impôts, comme pour toutes les associations d'intérêt public.

Il faut baisser l'impôt sur les PME et faire payer tout le monde notamment les plus grandes entreprises qui pratiquent «l'optimisation fiscale», qui n'est qu'un terme pudique pour ne pas payer l'impôt sur les sommes réellement gagnées. Il faut être draconiens avec les sociétés étrangères, l'argent gagné en France est imposable en France.

Suppression de toutes les niches fiscales, notamment celle du «droit à l'image».

Les économies doivent se faire en optimisant les services publics, plus efficaces, plus informatisés. Pourquoi demander des administrations de proximité alors que toutes les démarches vont se faire, petit à petit, avec internet ?

Le partenariat public-privé doit être développé.

Pacte social

Diminution de la durée d'indemnisation du chômage qui inciterait à un retour à l'emploi plus rapide.

Ne pas indemniser les personnes cumulant trop de périodes de chômage intercalées entre de courtes périodes de travail.

Réforme des retraites: Un Euro cotisé donne les mêmes droits à la retraite quelle que soit l'activité.

Continuer de mettre l'accent sur l'Education et la formation professionnelle (apprentissage)

Doublement du salaire des chercheurs (CNRS, INRA...)

Déserts médicaux: obligation pour les nouveaux diplômés de certaines professions de santé demandant une proximité géographique (généralistes, dentistes, kinés, infirmières) de faire une période dans les déserts médicaux, avec une adéquation entre le nombre de déserts, le nombre de nouveaux diplômés et la durée de la période obligatoire. Les municipalités concernées devront trouver un local gratuit pour les praticiens.

Réorganisations des structures hospitalières: les grandes spécialités très coûteuses doivent se faire en un seul lieu régional, avec des équipes soudées et très expérimentées. C'est le malade qui se déplace pour toutes pathologies rares.

Assurance Grand Age: Chacun pourrait épargner pour sa dépendance, comme dans l'Assurance-vie, l'Etat abondant un peu, en fonction de l'âge et des revenus

Organisation de l'Etat.

Diminution drastique du nombre de fonctionnaires notamment dans la fonction territoriale, par non remplacement des départs à la retraite.

Suppression du statut de fonctionnaire « à vie ».

Diminution du nombre de communes, mises en commun des moyens, des infrastructures. Les cantons remplacent les communes dans toute la ruralité. Mais suppression des cantons dans les grandes agglomérations.

Ne pas donner trop de pouvoir aux «barons locaux», capables de faire de nombreuses initiatives coûteuses avec l'argent des contribuables, donc pas de décentralisation supplémentaire. Simplifications de l'accès aux marchés publics par des entreprises françaises.

Redécoupage des régions par la possibilité de transfert d'un département vers le centre régional le plus proche.

Diminutions des normes contraignantes qui entravent toutes initiatives novatrices. Un peu de souplesse n'a jamais fait de mal, la rigidité de notre Administration étant un frein au développement.

Diminution obligatoire des délais entre un projet et sa réalisation, ceci passant par une réactivité plus grande des services de l'Etat, et une diminution du nombre de recours.

Transition écologique.

S'adapter au changement climatique, qui, de toutes façons aura lieu.

Exemple: on sait qu'il y aura des périodes de fortes précipitations et des périodes de sécheresse. Il faut donc construire des retenues d'eau pour diminuer les inondations et libérer l'eau accumulée pendant les périodes de sécheresse.

Il y aura de plus en plus de besoin en électricité en raison du nombre croissant de voitures électriques, donc **construction** de centrales nucléaires.

Taxation des grosses voitures personnelles consommant beaucoup. Développement du ferroutage. Taxation des poids lourds étrangers qui traversent la France sans contribuer à l'effort d'entretien des infrastructures et de la lutte contre la pollution.

J'ai de fortes inquiétudes vis à vis de l'écologie politique qui prône des solutions utopistes et extrémistes. L'écologie doit être l'affaire de tous les individus et demande des efforts.

De façon générale, l'écologie ne doit pas être un frein au développement d'un pays. Ce doit être une possibilité d'emploi nouveaux (énergie, agriculture). Sa fiscalité ne doit pas être punitive. Les choix individuels à but écologique doivent être assumés, même financièrement, et donc, les aides en tous genres doivent être très limitées.

Je n'ai rien à faire du bien-être d'un animal dont la vocation est de finir dans mon assiette.

Transformation démocratique.

Je souhaite le moins de transformations possibles, faisant une grande confiance aux «élites» qui nous gouvernent et me méfiant beaucoup des solutions populistes et de l'avis du «peuple» qui n'a pas les connaissances pour évaluer les conséquences d'une décision (le Brexit de la Perfide Albion est un joli exemple).

Le référendum doit être manié avec la plus grande prudence, le peuple ne répondant pas à la question, mais se défoulant contre le pouvoir en place. Les questions doivent donc être réservés à des sujets n'influençant pas la stabilité économique. Le résultat ne peut être entériné qu'avec une forte participation (70%). Il faut se méfier des utopies en tous genres faisant une quasi unanimité (abandon du nucléaire).

Certaines solutions populistes (diminution du nombre de sénateurs, de députés, suppressions des avantages des anciens Présidents, et autres avantages des élus) peuvent être envisagées pour calmer l'hystérie collective contre les élites, sans que cela change fondamentalement le quotidien des français.

10% de proportionnelle me semble un maximum, cela calmerait peut-être les extrêmes sans fragiliser la stabilité institutionnelle.

On peut reconnaître le vote blanc. Ne pas rendre le vote obligatoire, les réfractaires faisant n'importe quoi dans l'isoloir.

Les citoyens tirés au sort pour participer aux décisions seraient une absurdité, seules les compétences sont utiles.

Pour l'immigration, c'est simple: Autorisation d'accueil des personnes possédant un contrat de travail, ceci pour la durée du contrat puis retour au pays, comme en Australie.

Droit d'asile pour les ressortissants des pays réellement en guerre. Pas d'immigrés économiques. Les réfugiés «climatiques» sont une vue dans l'esprit de certains écolo-bobos, on verra dans cinquante ans, quand la terre sera réellement plus chaude.

La religion musulmane pose un problème aux yeux des français, mais la laïcité doit imposer les mêmes règles à toutes les religions. Certaines remplissent leurs obligations, d'autres devront changer leur mode de fonctionnement. Donc interdiction de financement de **tous les cultes** par une puissance étrangère. Les religions s'autofinancent, si elles ont le vent en poupe, tant mieux pour elles, si elles périssent elles doivent se réformer pour s'adapter au temps qui passe. Les instances représentatives des différentes religions font la chasse à tous les extrémistes voulant nuire à la République laïque qu'est la France.

^

- 1) Pouvoir vivre dignement de son travail, se loger et manger décentement, avoir des loisirs, idem pour les retraités.
- 2) Contrôler plus sévèrement les chômeurs «professionnels» et ceux qui profitent indûment des allocations et aides quelles qu'elles soient.
- 3) Réserver les logements sociaux à ceux qui en ont réellement besoin. Ne pas privilégier les «amis de mes amis».
- 4) Simplifier la paperasse administrative pour les personnes désireuses de créer ou de s'installer à leur compte.
- 5) Diminuer les avantages alloués aux anciens présidents, ministres, ou autres hauts fonctionnaires à la retraite.
- 6) Supprimer les postes «offerts», privilégier les compétences aux relations.
- 7) Faire la chasse au gaspillage (nourriture, vêtements, électroménager, etc)...Redistribuer au besoin aux associations caritatives ou pays pauvres.
- 8) Punir plus sévèrement les personnes qui incitent à la haine et injurient les forces de l'ordre ou les femmes et les hommes politiques, ou toute autre personne ayant un quelconque pouvoir.
- 9) Faire respecter les institutions, réapprendre les «bonnes manières», le sens du vivre ensemble.
- 10) Répéter inlassablement que nous sommes dans un pays extraordinaire et surtout démocratique, et que ça ne donne pas le droit de tout casser ou remettre en cause.

Michelle



Narbonne, le 15 janvier 2019

Monsieur le Président,

Quand allez-vous réagir aux souffrances des concitoyens ? Vous attendez qu'il y ai plus de gilets jaunes blessés, des morts et des destructions massives?

C'est facile de s'en prendre aux gilets jaunes mais faites quelque chose !!!

Je suis une retraitée de 70 ans et je ne suis pas imposable car j'ai élevé 3 enfants dont le dernier seule donc je n'avais pas de prélèvement de CSG jusqu'à votre nouvelle hausse imposée en 2018. J'ai donc subit les 8.3% ce qui me fait 140 euros de perte mensuel donc 1680 euros à l'année.

Supprimer en totalité la CSG appliquée en 2018 pour tous les salaires et retraites de moins de 2000 euros

Ma retraite était de 1495 euros et maintenant je perçois 1354 euros. Pourquoi les étrangers en arrivants en France perçoivent une retraite sans avoir cotisés ? Est-ce normal ?

Maintenant je suis obligée de quitter mon logement pour un appartement social car je ne pourrais plus payer ni vivre convenablement. Les fins de mois étaient déjà difficiles car ne plus rien avoir sur son compte dès le 15 du mois ce n'ai plus vivable.

Remettez l'ISF cela montrera que les plus riches font aussi des efforts mais pas toujours les plus pauvres. Moins de taxes, plus de pouvoir d'achat et supprimer tous vos privilèges car savez-vous ce que ça fait de se retrouver sans un centime en fin de mois ?

Je ne peux m'offrir aucunes sorties, pas de restaurant ni vacances avec mes petits-enfants.

Quand allez-vous nous entendre ?

Mme [redacted] Marie-Françoise

Narbonne, le 15 janvier 2019



Monsieur MACRON,

Je suis une retraitée de 68 ans et veuve depuis 2015. Lorsque j'étais avec mon époux, je percevais une retraite de l'éducation nationale de 1052 euros. A ce jour avec la réversion je touchais 1700 euros mais avec la nouvelle hausse de la CSG de 2018, je subis une perte de 47 euros mensuel ce qui fait 564 euros à l'année.

C'est un prélèvement injuste fait sur les petites retraites et sur les petits salaires car on se bat tous les jours pour survivre. J'ai une maison à entretenir et je ne peux subvenir à tous les besoins nécessaires. Il faut toujours surveiller son compte car les hausses pleuvent de tous les côtés. On n'en peut plus !!!!

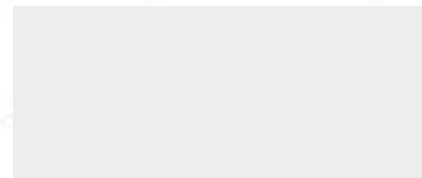
Que l'ISF soit remis car les plus riches doivent aussi participer aux prélèvements en fonction de leurs revenus. Ce n'est pas normal que ce soit toujours les plus pauvres qui payent pour ceux qui s'en mettent plein les poches. Les riches sont de plus en plus riches et nous de plus en plus pauvres.

Où va-t-on ? Il y a beaucoup de misère en France alors ouvrez les yeux !!!

- Baisse des taxes et impôts pour les revenus de moins de 2000 euros
- Remettre l'ISF sur les grosses fortunes
- Fin de la hausse des taxes sur les carburants
- Taxer le fuel maritime et le kérosène
- Création du RIC
- Les salaires des Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation
- Interdire des délocalisations des entreprises
- Que les GROS comme Amazon, Google, Mac Doc, Carrefour etc.... payent des impôts en France en conséquences de leurs revenus
- Que les entreprises paient leurs impôts en France et plus d'exilés fiscaux
- Fin des privilèges et indemnités présidentielles à vie

Fin de la politique d'austérité. L'Etat doit être le premier à montrer l'exemple.

Voici ma liste de doléances et je pourrai en rajouter



Pour le grand débat

Suggestion pour le grand débat :

Il en souhaiterait que le gouvernement à l'issue de cette concertation citoyenne prenne la décision d'indexer les pensions de retraite sur le coût de la vie (indice des prix ou inflation)

Je pense que ce serait une mesure logique et équitable

En espérant que cette proposition sera prise en considération et débattue par les pouvoirs publics. Merci.



In

Brigitte

Revendications

- Alors tu'oi la retraite n'augmentent. et pas - Ça fait plusieurs années qu'elles ne suivent pas le cours de la vie -

Tu trouve que certains vases fonctionnent trop élevés - peu de maisons vieillissantes - ... il faudrait qu'elles soient revenues à la baisse - 150 en. par moi quand on a une petite retraite c'est trop -

MAIRIE DE NARBONNE

Courrier Arrivé

21 JAN. 2019

C

N° 116.745

PROPOSITIONS CITOYENNES à l'organisation de la vie en France Participation au débat à la suite du mouvement des « gilets jaunes »

POLITIQUE

Grand principe : démocratie réelle et participative
Nécessité d'une réforme constitutionnelle

1/ plus d'importance de la base populaire :

Organisation transversale puis centripète du pouvoir de la base, le peuple, vers le sommet : les différents responsables élus.

Décentralisation

Réduction du mille-feuille administratif, fusion et partage des moyens et des compétences

2/ partage des trois pouvoirs :

Exécutif, législatif et judiciaire

Indépendance stricte de chaque pouvoir

Interdiction à chacun des 3 pouvoirs d'agir (pour l'exécutif), légiférer (législatif) ou juger (judiciaire) sur lui-même : on ne peut pas être juge et partie

3/ contre-pouvoir systématique :

Référendum possible à tous les étages de décisions : vote à l'échelle communale, régionale puis nationale.

Réforme de la votation : vote obligatoire, prise en compte du vote blanc et revotation jusqu'à l'obtention de la majorité prévue.

Création ou maintien avec les moyens coercitifs adéquats de structures de contrôle (cours des comptes etc...)

Indépendance réelle des médias et du journalisme : interdiction de financement par une organisation publique ou privée, mais financement individuel indépendant (abonnement etc...exemple la revue médicale « Prescrire »)

Financement possible par l'impôt des chaînes télévisuelles publiques, en concurrence avec des chaînes privées financées directement par le citoyen

SOCIO – ECONOMIQUE

Grand principe :

L'économie est au service de l'humanité et non l'inverse,

Un minimum de ressource doit être garanti pour tout citoyen français

L'égalité des moyens doit aller de pair avec la responsabilité de chaque individu dans sa participation à la vie collective.

1/ Revenus :

Transparence et visibilité des revenus pour tous

Réduction de la fourchette des rémunérations soit directement soit indirectement par l'intermédiaire de l'impôt (sur le revenu et/ou la fortune etc...)

Lutte contre les rémunérations symboliquement choquantes (grands patrons, sportifs, artistes etc...)

2/ Fiscalité :

Amélioration de la justice fiscale

Remises en question des niches fiscales

Lutte contre l'évasion fiscale : tout citoyen français même expatrié doit payer des impôts en France à concurrence des avantages acquis par sa nationalité (cf les expatriés revenant se faire soigner en France ...)

Lutte contre les paradis fiscaux

Taxation des revenus en France des entreprises transnationales (notamment les GAFAM ...)

Taxation plus importante des revenus spéculatifs.

Séparations des banques de dépôt des banques spéculatives

Augmentation des revenus des agriculteurs, des prix à la source (par une baisse de la TVA par exemple)

ECOLOGIE

Grands principes :

On doit tendre vers une organisation écologique totalement durable

Toute loi décret disposition projet doit passer par le filtre écologique

Protéger le couvert végétal et les forêts

1/ Volet carotte :

Encourager et financer la transition écologique agricole et industrielle

Encourager l'économie en circuit court

2/ volet bâton :

Taxer les pratiques et les produits (nationaux ET étrangers) selon leur impact écologique

Viser les grands pollueurs : transport aérien et maritime, agriculture et élevage industriels, destruction des sols agricoles, urbanisation anarchique extensive, déboisement incontrôlé ...

Narbonne, 17/01/2019

M. M. M. - NARBONNE

MAIRIE DE NARBONNE
Courrier Arrivé
17 JAN. 2019
N°

COURRIER DEPOSE

Élu concerné :
Service concerné :
Élu(s) pour info :
Service(s) pour info :

Je soussignée, M^{me} [redacted]
Marie-Thérèse se permet par la présente
de vous informer de mes doléances concernant
le pouvoir d'achat.

Pourquoi la tranche d'impôt ne
changerait pas, c'est à dire.

1^{ère} tranche de 0 à 20 000 €
Net Zéro Impôt.

2^{ème} tranche de 20 000 € à
35 000 €

3^{ème} tranche de 35 000 € à

Sujet très peu abordé mais à
mes yeux logique.

Je vous prie de recevoir,
Monsieur le Maire, mes sincères salutations

[redacted signature box]



Élu concerné :

Monsieur Didier Mouly
Mairie de Narbonne
Place de l'Hôtel de Ville
11100 Narbonne

Service concerné :

Élu(s) pour info :

Le 21/12/2018

Service(s) pour info :

Objet : Que pensent les Français de leur Maire ?

Monsieur le Maire,

Enfonçons une porte ouverte : en 2018 l'histoire s'est encore accélérée, notre démocratie a encore changé, le peuple français s'est fait entendre ! Personne ne l'a vu venir ! Nul ne peut prévoir la suite !

Une vérité subsiste : la plus ouverte des portes pour chaque Français, c'est la vôtre, celle du Maire, incarnation de la démocratie dans la proximité !

Alors que la fin d'année est pour nous tous une période de repos et de prise de recul, Mon Avis Citoyen voulait non seulement vous souhaiter ses meilleurs vœux, mais aussi vous démontrer à quel point votre rôle est important pour vos concitoyens qui vous font confiance.

C'est ce que démontre l'étude nationale effectuée sur, Mon Avis Citoyen, plateforme de dialogue et d'écoute citoyenne : **84% de nos compatriotes reconnaissent la difficulté de votre métier.**

Voilà qui donne de l'énergie pour achever un mandat, aussi difficile et éprouvant qu'il est estimable et important pour les Français.

Je voulais enfin vous informer personnellement que Mon Avis Citoyen a pris la liberté de lancer un appel numérique national aux habitants pour mieux comprendre leurs aspirations et collecter leurs propositions. Les résultats seront transmis dès que possible au Président de la République, au Gouvernement, aux parlementaires et aux élus locaux.

Vous pouvez soutenir cette démarche et être à l'écoute de vos administrés en partageant largement l'enquête : <https://www.monaviscitoyen.fr/enquete/147>. Nous vous transmettrons personnellement les résultats collectés dans votre ville.

Nous nous tenons à votre disposition pour répondre à toutes questions, sur nos enquêtes ou sur les témoignages de vos habitants recueillis sur votre ville et vous prions d'agréer Monsieur le Maire, l'assurance de notre respectueuse considération.

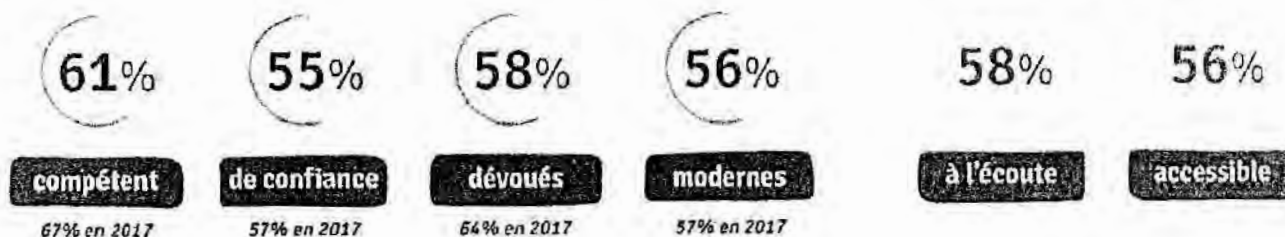
LE MÉTIER DE MAIRE RECONNU POUR SA DIFFICULTÉ

Un sentiment de confiance envers le Maire toujours majoritaire mais qui se dégrade

Un sentiment de confiance confirmé mais en baisse comparé à 2017.

Les français considèrent leur Maire comme étant :

Et ils souhaiteraient que leur Maire soit plus :



L'écoute très largement en tête de l'expression spontanée

Qu'attendez-vous d'un bon Maire ?



Les trois thèmes les plus évoqués dans l'expression spontanée

De la présence sur le terrain proche et à l'écoute de ses administrés
Lyiane, 62 ans (Hérault)

Être à l'écoute des administrés. Ne pas rester enfermé derrière un bureau.

Pidjay, 54 ans (Paris)

Un maire doit selon moi, être attentif, à l'écoute de la population afin de rester au plus près des réalités et des préoccupations de cette dernière. Il doit faire le maximum avec ses élus afin de comprendre ce qui fait l'identité de la ville ou du village qu'il a en charge durant son mandat pour en conserver l'âme, malgré les évolutions qu'il va apporter pour le/la développer.

JeuneCitoyenne, 30 ans (Hérault)

À l'écoute, dynamique, entrepreneur... Le maire est l'élu qui a le mandat le plus long il doit être force d'initiative pour sa ville.

Régis, 42 ans (Pyrénées-Orientales)

Qu'il soit le garant des règles de sécurité dans sa ville, qu'il exerce son devoir de premier magistrat lorsque nécessaire !

David, 23 ans (Doubs)

Qu'il ne mente pas, qu'il gère bien sa ville, qu'il ait une vision pour sa ville. Mais le Maire n'est pas le Bon Dieu ! On ne peut pas lui demander tout et n'importe quoi...

Christophe, 53 ans (Corse-Martinique)

Qu'il gère la commune comme sa propre maison, soit à l'écoute des gens, exigeant envers le personnel que la commune emploie sachant que ce sont les administrés qui payent

Michel, 72 ans (Gard)

Échantillon représentatif de 1726 répondants répartis sur 435 villes sur le territoire national métropolitain

Monavla-citoyen

Narbonne le 10 Janvier 2019

MAIRIE DE NARBONNE

Courrier Arrivé

1.1 JAN. 2019

116 676

Ob.

M.

Je demande à ce que ce
courrier soit enregistré au
même titre que tous les autres
motifs qui vont alimenter le
débat.

merci

à

M. 100 - NARBONNE
Monsieur le Maire de la Ville de Narbonne.

Monsieur,

Je vous adresse mes meilleurs vœux pour cette année
nouvelle et vous fais savoir que je désire absolument m'
exprimer lors du débat qui doit avoir lieu mardi prochain
, me semble-t-il, sous la forme qui n'est encore pas très explicite
et qui devrait pourtant l'être dès à présent, si l'on tient compte
du peu de temps qu'il reste pour pouvoir y participer.

Il y a déjà au moins 4 ans que je me suis
manifesté auprès de la CNRACL (f'ai les preuves écrites) pour faire
savoir qu'il fallait enfin pour les pensions (dont la mienne) en
passer par la mise en place de "réformes structurelles".

Un certain Monsieur Joyeux Philippe, Directeur des gestions
mutualisées, m'a annoncé le 31 août 2016 que ma pension avait
été revalorisée de 0,1% alors que par réformes structurelles je
lui parlais de réindexation. Il y a effectivement 8 ans dès à
présent que nos pensions sont gelées.

Ce haut fonctionnaire de la

CNRACL par rapport au problème que je lui exposais alors n'est
tout simplement défaisé sachant très bien où je voulais en
venir.

Aujourd'hui le problème, par rapport à ce qui se passe,
ressurgit.

Cependant, on parle très peu jusqu'ici des fonctionnaires
retraités. On globalise sans vraiment savoir quelles catégories
de retraités sont concernées.

En généralisant de la sorte (et sans porter atteinte au Privé: pas
de polémique de ma part) les autorités étatiques restent dans la
flore la plus sécurisante pour elles.

Quand va-t-on dire de façon très claire
que les fonctionnaires retraités sont également concernés. Jusqu'ici
les quelques mesures qui ont été prises pour les retraités n'ont
porté que sur le Privé. (actifs comme retraités d'ailleurs).
Pourtant, dans la Fonction Publique (catégories B et C en particulier)
il y a des situations qui sont tout aussi criantes (pouvoir d'achat)
que pour les retraités du Privé.

Je veux donc être pris en considération tout
comme mes non moins inestimables homologues du Privé,
ne serait-ce que pour parler de justice sociale.

mes respectueuses salutations en attendant que
l'on me réponde... enfin au bout d'une si longue absence
de réponse. merci.

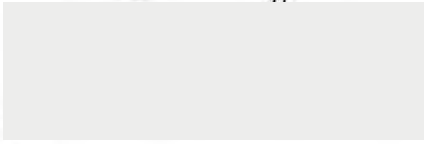
PS Je n'ai même pas été écouté, par rapport à ce que j'ai
pu écrire en 2016 comme si ce que j'avais à exprimer était
de si peu d'importance. Cette indifférence est insupportable.

Pour le grand débat

On souhaiterait que le gouvernement remette en place l'indexation du montant de retraites sur l'indice d'augmentation des prix (ou indice INSE).

Ce serait je pense quelque chose de logique et normal pour les retraités.

Car actuellement seulement 0,3% d'augmentation alors que l'inflation avoisine je vois 1,8%, cela fait une perte de pouvoir d'achat pour les retraités surtout les plus modestes



Doléances pour le Grand débat.

- ① Réduire le TRAIN de vie de l'Élysée, je comprends pas que des pays comme l'Allemagne ou les ETATS UNIS ont moins de Ministères et de politiciens par rapport à la FRANCE.
- ② Abolir les 80 km/h. car il est prouvé que depuis cette mesure il y a plus d'accidents et surtout de morts.
Revenir à un contrôle technique moins dur car les personnes en général ne possèdent pas un budget pour acheter une voiture neuve.
Taxer le kérosène ce qui serait normal !
- ③ Encadrer les loyers par rapport aux villes.
- ④ Diminuer les taxes sur les produits de consommation courante.
- ⑤ Avoir un esprit d'équipe pour faire avancer la FRANCE et de ne pas se tirer dans les pattes à cause d'une différence de position politique

Carte de doléances.

Monsieur MACRON.

- quand on a été aussi mal élu, 57% d'abstention, suite à un véritable coup d'état judiciaire et médiatique, et quand on a un peu de dignité, on démissionne.
- à Septennat non renouvelable.
- Diminution drastique du train de vie de l'état.
- Diminution du nombre de députés et de sénateurs par deux.
- Pas d'indemnité pour les parlementaires absents aux séances de l'assemblée.
- Réforme obligatoire avant d'engager la France dans une opération militaire extérieure.
- Réforme obligatoire si demande d'entrée et un nouveau pays dans l'union européenne.
- Abandon des ordonnances de 1945 pour les seniors.
- Suspension du regroupement familial.
- Renégociation des traités européens.
- Récroquer les lois sur l'acquisition de la nationalité française.
- ~~Indexation~~ Indexation des retraites sur l'inflation.
- Fin du gel de l'indice pour les fonctionnaires.
- Participation à l'entretien des dettes par les familles (comme en Italie)
- Réforme des retraites avec alignement du public sur le privé.
- Dissolution de l'Assemblée nationale.

12/01/2019

Imprimer

Objet : lettre doleances

De :

A :

Date : Samedi 12 janvier 2019 12h31

Je regrette d avoir eu ce fameux SENS DE L EFFORT pendant ma vie active:étant maintenant à la retraite je tombe sur un président qui° fait les poches° aux retraités et de plus a l outreuidance de leur dire° merci°.Un président qui s attaque aux plus vulnérables pour enrichir les plus riches.(I S F ; entreprises :cadeaux sans obligation de retours etc...) n a pas mon estime.Il n a pas le sens de l effort EFFICACE puisqu' il n 'obtient pas de résultats(ou si peu) concernant les PARADIS FISCAUX...SALAIRES DES HAUTS FONCTIONNAIRES ...Postes inutiles...Niches fiscales ...)
le RUISSELLEMENT °n aura pas lieu° ,une autre méthode est nécessaire et celle que vous utilisez est le fossoyeur de la classe moyenne qui a pourtant le sens de l effort elle ne gagne pas sa vie en dormant comme le permet la possession des capitaux.

Je demande:la SUPPRESSION de l AUGMENTATION de la CSG.de 1,7/

:l INDEXATION des RETRAITES sur le COUT de la vie.

Ne parlons pas des sans abris ils sont devenus transparents,ainsi que leurs animaux qui les protègent.Lorsque l on se promène en ville le soir on croirait vivre ds un pays du tiers monde.

Quant aux institutions je préfère - la proportionnelle pour l'élection des députés.

-élection présidentielle au jugement MAJORITAIRE

-toute décision importante doit passer par un référendum.

-le RIC peut servir aussi d inspiration.

le mot le plus important pour moi est :JUSTICE.

FISCALITÉ

- Rétablissement de l'I.S.F.
 - obligation pour les grandes Entreprises dans lesquelles l'état est engagé de distribuer une quote part des bénéfices aux salariés.
 - Haute du Smic. (un travailleur ne peut vivre aujourd'hui avec 1200\$ mensuel).
 - Revalorisation des retraites.
 - Redéfinir l'impôt en taxant davantage les plus fortunés.
 - Fiscalité plus légère pour les TPE/PME, plus importante pour les grands groupes
- ### DÉPENSE PUBLIQUE

- Réduire le nombre des députés
- Réduire les salaires et avantages des députés et sénateurs.
- Limiter le nombre des Agences de gestion (Adopi)
Débat, nuisances aéronautiques... etc. Ces questions peuvent être gérées par le ministère adéquat.
- Donner suite aux directives de la Cour des Comptes, année après année et vérifier si le disfonctionnement annoncé a été résolu.
- Mise ^{ORGANISATION DE L'ÉTAT} en place d'un référendum national pour les grandes questions débattues au sein de l'Union Européenne. Ex: Questions sur notre Agriculture, notre industrie, notre commerce
- Remettre du service public dans les petites et moyennes communes. (Poste, école, médecin)
ex. Instaurer un quota de jeunes médecins à la sortie de leurs études, afin de répondre à l'urgence des déserts médicaux ce pendant 3 à 5 ans.
- EDUCATION NATIONALE
REVALORISER LA FILIÈRE DE L'APPRENTISSAGE

- Faciliter l'accès aux grandes écoles pour les élèves issus de milieux modestes.
- Retrouver une diversité au sein de ces grandes écoles et pas seulement une élite.

EMMIGRATION

CONSERVER ET RENFORCER LIASILE POLITIQUE
(Période d'attente écourtée).

- Réduire massivement l'immigration économique et développer dans les pays les plus touchés, par la misère, une aide financière, technologique, médicale afin d'aider les populations à mieux vivre dans leur pays.
- L'Europe doit montrer sa vraie cohésion sur ce sujet.

INDEMNISATION DES ORPHELINS DE GUERRE

Depuis la publication des décrets iniques de juillet 2000 et de 2004, portant sur la reconnaissance et l'indemnisation de certains orphelins de guerre, pupilles de la nation, nous sommes environ 50000 enfants de (morts pour la France) qui restons hors du périmètre d'indemnisation tracé par les gouvernements successifs. Le Président Nicolas SARKOZY a formellement confirmé sa volonté de mettre un terme aux inégalités créées par les décrets désignés ci-dessus. C'était en Mai 2007 « quelques jours après son élection ». La souffrance des orphelins de guerre a été et est encore la même pour tous, quelles que soient les circonstances particulières dans lesquelles le ou les parents ont été tués. Les orphelins et pupilles ne peuvent se satisfaire du statu quo actuel. Sommes nous des sous citoyens !!! Des Français de seconde zone, abandonnés par la France à la fin de la guerre 40-45. Nous demandons avec fermeté, la réouverture d'une négociation sur la problématique de l'indemnisation.

Monsieur

Orphelin de guerre, pupille de la Nation

11100 Narbonne

Monsieur le Président de la République
si nous avons tous ces problèmes de ... c'est de
votre faute vous ne pouvez pas venir Me chercher
Ma solution à moi c'est votre démission
en la dissolution de l'Assemblée Nationale
le Boscain a été comolane c'est de votre
faute vous restez dans le Silence

Je fume que votre cœur conscience et même
de vous même vous démissionnez ou vous
dissolvez le Sénat National

Combien contiennent l'union

Monsieur le Président de la République que
vous dépensez de l'argent et c'est vous le Responsable

fiscalité: déduction du revenu imposable le montant des impôts et taxes (foncier et habitation).

- ajouter aux revenus de ceux qui en bénéficient de toutes les aides reçues.
- suppression de la CSG sur les retraites.
- fin des aires de passage qui sont une charge énorme pour les sédentaires (qui eux paient des campings s'ils voyagent).
- supprimer la pension aux étrangers âgés (\approx 800 €/mois) alors qu'ils n'ont jamais travaillé ou cotisé en France.
- supprimer les avantages alloués aux ex-présidents (déjà 4 à charge, bientôt 5 ...)
- Idem pour les avantages donnés aux parlementaires.
- réserver les aides sociales aux Français. (Un mineur clandestin pris en charge coûte 5000 € par mois !)

- Il appartient aux responsables départementaux de réguler la vitesse sur les routes (ce n'est pas le rôle du 1^{er} Ministère !)
- Baisser le coût des stationnements dans les villes.
- Cesser de piéger les automobilistes en permanence !

- Fin de la régularisation des clandestins !
- Les "immigrationnistes forcés" doivent se déclarer et payer eux-mêmes (sans avantages fiscaux).
- Référendum sur chaque grand sujet concernant la vie des Français et l'avenir de leur pays; la France.

PROPOSITIONS CITOYENNES à l'organisation de la vie en France
Participation au débat à la suite du mouvement des « gilets jaunes »

POLITIQUE

Grand principe : démocratie réelle et participative
Nécessité d'une réforme constitutionnelle

1/ plus d'importance de la base populaire :

Organisation transversale puis centripète du pouvoir de la base, le peuple, vers le sommet : les différents responsables élus.

Décentralisation

Réduction du mille-feuille administratif, fusion et partage des moyens et des compétences

2/ partage des trois pouvoirs :

Exécutif, législatif et judiciaire

Indépendance stricte de chaque pouvoir

Interdiction à chacun des 3 pouvoirs d'agir (pour l'exécutif), légiférer (législatif) ou juger (judiciaire) sur lui-même : on ne peut pas être juge et partie

3/ contre-pouvoir systématique :

Référendum possible à tous les étages de décisions : vote à l'échelle communale, régionale puis nationale.

Réforme de la votation : vote obligatoire, prise en compte du vote blanc et revotation jusqu'à l'obtention de la majorité prévue.

Création ou maintien avec les moyens coercitifs adéquats de structures de contrôle (cours des comptes etc...)

Indépendance réelle des médias et du journalisme : interdiction de financement par une organisation publique ou privé, mais financement individuel indépendant (abonnement etc...exemple la revue médicale « Prescrire »)

Financement possible par l'impôt des chaînes télévisuelles publiques, en concurrence avec des chaînes privées financées directement par le citoyen

SOCIO – ECONOMIQUE

Grand principe :

L'économie est au service de l'humanité et non l'inverse,

Un minimum de ressource doit être garanti pour tout citoyen français

L'égalité des moyens doit aller de pair avec la responsabilité de chaque individu dans sa participation à la vie collective.

1/ Revenus :

Transparence et visibilité des revenus pour tous

Réduction de la fourchette des rémunérations soit directement soit indirectement par l'intermédiaire de l'impôt (sur le revenu et/ou la fortune etc...)

Lutte contre les rémunérations symboliquement choquantes (grands patrons, sportifs, artistes etc...)

2/ Fiscalité :

Amélioration de la justice fiscale

Remises en question des niches fiscales

Lutte contre l'évasion fiscale : tout citoyen français même expatrié doit payer des impôts en France à concurrence des avantages acquis par sa nationalité (cf les expatriés revenant se faire soigner en France ...)

Lutte contre les paradis fiscaux

Taxation des revenus en France des entreprises transnationales (notamment les GAFAM ...)

Taxation plus importante des revenus spéculatifs.

Séparations des banques de dépôt des banques spéculatives

Augmentation des revenus des agriculteurs, des prix à la source (par une baisse de la TVA par exemple)

ECOLOGIE

Grands principes :

On doit tendre vers une organisation écologique totalement durable

Toute loi décret disposition projet doit passer par le filtre écologique

Protéger le couvert végétal et les forêts

1/ Volet carotte :

Encourager et financer la transition écologique agricole et industrielle

Encourager l'économie en circuit court

2/ volet bâton :

Taxer les pratiques et les produits (nationaux ET étrangers) selon leur impact écologique

Viser les grands pollueurs : transport aérien et maritime, agriculture et élevage industriels, destruction des sols agricoles, urbanisation anarchique extensive, déboisement incontrôlé ...

4 me
A

Doléances

M. Macron

Je m'adresse à vous pour vous faire de la pédagogie et faire aussi une proposition (ou un échange)

Je me présente, je suis une retraitée de 75 ans $\frac{1}{2}$, j'ai eu moi aussi mon Baccalauréat, je suis seule (divorcée) j'ai travaillé toute ma vie sans relâche, et la surprise... avec 1 retraite (au total) de 1.166€ par mois !! ... sans rien de plus... avec ça, aucune aide ni pour le loyer... rien! je dépasse le barème...

Alors, Manu, je te propose 1 échange, mais plus exactement, ce n'est pas une proposition... c'est un ordre, comme tu fais d'ail. Leurs - Je m'excuse de te tutoyer, tu as l'âge de mon dernier enfant → 4 enfants dont le dernier à la même âge que toi, et je n'ai aidé à passer le concours de la Police... je fait 22 ans qu'il est dans la Police (armée + 1 en école compris)

1) Ma retraite Mensuelle : 1.166,63

2) Mes charges Mensuelles :

- le loyer → 550€
- Assurance (Kia) 27€ 54 (je n'ai plus de voiture)
- E.D.F → 31€ (+ réajustement annuel)
(66€ 62 : 12 mois) → 5,54
- internet → 31€ 98
- eau → 10€ (+ réajustement annuel)
(59€ 66 : 12) 4,98
- Frais tenue de compte → 2€ 50
- Frais paiement de loyer → 1€ 40
- Mutuelle chirurgicale → 105,90

E	
1.166,63	(retraite)
- 797,40	(charges)
0 369,23	
↓	
- pour la nourriture	
- Habillement + chaussures	
- ? médicaments non remboursés	
- ? etc... etc...	
? Les yeux pour pleurer, et je n'ai droit à rien!	

Total des charges mensuelles : 797,40 (suite)

Suite

- Pour l'échange : tu me donnes ce que tu gagnes
tous les mois (pendant 2 ans) et tu auras ma retraite -
Nous n'aurons plus de Pédagogie à te faire - Tu compren-
dras vite la misère, et la honte de nous payer nos retraites
minebles + la C L G !!!
- Je suis pour la suppression de l'I. S. F.
 - Je suis pour le RIC
 - Je suis pour le référendum
 - je suis pour qu'on supprime les Députés qui ne servent à rien
(et s'agrippent sur l'argent des Français)
 - je suis pour la suppression des Privilèges de nos élus (députés,
sénateurs, et même le Président...)
 - Je trouve que tout l'argent (trouvé) pour les immigrés... qui
sont logés, nourris... etc... il ne faut pas pour être Français
en France !! l'aide n'est pas pour nous ! que ce soit pour les Français
 - Je demande que l'on puisse donner régulièrement notre
avis sur des sujets qui nous concernent -
 - la dette (notre dette européenne ? il nous faut un président
qui sache prendre des décisions pour les Français, en faveur des
Français... et non pas en favor de Angela Merkel !! il y en
a marre !!
(on ne veut pas une aide
de notre retraite)
 - Je veux une répartition des richesses → on veut vivre décemment
 - Ça me fait 1 belle jambe "la suppression de la taxe locale" !...
Je ne la paie pas... et de la supprimer ça me rend pas plus riche !
- Il y aurait tout à dire - tout la misère est grande !
Je termineroi par : "qui sème le vent récolte le Temist."

Pour le cahier de doléances =

① Retour de l'ISF

② Suppression des privilèges des ex-élus
(Présidents - députés ...)

③ Revoir les privilèges des élus actuels
(voiture - logement - chauffage - pas de justificatifs de
leurs frais - primes d'assurances ...)

④ Carier judiciaire vierge pour les élus

⑤ RIC en toutes matières

Nousseur Maeron

- Chère promise chère chose chère chose, M^l Maeron,
vous avez promis la suppression de la taxe
d'habitation pour tous !
- Rétablissement de l'ISF
- Baisse de la rémunération des députés
et de tout le personnel ministériel. Si les
politiques estiment que l'on peut vivre avec
le SMIG pourquoi ne s'en contentent-ils pas ?
- Suppression de toutes les commissions inutiles
et elles sont nombreuses !
- Prise en compte des votes blancs, lors des
élections, au même titre que les votes
nominatifs
- Merci pour le cahier de doléances (qui
actuellement n'~~est~~ est plus en marche),
mais ne pensez-vous pas que le rôle des
députés serait de les recueillir eux-mêmes
dans leurs circonscriptions et d'en
débatte à l'Assemblée !

Merci

Marbonne et. Doleuses.

Envisager quand les enfants sont retirés de l'école
que les parents touchent toujours les allocations, ^{familiales}
plus la prime de rentrée scolaire

Reconquête des zones de non droit et lutte contre tout
types de trafic

Taxes pour les camionner étrangers traversant la France

Application sous modification de la loi de 1905 ou
la pratique de cette musulman?

Remise de la liste des fiches S au maire de
sa commune

Reduction du nombre de députés et sénateurs y
compris tous les avantages et leurs salaires
Salaires des ministres
aussi

Arrêt de l'immigration

- La CAF a supprimé mon AAH (Allocation Adultes Handicapés) depuis Mars 2017.
- Or, je suis bénéficiaire de l'AAH avec un taux $> 80\%$, et je dois continuer à la percevoir.
- La DSPH me l'a accordée jusqu'en 2021.
- La CAF veut me obliger à prendre l'ASPA (Allocation de Solidarité Personnes âgées), allocation temporaire sur la succession (de + une hypothèque est mise sur le bien que l'on possède).
- Je demande le rétablissement de mon AAH, car il y a une grosse injustice et la CAF est dans l'illégalité la plus totale.
- Je n'ai actuellement même pas 300 eur/mois pour vivre!
- Merci de prendre cette demande en considération.

DOLEANCES

1. Indexation de l'augmentation du coût de la vie sur toute les retraites et pensions
2. Suppression de la hausse de CSG pour tous les retraités
3. Harmonisation des politiques fiscales et sociales de tous les états membres de l'U.E.
4. Mettre dans la constitution le recours sous conditions du "R.I.C"
5. Mise en place d'une taxe pour les camions étrangers traversant la France.
6. Remise du thème de l'immigration sous le Sébat National (regroupement familial, Débordés du droit d'asile, ...)
7. Reconquête de zones de non droit et lutte contre tout type de trafic.
8. Remise au maire de la commune de la liste des fichiers "S" vivant ou travaillant dans sa commune.
9. Donner les moyens à la justice pour que les peines soient réellement effectuées et les délinquants punis.
10. Contrôle rigoureux de la détention et de l'utilisation des cartes "VITALE"
11. Proportionnelle pour tous les votes à venir
12. Réductions du nombre des députés et sénateurs
13. Contrôle de la polygamie réelle et camouflée (plus strict)
14. Restauration de la souveraineté de la France (Primauté des lois Françaises sur les lois Européennes et Nationales)



Narbonne
AU DEUR DES POSSIBLES

VILLE DE NARBONNE

Fiche suggestion / Réclamation / Satisfaction

Vous offrir un accueil et des prestations de qualité sont pour nous, une priorité. En complétant cette fiche, vous contribuerez à nous aider dans cette démarche

SUGGESTION



RECLAMATION



SATISFACTION



Sur quel site, étiez-vous : Narbonne Date : 10/01/2019

Vous souhaitez nous faire part de :

(Merci de détailler et d'apporter vos commentaires) :

la suppression de la Taxe habitation doit en bénéficier à tous les français. la classe moyenne de 2500 à 4000€ ne se plaint jamais et se fait les plus taxes. plus de justice, remettre la famille en valeur primordiale. l'état doit justifier par un organisme neutre de leurs dépenses, il y a trop de dérapage. une entreprise seudir de la collectivités

Pour pouvoir vous apporter une réponse si vous le désirez :

NARBONNE, le 10-17

A l'Attention de la
Classe Politique

Mesdames, Messieurs

Il me faudrait un grand livre
pour vous dire ce qui me tient à
cœur, mais je vais résumer au plus
simple. Les contribuables ne supportent
plus d'être ponctionnés en perma-
nence afin que vous puissiez
mener grand train.

Ma principale demande consiste
à réduire la dépense publique à
travers une chose simple:

- Réduction des parlementaires de
au moins 1/3 immédiatement

→ Prendre en considération de tous le travail fait par les bénévoles.
ex concret : les bénévoles "les tricoteuses de tendus jantags" de l'Arbonne qui eurent pour offrir aux prématurés, des vêtements (qui n'existent pas dans le commerce) et autres articles tricotés pour l'année 2018. Les bénévoles ont fourni plus de 44 000 heures de bénévolat soit l'équivalent de 23 emplois à plein temps sur une année.
Je vous laisse imaginer si tous les associations s'arrêtent de dire combien l'ETAT recense de doléances.

→ Prise en compte du vote blanc

→ Economie du train de vie de l'état pour enfin !! penser à diminuer la dette ...

→ Effort de tous, baisse de rémunérations et de avantages des ministres, secrétaires d'état, députés, sénateurs etc...

→ Pourquoi la régionalisation a augmenté les charges.

- ① Supprimer, tous les préfets ^{Honorifiques} ~~privilegiés~~ qui ont le titre le salaire sans jamais avoir pratiqué.
- ② Mais de Sénateurs et mieux répartis. Aucun cumul de Mandat par tous le Politiques.
- ③ Salaire limités ^{raisonnable} pour tous, et transparent. -ent. - Donc salaire unique. Baisser les salaire trop élevés.
- ④ Supprimer toutes ces voitures avec chauffeurs. Même train de vie que l'état d'Allemagne!
- ⑤ Paie tout Politique. Président et tous les autres. 1 seule Retraite, indexée au même titre qu'un Français. Mager, au bout de trois ans supprimer tous les avantages même celui de leur propre entêtement.

l'impôt?

Il faut:

- soit supprimer cette augmentation de la CS
- soit exonérer d'impôt au moins les premiers 2000 €.

En ce qui concerne la prime de 100 € octroyée à certains travailleurs (mexicains), c'est tout aussi injuste.

Mettre de 100 € tout le monde sans que demeurant qu'il ne restera un fin de peine de dragon.)

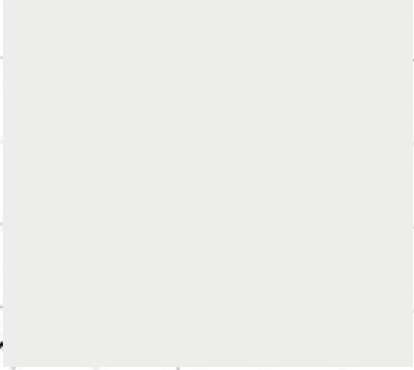
Qu'est l'égalité la dedans ??

Cela fait des dizaines d'années que la classe moyenne trinque.

Un gros pourcentage de la population vit sous le seuil de pauvreté et on continue de pomper les classes moyennes. Qui paiera le impôt dans 20 ans si nous sommes tous des assistés ?

Bien que condamnant les violences que nous connaissons actuellement, je comprends le ras-le-bol généralisé de la population.

française. Il serait grand temps
que nos représentants prennent
conscience du mal subi de la population
J'espère que 2019 qui commence apportera
tous les apaisements attendus
par chacun.



25 JAN. 2113

116 869

Retraité du Trésor Public je constate
que suite à la suppression de la $\frac{1}{2}$ part
pour personne seule, plus d'augmentation de la
majoration pour enfant à l'impôt sur le
revenu (décisions de M. Berkozy et Hollande)
et augmentation excessive de la CSG, le
point d'indice des fonctionnaires étant gelé
depuis 6 ans, je pense qu'il faut rétablir
une possibilité d'égalité pour les ~~je~~ personnes
ayant travaillé, en élevant des enfants etc...
la solidarité oui, l'escroquerie NON.

25 JAN. 2019

116 865

11100 - MARGONNE

DOLEANCES

SOCIALES:

- Indexation des Retraites
- Réévaluation des pensions de Réversion
- Recours à l'I.S.F.

CONSTITUTIONNELLES

- Vote obligatoire.
- Reconnaissance du vote blanc.
- Retour à la proportionnelle.
- Réduction du nombre de Député et de Sénateur
- Recours au R.I.C.
- Réduction du mille-feuille administratif.

25 JAN. 2019

*Apolitique, sans violence ni dégât pour le bénéfice de tous,
sans casser le gouvernement ni la démocratie représentative*

116 864

ne pas jeter sur la voie publique

NOUVELLE DEMANDE AU GOUVERNEMENT : la BNRI

Dans le cas du « Grand Débat » (cahiers de doléances)

une Boîte Nationale de Réclamations et Idées avec N° de tél gratuit : donc accessible à tous les Français !

Objectif : Faire travailler les Parlementaires et le Gouvernement sur les problèmes réels des gens.

Organisation : L'ordre de traitement des réclamations sera défini par une administration créée à cet effet, sorte de grande gare de triage pour hiérarchiser les cas selon l'urgence et la gravité, avec définition d'un calendrier pour chaque cas.

Règles : Les parlementaires et Gouvernants devront rendre compte des résultats, aux dates d'un calendrier convenu avant par cette administration.

Obligations : Tout retard dans les résultats pénalisera le salaire de tous les Ministres et Députés de 100€ (par exemple) par jour de retard. Si ce retard dépassait plus de 30 jours sans justification réelle, on remplacerait cette équipe de traitement par une autre équipe plus compétente.

Evolution de la BNRI : au fur et à mesure de son fonctionnement.

Rôle des Français durant le fonctionnement : Vigilance constante, interventions sur les ronds-points ou mairies, veiller en permanence aux réponses apportées; sinon il sera fait pression comme en novembre et décembre 2018.



**CHACUN DE NOUS PEUT AIDER
(sans gêner son quotidien)**



ENSEMBLE SOYONS EFFICACE



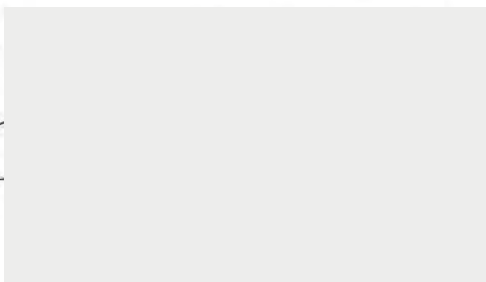
BNRI

C'est honteux de partir à la retraite après 30 ans d'activités avec 515 € quand des personnes n'ayant pas travaillé demande le minimum retraite et touchent aux environs de 800 €.

Demandez le minimum retraite me direz-vous sauf que lorsqu'on est propriétaire d'un bien, ce qui est mon cas, à ma mort ce sont les enfants qui devront rembourser ce qui m'a été octroyé.

Pour les pensions de réversion il n'est pas envisageable de ne percevoir que 25% et non plus 50% de ce que percevait le défunt.

En résumé : **NON !** on ne touche pas aux pensions de retraite.



URIE DE NARBONNE

Courrier Arrivé

M7051

Objet : Propositions de sujets dans le cadre du grand débat national

Madame, Monsieur,

En tant que citoyen, je me permets de vous envoyer les propositions qui me tiennent à cœur et que j'aimerais voir abordées à l'occasion du grand débat national dont vous centralisez les thèmes

Soucieux du sort réservé aux victimes dans la procédure pénale ainsi que la sécurité au quotidien de tous les Français, voilà trois réflexions qui pourraient faire évoluer les droits des parties civiles, rétablir un seuil de sécurité et qui, de fait, participerait au bon fonctionnement de notre justice :

- Pour que la victime puisse faire appel en cas de relaxe ou d'acquiescement

Il s'agit de créer un droit d'appel pour les victimes en cas de relaxe ou d'acquiescement du mis en cause devant le tribunal correctionnel, la cour d'assises et le futur tribunal criminel départemental.

Aujourd'hui, ce droit n'existe pas : la victime peut certes faire appel sur ses intérêts civils, mais elle ne peut pas demander la tenue d'un second procès pénal qui pourrait aboutir à l'établissement de la culpabilité pénale du mis en cause.

Cette situation est souvent vécue comme un second traumatisme pour la victime. Car une décision de relaxe ne signifie pas seulement que son agresseur présumé est innocenté ; aux yeux de la société, c'est la victime elle-même qui devient une menteuse potentielle, ce qui est particulièrement ravageur dans les cas de violences sexuelles, parfois difficiles à prouver matériellement.

Le droit d'appel de la victime en cas de relaxe ou d'acquiescement serait en outre le prolongement naturel et cohérent des droits dont bénéficient actuellement les victimes. En effet, la victime déclenche l'enquête en portant plainte, peut passer outre un classement sans suite du procureur par une constitution de partie civile et a la capacité de faire appel des ordonnances de non-lieu du juge d'instruction. Il est donc tout à fait légitime qu'elle puisse également mettre l'appel en mouvement lorsqu'elle estime que justice n'a pas été rendue.

- Pour interdire aux détenus terroristes de solliciter une libération conditionnelle avant au moins les deux tiers de leur peine

Les méthodes de déradicalisation mises en place peinent encore à obtenir des résultats satisfaisants.

Votre message:

Les gilets jaunes, ont mis sur la table un problème qu'on vit tous à savoir que le citoyen ordinaire n'est pas écouté et que le manque de démocratie réelle nous pourrit la vie au quotidien.

J'ai lu la lettre adressée aux Français par Mr Macron et j'ai été interpellé par la phrase : «Je souhaite aussi que vous puissiez, au-delà de ces sujets que je vous propose, évoquer n'importe quel sujet concret dont vous auriez l'impression qu'il pourrait améliorer votre existence au quotidien »

Je suis une citoyenne lambda, retraitée (1312 €/mois) et je suis toute seule devant mon ordi sur la table de ma cuisine à batailler pour communiquer, mobiliser et alerter en vue d'une action collective pour tenter d'améliorer véritablement notre

Pour nos compatriotes
Impôts Tenir compte de l'unité -
③ - qualité des crédits et l'intégralité
des pensions versées, frais de
déplacement et partie d'autoroute.

⑩ Prévoir Retraite pour nos enfants -

⑪ Il ne faut pas que le gouvernement
laisse s'écouler la dette, elle ne doit
pas rester pour nos enfants.

⑫ Rester en Europe oui mais
retrier Maastricht. Nous devons
nous diriger nous même, avec nos
élus, et pas ces Bureaucrates
de Bruxelles à diriger notre pays.

⑬ sans Président Hollande découverte
de 1,8 millions de faux papiers,
notamment par une seule personne

(15) Bis

(15) permis de conduire, on leur rembourse les maigres frais de mécanique car ils ne peuvent pas payer, au fait les appareils ménagers au avec les enfants c'est obligatoires, le département leur leur donne un régime tous les mois pour acheter de la nourriture mais au vu de cela et de tous les décrets qui rentre ils ont une carte au ils peuvent retirer par semaine se n'ose le dire parce que je ne suis pas sûre de la source mais cela me fait mal au ventre, en plus du reste.

Ce n'est pas normal et encore moins normal que de cacher tout cela. plus la retraite fait ceux qui n'ont jamais travaillé en France - y'en a certains qui ne touche que 300 €

(17) Frais d'Hospitalisation pour les
chefs d'Etats étrangers doivent être payés
à la France - Ce n'est pas normal qu'on
paye pour eux - La secu !!!

(18) La France doit arrêter de payer
la sécurité sociale et d'autres choses
maternement à l'équipe de Monaco.
La principauté n'a pas ses charges.

(19) Monsieur Sarkozy a fait une
loi pour que les propriétaires de
grandes structures Hôtels - ^{étrangers} ne
payent pas d'Impôts sur le revenu
me semble t'il en changeant au
bout d'un certain temps le nom sans
le nom de la société.

(20) Nos agriculteurs éleveurs se suicident
en France toutes les semaines ça suffit
que faites vous ?

(21) nos agriculteurs éleveurs se suicident toutes les semaines depuis plusieurs années. cause ne plus pouvoir s'en sortir, que fait votre ministre de l'Agriculture et vous -

(22) Donner tous pouvoirs exécutaires à la cour des comptes

(23) J'ai entendu ex ministre Pasqua ~~ca~~ concernant les terroristes en France il faudrait les mettre sur une Ile et travaux forcés pour éviter la contamination -

Je pourrai en raconter jusqu'à
pas d'heure -

quel est le rôle de la ministre de la
santé - et qu'est ce qu'elle fait de
ses journées ?

24

Pourquoi continue-t-on de manger
à tout va conservateurs, sucre
additif de toutes sortes, Huiles de palme

Pourquoi importe-t-on toujours
du soja modifié O.G.M.

que fait on des anciens bâtiments
qui s'abiment ne peut on pas faire
des logements, des prisons.

25

Exemple l'Hôpital de Carcassonne
quel énorme gâchis et gaspillage
et on cherche à construire encore ailleurs.

117197

A l'attention du chef de l'état et du gouvernement

Voici mes attentes et propositions

1) Fiscalité et dépenses publiques :

Encouragements à poursuivre le contrôle de la dette publique tout en veillant à plus de justice et d'équité, dans une fiscalité nécessaire mais soucieuse de ne pas trop pénaliser les bas salaires ainsi qu'une certaine frange des classes moyennes

Limiter les salaires des hauts fonctionnaires, élus ou cadres d'entreprises contrôlées par l'Etat et les amener progressivement à un niveau décent mais acceptable

2) Organisation des services publics :

Privilégier dans la fonction publique, les domaines de la santé, l'instruction, la recherche et la sécurité et les doter de tous les moyens permettant un bon fonctionnement

Supprimer dans l'absolu le cumul des mandats

Sanctionner avec fermeté les absences à l'assemblée nationale ou européenne

Légiférer afin de réprimer avec plus de fermeté, toute attitude qui porte atteinte à la nation (terrorisme, vandalisme de masse, détournement de fonds publics...)

Retour de la morale et de l'éducation civique dans les programmes scolaires, dès l'école maternelle

3) Transition écologique :

Respect des engagements visant la fermeture de certaines centrales nucléaires, sur le long terme et poursuite des encouragements à réduire les gaz à effet de serre en développant d'avantage les nouvelles énergies et par une pédagogie visant à responsabiliser chaque individu

Poursuite de la politique visant à remplacer les véhicules les plus polluants

4) Démocratie et citoyenneté :

Prise en compte lors des élections des votes blancs non seulement au niveau des statistiques, mais surtout dans l'interprétation de la politique à conduire par la suite

REFERENDUM INITIATIVE CITOYENNE

Dans le cadre de l'égalité pour tous, je souhaiterais que le reste à régler pour le patient suite à prescription et achat de prothèse médicale (orthopédique, auditive....) puisse être directement déduit de l'impôt sur le revenu.

à défaut de non prise en charge à 100% (Remb SECU+MUTUELLE)

COURRIER DEPOSE

LETTRE ARRIVEE
Courrier Arrivé
2 11
N° 117 231

9.2.2019

Lettre adressée à Monsieur
Le Président de la République
Française, Monsieur Emmanuel
MACRON

Monsieur le Président de la République,

Je profite de l'opportunité donnée aux citoyens de s'exprimer à l'occasion de ce grand débat pour vous interpeller sur trois points.

I. Depuis janvier 2019, la CSG a été appliquée sur ma retraite de base de la sécurité sociale alors qu'elle s'élève à 700 € (ma complémentaire se monte à 383 €) Et l'annonce du gouvernement ? INCOMPRÉHENSIBLE!

II. Par contre, mon loyer (logement social) a subi une hausse de 1,25 %

III - Allocation de logement supprimée
Les petites retraites devraient être indexées sur le coût de la vie pour pouvoir vivre dignement.

Je vous remercie de l'intérêt qui sera porté à mes doléances et de la réponse qui en sera faite.

Monsieur le Président de la République, Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

M7 195

T.G.V. ET TABOUS: Silence....On tue Narbonne!

Au risque de m'attirer, une nouvelle fois, les foudres des bien-pensants, j'affirme que le vrai centre névralgique de la mobilité en Occitanie se situe au Carrefour Européen Narbonnais, non à Béziers ou Carcassonne. Déplorant le conformisme des "anticonformistes", je m'insurge contre l'ostracisme dont Narbonne est la grande victime!

Au nom du "politiquement correct", faut-il taire:

- l'anomalie ridicule du hiatus languedocien, unique en son genre, entre Nîmes et Perpignan, de la L.G.V.: Paris- Barcelone?
- l'absurdité d'une dérivation de cette ligne, rebaptisée: L.N.M.P. pour la circonstance, en vue d'aboutir en gare de Béziers et satisfaire, au mépris de l'environnement et des contribuables, la démagogie mégalomane de certains aspirants à la magistrature municipale biterroise?
- l'incongruité de la corrélation dans l'édification des gares nouvelles de Manduel et La Mogère alors que, sur les voies traditionnelles, à mi-chemin entre Nîmes et Montpellier, une station unique aurait permis la desserte G.V. plus pragmatique de leurs centres respectifs et la concurrence avec le transport aérien?
- la répartition des arrêts G.V. entre Béziers et Narbonne créant: ambiguïtés, retards, confusions et ajoutant aux difficultés des correspondances vers Toulouse, l'Espagne et la Vallée du Rhône?

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué!

—* En détournant indument les crédits gouvernementaux de leur affectation initiale, on les a dilapidés en des dépenses insensées faisant du T.G.V. un omnibus et lui dictant des fonctions qui seraient indéniablement mieux assurées par les voies actuelles libérées du fret et des voyageurs longues distances.

—* Se prétendre européen et vouloir, à tout prix, méconnaître l'importance interrégionale du noeud ferroviaire narbonnais est un déni allant à l'encontre de toute logistique, cohésion régionale ou rationalité économique. C'est faire le jeu de ceux qui se servent et nous ruinent au lieu de servir!

Ici, on ralentit la G.V., alors que sur Paris-Lille, on l'accélère, "oubliant" Amiens, au détriment de la Picardie! Où est la cohérence? Par quelle bizarrerie la Cour des Comptes qui, il y a peu, déplorait le déficit d'exploitation de cette ligne, la déclare rentable aujourd'hui?

Quel est le poids de ces aberrations dans la dette de la S.N.C.F.?

Dimanche, 1er juillet 2018, au journal de 13 heures, France-Inter stigmatisait les dépenses "astronomiques" du Président de la S.N.C.F. pour la publicité du T.G.V., l'achat semble-t-il, du silence de certains élus ou journalistes, ses connivences avec le Maire de Lille et la nomination à de hautes responsabilités dans la S.N.C.F., d'un député battu aux élections!

Courant septembre 2013, j'ai voulu alerter divers quotidiens ou hebdomadaires: Le Canard enchaîné, La Croix, L'Express, Le Figaro, Le J.D.D., Libération, Marianne, Le Monde, Le Nouvel Obs et Le Point.

A part quelques marques de sympathie, aucun n'a daigné s'intéresser au sort du "lointain narbonnais"! Faut-il être doué pour démontrer que j'ai tort, auquel cas je veux bien en assumer le ridicule ou, dans le cas contraire, est-il admissible d'occulter mes remarques ou interrogations et oeuvrer, ainsi, en faveur des extrémismes que l'on prétend combattre? Unanimité dans la prudence, refus d'investigation ou omerta?

* Notre Carrefour ancestral mérite plus d'attention et un arbitrage, autre que politicien, tant au niveau national qu'euro-péen

Par la convergence naturelle des voies de communication, la situation privilégiée de Narbonne et Port-La-Nouvelle, eu égard à Sète ou Barcelone, leur assigne un rôle capital dans l'expansion souhaitable et attendue des échanges maritimes euro-africains. L'essor actuel du port de Tanger contraste singulièrement avec notre inertie!

Gouverner, c'est prévoir et rendre l'avenir possible, même dans un Etat au bord de la faillite.

↳ Port-La-Nouvelle doit, impérativement, être relié au ferroutage et avoir le pas sur Sète.

* * A l'intersection de deux grands axes majeurs, la gare nouvelle de Narbonne-Montredon devra être directement reliée à Toulouse par la G.V. et constituer un arrêt obligatoire pour tous les T.G.V., sinon, elle n'aurait aucun sens! La première urgence, relativement peu onéreuse, est de préciser le tracé de cette liaison et du nouveau triangle de bifurcation vers Toulouse. Celui-ci, selon moi, devrait se situer aux abords de Moussan-Védillan. Il y a lieu de réserver les acquisitions nécessaires pour éviter de renouveler les erreurs catastrophiques commises à Cuxac-d'Aude!

Il a fallu 24 ans et l'intervention du Garant de la Concertation pour que soit, enfin, reconnue la pertinence, pourtant évidente, de cette gare que je m'acharne vainement à défendre depuis 1988 et l'exécrable affaire U.R.B.A.. Elle avait cependant fait l'unanimité en tant que gare UNIQUE, entre Montpellier et Perpignan lors du débat de Castelnaudary, le 18 juin 2009!

* Au début du 20^{ème} siècle, les quatre villes: Béziers, Carcassonne, Narbonne et Perpignan avaient sensiblement la même population. On a tout fait pour marginaliser notre carrefour et le déporter sur Béziers, refusant, ici, toute industrie afin de conserver la prééminence administrative et les intérêts électoraux de Carcassonne et Montpellier. Pour justifier ces turpitudes, on ne cesse de dépouiller Narbonne, transférant sa C.C.I. à Carcassonne et rattachant à celle-ci le Canton de Lézignan-Corbilières (3^{ème} ville de l'Aude) dans le but, peu solidaire, de conforter le rôle de Chef-Lieu de Département qu'elle usurpe depuis 1790!

Curieuse conception d'un Aménagement économique équitable, harmonieux et durable du Territoire. Il serait plus judicieux et productif de regrouper les C.C.I. de Béziers et Carcassonne dans l'ancienne capitale de la Gaule romaine.

* Selon A. Einstein: "On ne peut demander à ceux qui ont créé un problème de le résoudre" (Philippe Lamour voyait, objectivement, en Narbonne, la métropole d'équilibre qui fait défaut entre Toulouse, Montpellier et Perpignan, il lui voulait cent mille habitants! On préfère la confiner dans le flou l'incertitude et la médiocrité!

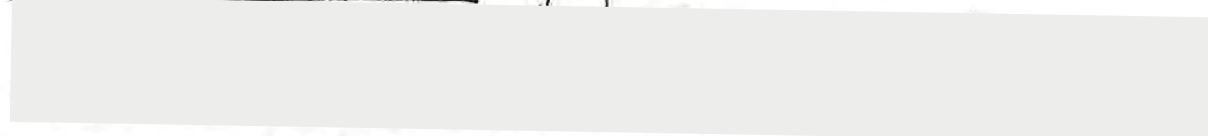
Rivalités politiques, cooptation, népotisme, susceptibilités, discrimination ou partialité font obstacle à la diversification des emplois productifs. Faisant fuir intellectuels, techniciens et investisseurs, ils interdisent dynamisme et innovation économique concertée au niveau européen.

→ Peut-on rêver d'une Silicon-Valley qui, pourtant, aurait sa place ici?

↳ * Notre ville a beaucoup d'"amis" lui proclamant leur passion énamourée. Ils font penser à l'ours de la fable par leur incurie, sidération ou passivité révoltante devant les spoliations injustes et arbitraires dont elle est l'objet. "Ce sont amis que vent emporte".

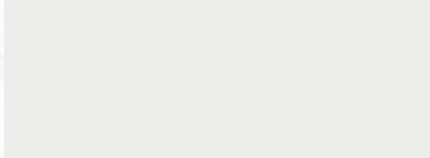
Utopies idéalistes aveugles, convictions non approfondies, clientélisme opportuniste et partisan, intérêts immédiats et sordides, inculture économique, indignations simulées, inconditionnalisme benêt se conjuguent pour couvrir pudiquement une réalité que l'on ne saurait voir".

Quand cessera-t-on de mentir aux narbonnais?



* Madame Elisabeth Borne, Ministre déléguée aux Transports.

* Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République. * Monsieur Edouard Philippe, Premier Ministre.



Copia

Monsieur Patrick Maugard, Maire de Castelnaudary, Président de l'Association des Maires de l'Aude

Mesdames et Messieurs les Maires et Conseillers Municipaux de l'Aude

Monsieur le Maire et Cher Ami, Mesdames et Messieurs

Soumis ou bien-pensants, les médias éprouvent une réticence générale à dévoiler les faits pouvant conduire à des questionnements et déranger certaines intrigues politiciennes.

Sans prétendre détenir la vérité, je mène un combat trentenaire pour la défense du caractère actuel européen incontournable du carrefour ancestral narbonnais et revendique le droit citoyen de poser des questions et obtenir des éclaircissements moins pour moi-même que pour mes compatriotes et les intérêts franco-européens
Brief rappel d'événements occultés ou quasiment ignorés:

-Au début du 20ème siècle, Narbonne a été la première municipalité socialiste de France.

Elle a refusé un détournement partiel du canal de la Robine, qui aurait évité le passage ardu des péniches sous la rue du Pont des Marchands, permis la réalisation d'un port à l'Est de la ville et l'établissement d'industries qui ont fait la fortune de Béziers.

Au lendemain de la 2ème guerre mondiale, Charles Tténet chantait la "Belle endormie".

En 1971, Hubert Mouly a ravi la municipalité à la gauche et réveillé l'antique Narbol Crime Impardonable!

↳ Depuis nous subissons le châtimeut avec l'affaire U.R.B.A. (dont le politologue Roland Cayrol a reconnu, lors d'une émission "C dans l'air", qu'elle n'avait pour but que de financer le P.S.): projet d'une ville de 30000 ou 100000 habitants (!)

↳ à l'embouchure mouvante de l'Aude et ses répercussions dans la volonté biterroise d'obtenir une gare G.V. et le déport insensé de notre carrefour ferroviaire!

↳ Les écrits ci-joints peuvent aider les élus, de toutes sensibilités, à prendre conscience de ce que je considère comme une suite inadmissible de l'affaire U.R.B.A.!

Veuillez agréer, Monsieur le Maire et Président, Mesdames et Messieurs les Elus Municipaux audois, l'expression de mes meilleurs sentiments.



*C'est ainsi que notre Département est devenu
le 2ème, le plus pauvre de France!
(10 à 15 places perdues depuis 1988)*

Madame Elisabeth Borne
Ministre déléguée aux transports
Monsieur Sébastien Lecornu
Secrétaire d'Etat auprès de madame la Ministre

Objet : Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan
Expansion portuaire de Port-la-Nouvelle
Défense du carrefour narbonnais.

Les fruits de l'irréalisme

Madame la ministre, Monsieur le secrétaire d'Etat.

Il fut un temps où après une longue période de léthargie, tempérée par l'intervention bénéfique de l'Etat dans l'aménagement du littoral, Narbonne nourrissait une noble et légitime ambition expansionniste.

Elle s'affirmait « Carrefour de l'Europe du Sud » et retrouvait un rayonnement grandissant.

Ses édiles œuvraient, non en fonction de considérations partisans, mais dans l'intérêt bien compris de la Cité et l'Ensemble du Narbonnais.

Elle avait du « punch » ! Cela déplaisait à certains détenteurs de vérités et certitudes !

Aujourd'hui, notre ville est en proie aux passions amoureuses de bien-pensants qui rappellent l'ours de la fable.

Malgré sa situation géographique à l'intersection des deux axes majeurs ; Paris-Barcelone, Aquitaine-Rhône, l'ancienne capitale de la Gaule romaine voit, depuis trente ans, son carrefour historique contesté et menacé d'être déporté sur Béziers.

On accorde paradoxalement, à celle-ci, plus d'importance qu'à Toulouse !

Pour pérenniser la prééminence hiérarchique administrative et arbitraire de Carcassonne et Montpellier, on nie les évidences et l'on compromet l'avenir de l'Occitanie.

On détourne les crédits gouvernementaux et on dilapide les deniers publics en créant les gares de Manduel et de la Mogère, alors qu'à mi-parcours de la ligne classique Nîmes-Montpellier, une seule gare G.V. suffirait pour desservir avantageusement leurs centres villes, plus rapidement, en respectant la compétitivité de la G.V. sur le transport aérien.

Sans égards pour l'environnement, en fonction de promesses électorales démagogiques, on crée une dérivation de la L.N.M.P. pour aboutir en gare actuelle de Béziers. On allonge ainsi les parcours de rebroussement et multiplie les embrouilles dans les correspondances.

Cette conception surréaliste refuse de reconnaître que l'essor de Narbonne et celui de Port-La-Nouvelle sont étroitement liés. Ils conditionnent le nécessaire développement des relations maritimes franco-européennes avec l'Afrique et l'économie de notre région.

Port-La-Nouvelle doit être relié au ferroutage et avoir le pas sur Sète.

La gare nouvelle de Montredon devra permettre de rejoindre Toulouse par la G.V.

Elle assurera, de façon optimale, les meilleurs intermodalités et correspondances dans les trois directions.

Pour justifier ces aberrations et les rendre irréversibles, après avoir retardé de douze ans, les travaux de la mini rocade Est (moins de 3 kilomètres) on a transféré la C.C.I. de Narbonne sur Carcassonne et on lui enlève le canton de Lézignan, sous l'œil indifférent de ses amis énamourés !

La gestion déplorable de son théâtre risque de lui faire perdre son acrédition de scène nationale.

Des spécialistes de l'indignation sélective, dans un souci d'obstruction systématique, veulent lui interdire la réalisation d'une salle multimodale importante pour son attractivité.

— Veut-on faire de l'antique Narbo un village de ploucs où l'on passe sans s'arrêter ?

Narbonne mérite mieux, elle a besoin de plus d'intelligence, d'universités et de créativité. Elle doit devenir la métropole d'équilibre, qui fait défaut, entre Toulouse, Montpellier et Perpignan et pourrait regrouper rentablement les C.C.I. de Béziers et Carcassonne.

Dans ce monde qui change, la République sociale ne saurait ignorer la loi immuable de l'économie qui veut que, pour répartir la richesse, il faut d'abord la créer !

Selon Saint Exupéry il ne faut pas prévoir l'avenir, il faut le permettre.

Malgré les difficultés techniques et financières et en vertu d'une éthique pragmatique la liaison G.V. Bordeaux, Toulouse, Espagne Vallée du Rhône par Narbonne-Montredon devra obligatoirement être réalisée.

Il est urgent de la rendre possible par la définition, préalable, du tracé G.V. Montredon-Toulouse en réservant et préservant les acquisitions foncières nécessaires.

— Il faut cesser de mentir aux narbonnais, en finir avec l'immobilisme, les renoncements et les spoliations dont Narbonne est la grande victime.

— Elle doit retrouver sa place et être établie dans ses droits bafoués.

Avec ma parfaite considération, veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes hommages respectueux, Monsieur le secrétaire d'Etat, l'expression de mes meilleurs sentiments.

L.N.M.P Défense du Carrefour ferroviaire narbonnais

LE PETRIN NARBONNAIS

La « premier ministre » britannique reconnaît avoir mis ses compatriotes dans le « pétrin ». Elle promet de tout faire pour les en sortir ! Si elle a la recette, que ne l'a-t-elle appliquée plus tôt ?

A Narbonne la mal aimée, nos politiques n'ont ni l'humilité de Thérèse May, ni la clé pour nous sortir du pétrin dans lequel ils nous ont mis !

En 29 ans de combat pour la défense de notre Carrefour interrégional européen, j'ai été seul pendant 24 ans à exiger la gare G.V. sur le site de Montredon.

De prétendus « progressistes », au lieu de défendre l'intérêt commun, m'ont qualifié de lacho et réduit au silence ! Ils ont une lourde part dans ce qu'il est advenu de notre ville.

Avant 2012, l'état avait dégagé des fonds pour résorber en Languedoc-Roussillon, le hiatus incongru de la liaison G.V. Bruxelles-Paris-Madrid.

Ces crédits me semblent avoir été détournés ou accaparés à l'entier détriment de l'articulation narbonnaise en vue de déporter notre carrefour ferroviaire sur Béziers pour satisfaire des promesses électorales démagogiques.

On se situe dans la continuité de l'affaire URBA qui, outre le financement du PS, avait pour but de marginaliser Narbonne. Cette spoliation délibérée est inadmissible !

En créant une gare G.V. à Manduel, une autre à la Mogère et en réalisant, aux dépens de l'environnement, une déviation de la L.N.M.P. contournant Béziers par le sud pour aboutir dans sa gare actuelle avant de rejoindre l'itinéraire principal à hauteur de Nisan-Péries l'Hérault s'est surnoisement taillé la part du lion, multipliant les parcours et brouillant inutilement les correspondances.

Une simple station, à mi-chemin entre Nîmes et Montpellier aurait assuré une desserte plus rapide des centre ville.

Pour favoriser Montpellier, par rapport à Toulouse, on persiste à nier l'importance interrégionale et européenne de l'intersection narbonnaise des deux grands axes : Paris-Barcelone, Aquitaine-Rhône ainsi que les liaisons Toulouse vers Limoges et l'Albigeois.

Seule la gare G.V. au carrefour de Montredon, à la condition sine qua non qu'elle soit reliée à Toulouse par la G.V., permettrait d'assurer l'intermodalité et la rationalité des correspondances, G.V.-TER-Intercités, dans les trois directions majeures. Il est souhaitable que cette liaison soit mise à l'étude pour préserver les acquisitions foncières.

Un financement européen serait ici le bienvenu !

Le T.G.V. est devenu un omnibus (4 gares à 37 kms de distance moyenne entre Nîmes et Narbonne) incapable de rivaliser avec le trafic aérien !

Une autre aberration a rendu la ligne G.V. Paris Lille non rentable, en sacrifiant Amiens et la Picardie au profit de Lille, pour des raisons politiciennes.

Ainsi on a ruiné la réputation de notre technologie ferroviaire !

Investisseurs et promoteurs y trouveront certainement leur profit, pas les usagers, encore moins les contribuables, la S.N.C.F. et les cheminots !

Il a fallu 24 ans et la nomination d'un garant de la concertation pour reconnaître la pertinence de la gare G.V. au carrefour de Montredon. Ce n'est qu'à l'échéance de la pénultième législative que certains élus se sont avisés de défendre le T.G.V. narbonnais !

Il était bien tard, le mal était déjà fait !

Il existe un conflit d'intérêts entre Narbonne et les tutelles administratives de Carcassonne et Montpellier "la Sardouée". Pour ne pas perdre leurs prérogatives, celles-ci veillent jalousement à entraver tout essor de notre ville et stopper le réveil amorcé par Hubert Mouly !

Tout semble fait pour que les hautes sphères parisiennes ignorent notre Carrefour. Il est pourtant le pivot névralgique du nécessaire développement du commerce maritime franco-européen vers l'Afrique et la méditerranée.

Port-La-Nouvelle à longtempis végété. Ce port doit impérativement être relié au ferroutage, son expansion portuaire exige qu'on lui donne le pas sur Sète. De toute évidence, cela ne saurait plaire à tout le monde !

Pour justifier ces égarements on a amputé notre arrondissement du canton de Lézignan au profit de Carcassonne. De même notre CCI a été transférée au chef lieu du département alors que la logique économique et sociale voudrait la fusion sur Narbonne des CCI de Béziers et Carcassonne.

Une vision à court-terme et la dictature du "politiquement correct" n'ont pas permis aux communes de l'agglomération du Grand-Narbonne de comprendre que leur sort est étroitement lié à celui de Narbonne.

Notre département est classé avant-dernier pour l'économie et le dynamisme alors qu'une meilleure gestion de ses potentialités lui permettrait de gagner dix à vingt places !

Je ne m'étendrai pas sur l'incurie ou l'incapacité des responsables à l'origine des énormes retards dans la réalisation de la très modeste Rode-Est et la réhabilitation du pont de Carcassonne ainsi que des malheurs de notre théâtre avec ses 6800000 euros de dettes qui risquent de lui faire perdre le label de scène nationale !

Cet inventaire, peu flatteur, est loin d'être exhaustif.

Dans quelle démocratie, sous quelle administration vivons-nous, pour que Narbonne soit ainsi arbitrairement ostracisée ?

Quelle équipe, au lieu de "convictions" non approfondies et coupées du réel, aura les capacités et le courage de mettre en terme à ces incohérences, de redonner son punch à notre ville et de la rétablir dans ses droits bafoués en obtenant réparation des préjudices qu'elle subit ?

MARION MARBONNE



M. le Maire de la Ville de Marbonne

Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociétaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font part de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89 % selon le sondage Ifop pour La Croix de décembre 2017 ; 95 % selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).

Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des Etats-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens.

Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul, je ne veux pas que qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux...

Une loi sur la fin de vie, respectueuse des volontés et des consciences, devra mettre en œuvre de manière effective l'accès universel aux soins palliatifs (objectif maintes fois promis, réalisé à 20 ou 25 % seulement depuis la loi Kouchner de 2002), le respect du patient (on sait qu'aujourd'hui 50 % des personnes qui décèdent dans les services de réanimation décèdent à la suite d'une décision du corps médical, que des euthanasies clandestines non demandées sont pratiquées, à hauteur de 0,2 % du total des 600 000 décès annuel) et l'aide active à mourir (c'est-à-dire l'euthanasie active avec administration d'un produit létal par un tiers, médecin ou membre d'une association agréée, ou suicide assisté avec auto-administration d'un produit létal).

La légalisation de l'aide active à mourir est une bonne réforme à apporter aux Françaises et aux Français ; de celles qui satisfont la très grande majorité de nos concitoyens.

Je vous remercie de bien vouloir intégrer ma proposition aux cahiers de doléances ouverts dans votre mairie et vous prie de croire...

Je vous prie d'intégrer cette lettre aux cahiers de doléances dans le cadre du Grand Débat National.

DEBAT NATIONAL

CONTRIBUTION AUX Cahier de Doléances de Narbonne du Narbonnais

La France est un étrange pays où l'on s'interroge pendant quarante ans sur le besoin d'un aéroport a Notre-Dame-des-Landes et l'on ignore, outre l'importance capitale du Carrefour Interrégional et Européen Narbonnais, celle de la transversale : Aquitaine-Rhône et de la liaison : Toulouse-Narbonne-Barcelone !

Il est paradoxal :

-de décider, arbitrairement, la création, à l'embouchure fluctuante de l'Aude, d'une ville nouvelle (de 30 000 à 100 000 habitants !) dans le seul but de renflouer un parti politique en perdition et aux convictions changeantes, tel que certains de ses membres les plus éminents, au nom du pacifisme antinazi, ont ouvertement souhaité la victoire et la domination teutonique sur l'Europe avant de soumettre celle-ci aux multinationales de la finance par le traité de Maastricht !

-de déboursier des crédits gouvernementaux, destinés au bouclage du hiatus, entre Nîmes et Perpignan, de la L.G.V. : Paris-Barcelone, pour multiplier indument des gares G.V faisant du T.G.V un omnibus local. Cela bien que le débat du 18 juin, 2009 à Castelnaudary ait fait l'humanité pour une gare G.V unique entre Montpellier et Perpignan, au carrefour majeur de Narbonne-Montredon et que la nécessité de cette gare à Montredon ait été reconnue par le Garant de la Concertation !

-De ne pas voir l'impérieuse nécessité d'accroître les relations maritimes euro-africaines pour lesquelles Narbonne et Port la Nouvelle occupent un emplacement idéal ! Port la Nouvelle devant, naturellement être relié au ferroutage !

En matière de dilapidation des deniers publics, ces turpitudes sont emblématiques ! elles tuent l'esprit civique et plombent la politique française

Quel a été le rôle de la Commission Nationale du Débat Public et celui de la Cour des Comptes dans cette entreprise sordide qui ne visait qu'à marginaliser Narbonne et le Narbonnais ?

Nos élus demeurent interloqués et tétanisés devant de tels agissements sur lesquels plane une loi du silence que j'ose qualifier de mafieuse !

Les médias, et particulièrement, les journalistes d'investigation, demeurent muets sur ses sujets tabous, alors qu'ils sont prolifiques sur d'autres problèmes relativement mineurs ! sont-ils formatés pour fermer les yeux par connivence ?

Le sectarisme des certitudes aveugles et le clanisme partisan interdisent tout compromis constructif. Faussant les informations jusqu'à la calomnie, ils créent le désarroi chez les électeurs, spéculent sur leur paresse intellectuelle ou leurs difficultés de discernement, ils phagocytent le débat démocratique, oubliant l'énormité de la dette publique et la compétition économique dans un monde globalisé. Ils mettent la république en péril et la France dans l'incapacité d'assurer le leadership d'une Europe au bord de l'effondrement !

Synonyme de liberté individuelle, le libéralisme concilie progressisme et solidarité l'un et l'autre ne pouvant être à sens unique. Ce système a besoin d'être réformé et régulé, il demeure malgré tout le moins mauvais !

Il faut le courage, la lucidité et la volonté civique d'un Winston Churchill ou d'un Charles de Gaulle pour le comprendre.

-Le peuple souverain a tendance à n'écouter que ce qu'il veut entendre !

-La démagogie conduit au chaos voulu par les casseurs !

-Il est plus facile de détruire que de construire et de se reconstruire soi-même !

C'est une hérésie de croire que les théories de John Maynard Keynes, consistant à redistribuer du pouvoir d'achat peuvent relancer durablement l'économie. Pour redistribuer la richesse, il faut d'abord la produire et créer des emplois productifs de valeur ajoutée là où l'état ne peut être que défaillant !

Les ouvrages importants constituant des investissements profitables à long terme pour l'avenir des circonscriptions territoriales devraient être planifiés dans le temps et s'imposer aux majorités successives indépendamment de tout intérêt partisan.

Ainsi il est regrettable pour Narbonne, que le projet de nouveau pont des marchands du 21ème siècle renouant avec son dynamisme de capitale romaine ait été sacrifié à des visions bien plus étroites et banales !

-a quelque niveau qu'ils se situent, les décideurs devraient impérativement posséder les compétences économiques leur permettant d'appréhender le monde tel qu'il est au lieu de s'abriter sournoisement derrière un idéalisme sans contenu !

Le recrutement par cooptation partisane met en place des responsables, le plus souvent médiocres, n'ayant pas les capacités requises pour les fonctions dont ils encaissent les revenus lucratifs ! leurs rémunérations et les conséquences financières de leurs actes devraient être sévèrement contrôlées.

La formation professionnelle sans collaboration avec l'éducation nationale où syndicats de patrons et de salariés se partagent une manne exorbitante eu égard aux résultats obtenus devrait être corrigée.

-le débat National n'aura de sens que s'il fait toute la clarté sur toutes ces irrégularités, stigmatise Coupables et tricheurs et met fin à ces comportements ruineux pour la nation. "Travaillons c'est le seul moyen de rendre la vie supportable" disait Voltaire.

COURRIER DEPOSE

Le 14. février 2019

11 100 NARBONNE

MAIRIE DE NARBONNE
Courrier Arrivé
14 FEV. 2019
N° 117284-101

GRAND DEBAT - BIO-ETHIQUE

Mon plus profond désir concerne
mon droit de mourir dans la dignité.

La vie m'appartient, - à moi seule.

Je ne veux pas que qui que ce soit
se mêle de choisir pour moi. Ni médecin, ni
famille ni religieux ou autre mandataire désigné.

La légalisation de l'aide active à
mourir est un droit qui pour l'heure n'est pas
respecté.

Je vous remercie de bien vouloir
intégrer ma proposition aux cahiers de doléances.

DÉBAT NATIONAL

Contribution aux cahiers de Doléances du Narbonnais

« Aucun problème ne pourra être résolu avec la façon de penser qui l'a généré » A. Einstein

— Pourquoi le hiatus entre Nîmes et Perpignan, de la L.G.V. : Paris-Barcelone, la déviation de celle-ci sur la gare de Béziers, la volonté délibérée d'ignorer le Carrefour Européen Narbonnais, l'ensemble Toulousain et la liaison transversale : Aquitaine-Rhône ?

— Pourquoi le silence de la cour des Comptes et des Medias sur cette grave incohérence qui n'est qu'une suite de l'affaire U.R.B.A et un détournement tout à fait anormal de crédits gouvernementaux à des fins plus que discutables ?

— Elus et décideurs devront s'expliquer et faire toute la lumière à ce propos s'ils veulent retrouver leur crédibilité et redonner confiance aux valeurs des institutions républicaines !

— « Il est douloureux de regarder le réel car regarder le réel c'est aussi se regarder soi-même » Gasper Pust alias Gaspard Proust

— Comment le département de l'Aude, dans une solidarité à sens unique, peut-il exiger des contribuables du Narbonnais, le financement de l'aéroport de Salvaza, alors que sa défense de la gare G.V. de Narbonne-Montredon s'est bornée à des faux-semblants et un soutien ostensible des décisions adoptées, néfastes pour notre carrefour ?

— Pourquoi la communauté du Grand-Narbonne est-elle présidée par la Maire d'un village 477 habitants qui, par définition, ne saurait appréhender, de façon optimale, les intérêts de l'Ensemble narbonnais et de la plus importante ville de l'Aude ?

— Comment a-t-on pu réaliser un lotissement à Bages, sur les berges de l'étang, en direction de Peyriac-de-Mer, au lieu d'une urbanisation plus proche de la route de Perpignan, tout en interdisant de manière drastique, absolument intransigeante, l'édification sur des hauteurs de 15 mètres, des annexes de l'I.N.R.A., sous prétexte d'une servitude de protection de 200 mètres autour de ce même étang ?

— Les mêmes esprits éclairés ont, sournoisement fermé les yeux sur l'urbanisation catastrophique de Cuxac, en zone inondable !!!

— Leurs certitudes aveugles s'opposent aujourd'hui à tout investissement pouvant ajouter au rayonnement de Narbonne et aider ses finances !

— Pourquoi et comment a-t-on rebaptisé le lycée Diderot en Lycée Louise Michel ? La première dénomination étant en adéquation avec la volition d'un carrefour de l'innovation, du dynamisme économique, du savoir universitaire et de la connaissance (toutes choses qui semblent entravées ici), la seconde convenant mieux à des débutants de la maternelle !

Depuis plus d'un siècle, des décisions partisans dictées par un sectarisme partisan et des intérêts électoraux à courte vue ou spéculatifs, ont paralysé l'essor de Narbonne en niant la réalité de son carrefour et allant à l'encontre d'une logistique économique interrégionale et intercontinentale ! Les relations maritimes Euro-Afrique doivent être développées. Port La Nouvelle doit être relié au ferroutage.

— pourquoi figer arbitrairement la hiérarchie et la subordination entre villes ?

Certaines deviennent allégrement des « surdouées » tandis que notre département, après avoir perdu 10 à 15 places, est devenu le deuxième le plus pauvre de France !

« Être de gauche ou être de droite, c'est choisir une des innombrables manières qui s'offre à l'homme d'être un imbécile. Toutes deux en effet, sont des formes d'hémiplégie mentale » Jose Ortega Y Gasset.

-il faut repousser les limites de l'idéologie et de la démagogie.

— Narbonne et son carrefour doivent être rétablis dans les fonctions que leur assigne leur emplacement naturel et dans leurs droits bafoués !




11100 Narbonne

Boite à lettres N. N.
Monsieur Didier Houly

Cher Monsieur le Maire et Mme

Participer à la réhabilitation ou
la reconstruction des deux immeubles compris entre
rue Mazagan, Place des D'Arènes et Avenue Général Leclerc
serait pour notre faculté d'urbanisme en excellent
exercice. ~~ce qui~~ ^{cela} permettrait d'ériger une architecture
en ce lieu une architecture emblématique de la ville

Bien cordialement 

Narbonne le 21 Janvier 2019

M.

11.100. NARBONNE

Monsieur le Maire de la Ville de Narbonne

Monsieur,

Je suis très surpris de ne pas encore avoir reçu de réponse de votre part.

Les débats citoyens se déroulent un peu partout. Il y a des endroits où ce sont les Maires qui les organisent. Les médias, avant même qu'ils aient lieu ont conseillé à chacun d'entre nous de s'adresser aux Maires des différentes communes pour savoir comment procéder. C'est ce que j'ai fait, libre à chacun de ces Maires d'organiser quelque chose ou pas.

Personnellement, j'ai la nette impression qu'on m'a pas pris en compte ma demande. C'est intolérable ou bien quelque chose m'échappe. Dans ce cas, il importe de me le faire savoir car ma demande a été déposée dans les temps pour y participer.

Donc, je demande des explications.

Merci à vous

meilleures salutations

voir au verso SRP

Si le problème du débat sur Harbonne avait été résolu par le biais d'Internet vous l'auriez fait savoir à vos concitoyens. Je n'ai pas reçu de courrier en ce sens (pas d'invitation à utiliser Internet à la place d'une réunion en salle). D'ailleurs, je n'ai pas Internet. Alors, que fait-on pour ceux qui sont dans mon cas. On n'est pas tenu d'utiliser l'Internet du voisin...

ORGANISATION DE L'ETAT

En France comme dans le monde, l'économie s'est attribuée le monopole de l'action humaine efficiente. La croissance, mesurée par son indicateur le PIB, est considérée comme synonyme d'économie. Or, depuis plus de deux décennies, un important travail théorique et pratique a montré tous les défauts de cet indicateur – notamment au regard de son incapacité à prendre en compte les effets écologiques de l'activité productrice, effets devenus aujourd'hui monstrueux.

Proposition : abandonner l'indicateur de croissance de PIB comme guide de l'action publique en Europe et en France, utiliser un indice contenant : l'empreinte écologique, l'espérance de vie et le degré de satisfaction des habitants. La banque centrale doit être chargée de mettre en priorité le développement social et durable plutôt que la lutte contre l'inflation.

La culture commune est malade de la manipulation de l'opinion publique opérée par les grands médias et la publicité. Ceux-ci répandent en permanence et à grande échelle une pensée indiquant que la voie essentielle de réalisation de la personne est l'acquisition de biens et de services nouveaux, et qu'il n'y a pas d'autre voie de politique économique et sociale que la loi du marché et l'acceptation des inégalités. Tout ceci est permis par le fait que les grands médias audiovisuels (touchant la masse) et écrits (visant les classes moyennes supérieures et les classes dirigeantes) appartiennent à des membres de l'oligarchie, qu'il s'agisse d'entreprises ou de milliardaires à titre personnel. Dans les médias, un seul adage vaut : « Qui possède commande ». La propriété des médias assure donc à l'oligarchie un moyen essentiel de perpétuer sa domination sur les esprits et donc dans les faits. Pour permettre à la vitalité de la société civile et des alternatives conviviales d'occuper pleinement le terrain du débat public et de chambouler les consciences, il faut donc :

Proposition : interdire la propriété de plus d'un média à une personne ou à une entreprise, et organiser un fonds mutualisé de soutien aux médias indépendants, sur le modèle du fonds de soutien à l'édition indépendante existant en Norvège.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

La société est rendue malade par le capitalisme en voie de décrépitude. Une part essentielle du mal réside dans le mépris avec lequel sont traitées l'enfance et la jeunesse. Une éducation à deux secteurs s'est mise en place : pour les enfants des riches, des écoles bien dotées et fortement encadrées (qui, d'ailleurs, ne visent pas tant l'émancipation des élèves que leur conformation au statut dirigeant auquel on les destine) et pour la masse, des écoles surchargées, aux enseignants dévalorisés et frustrés : il ne s'agit ici que d'assurer un « bagage scolaire » minimal, assurant autant que possible l'adaptation future à l'appareil productif, mais surtout la désignation des enfants ainsi conformés.

Proposition : fixer à l'école primaire et secondaire un plafond de vingt-quatre élèves par classe.

Face au drame national du chômage en général, et de celui des jeunes en particulier, l'apprentissage doit être au premier rang des priorités. Les vertus de l'apprentissage pour l'insertion des jeunes dans le monde du travail ne font absolument aucun doute. En France son coût augmente malgré les efforts, la mauvaise image de l'apprentissage est ancrée dans nos mentalités; les élèves sont poussés à obtenir le bac général (dont le niveau baisse mais pas son coût) et très souvent passent beaucoup d'années avant de trouver leur voie (parfois jamais !) Certains trouvent la solution dans l'apprentissage, mais ils sont déjà beaucoup moins adaptables aux conditions de cette expérience et ils peuvent être plus déstabilisés.

Proposition : supprimer le collège unique et favoriser l'apprentissage. L'enseignement général limité uniquement aux élèves ayant acquis un niveau correct.

TRANSITION ECOLOGIQUE ET BIODIVERSITE

Les écologistes, désespérés par l'épuisement des ressources et le déclin des écosystèmes, font remarquer qu'il nous faudra deux planètes pour survivre. Dans un autre domaine, ces deux planètes existent déjà, tout le monde sait bien qu'il y a une planète des riches et une autre des pauvres. Notre espèce génétiquement égoïste ne voit pas très loin. D'après l'évolution actuelle, c'est tout la qualité de vie pour un petit nombre de privilégiés qui va faire l'objet de toutes les prochaines convoitises, tandis que la croissance démographique et tout le drame économique qu'elle va enclencher se concentrera sur une fraction restreinte de la population mondiale : les pauvres. Il y aura une coupure nette et croissante entre un Monde développé sans enfants et un mode sous-développé absolument démuné pour nourrir et même rafraîchir toutes ses bouches. Pour l'éviter, il est important d'encourager une mondialisation de la dénatalité. Certains individus devront abandonner une partie de leurs libertés, dont celle de procréer à tout va, au bénéfice de la société universelle.

Proposition : restreindre le droit de la procréation à un seul enfant par personne, homme ou femme. Exemples : un couple pourra avoir 2 enfants, s'ils se séparent : ni la femme ni l'homme auront le droit d'avoir d'autres enfants ; même chose s'il s'agit d'un couple d'homosexuels; une mère célibataire ne pourra avoir un autre enfant que s'il est reconnu par le père et que celui-ci n'a jamais eu d'enfant ; etc.

Proposition : supprimer progressivement les allocations familiales au-delà de 2 enfants.

IMPOTS

Globalement, si toute l'échelle des niveaux de vie est en recul, c'est aux extrêmes que la baisse est la plus marquée. Ainsi, même si le nombre de pauvres diminue, l'intensité de la pauvreté, elle, augmente, c'est à dire que le niveau de vie des personnes pauvres est de plus en plus en dessous du seuil de pauvreté.

Proposition : taxer les commerces, produits et marchandises en fonction de leur contribution à la satisfaction des besoins fondamentaux (on pourrait utiliser le modèle de Virginia Henderson) plus elle est grande, plus faible la TVA.

Globalement, si toute l'échelle des niveaux de vie est en recul, c'est aux extrêmes que la baisse est la plus marquée. Ainsi, même si le nombre de pauvres diminue, l'intensité de la pauvreté, elle, augmente, c'est à dire que le niveau de vie des personnes pauvres est de plus en plus en dessous du seuil de pauvreté.

Proposition : taxer les commerces, produits et marchandises en fonction de leur contribution à la satisfaction des besoins fondamentaux (on pourrait utiliser le modèle de Virginia Henderson) plus elle est grande, plus faible la TVA.

L'univers du Luxe est toujours florissant... car selon les médias, le LUXE.... c'est le RÊVE !.... un rêve généré par les différents éléments de cet univers : l'ambiance, les matériaux, l'architecture, les produits, l'attitude et l'élégance du personnel....

Proposition : taxer lourdement tous les biens du Luxe qui ne relèvent plus de l'économie productive et augmenter dans la mesure du possible la TVA des produits de luxe pour compenser sa diminution dans le cas des produits indispensables.

Ce que je Demande :

Plus de justice sociale dans ce pays où les inégalités économiques et sociales sont de plus en plus flagrantes.

Ce que je propose :

① La Mise en place de la proportionnelle intégrale afin de mieux représenter le choix des Français.

② La Mise en place du Référendum d'initiative citoyenne (RIC) en fixant un seuil minimum de signatures pour présenter la démocratie (seuil qui pourrait être fixé entre 200 000 et 1 million de signatures).

Pour pouvoir proposer ou abroger une loi, pour révoquer des élus incapables de gérer les affaires courantes.....

③ Réduire de un tiers le nombre des Parlementaires. pour réaliser à la fois des économies et pour simplifier la navette parlementaire (le vote). Allier à la fois ainsi rentabilité et efficacité.

④ Retour à l'ISF

Sans avoir à justifier l'efficacité de cette réforme, il faudrait rétablir cette mesure pour un sentiment de plus de justice sociale aux yeux des Français.

Car le monde doit payer l'impôt à sa juste valeur. A ce sujet, il serait bon d'élargir aussi les tranches d'imposition.

⑤ Poser les objectifs du système : repenser l'évolution et la carrière de l'ensemble des fonctionnaires.

- corriger le traitement de certains hauts fonctionnaires.
- favoriser les primes et les initiatives.
- réviser les traitements qui ne bougent plus.
- favoriser une meilleure répartition des effectifs sur le territoire afin de mieux répondre à la demande des services publics.

- Remettre de la vie dans les centres villes. Abaisser les logements vétustes aérer avec petites places et parcs pour permettre aux classes moyennes ou aisées de rénover de vieilles habitations pour mixer les populations.
- Mettre plus de nature en ville
- Ne pas oublier les aînés, créer plus de logements et activités intergénérationnels
- Créer plus de maisons de santé avec plusieurs praticiens
- Limiter au maximum le nombre de lois... pour réellement les faire respecter et appliquer
- Aider les plus fragiles mais une contrepartie est nécessaire... On peut toujours même par une action minimale
- Lutter contre le gaspillage... apprenons la tolérance à la frustration (dans la course à toujours avoir plus) et les échanges entre individus...
- Bien expliquer l'utilisation de tous les impôts

2
• Proposer aux "riches" à participer à un grand projet social.

• Limiter les salaires cumulés trop hauts au gouvernement.

• Taxer⁺⁺ les grandes et riches entreprises

• Quelle que soit la religion ne plus encourager à faire maître trop d'enfants ... (donc stopper peut être les allocations à 3 enfants ?) ... la terre ne peut plus absorber, plus d'un enfant par individu c'est triste mais les robots aideront ... ~~et trop de naissance~~

~~pages~~
• Accompagner réellement l'éducation des enfants (maison, école)

• Rester optimiste, des idées géniales peuvent germer ... en France et dans le monde

Réflexions d'un retraité, dit, de la classe moyenne.

Les gouvernements passés pensent que les restrictions doivent commencer par les autres :

Les étudiants, retraités, ouvriers, le souvere le petit peuple, les sans dents ! ...

Pourquoi, n'avez pas débute par réduire vos propres salaires très élevés, messieurs le Président, ministres, députés et autres très hauts salaires ?

Restreindre le train de vie de l'état
réduire les membres du gouvernement
Taxer l'aviation, taxer le goudaude en carburant
rétablir l'ISF etc...

Ne plus voir, 15 à 18 voitures, avec le conducteur et un passager pour déplacer le Président de la République, ou le premier ministre.

Ne plus voir à la télé, le petit déjeuner qui précède le conseil des ministres, l'assiette bombée de viennoiseries devant chacun et le journaliste qui annonce qu'il y aura, café, thé etc...
Je suis certain que madame LEVASSEUR et ses 2 enfants n'en ont pas vu autant de toute une année, également beaucoup d'autres enfants.

Force est de constater qu'il est plus facile de prendre toujours aux viures, ceux qui ont déjà de mal à joindre les deux bouts.

Surtout, pas au 1^{er} ministre qui prend l'avion du gouvernement pour aller voir avec ses enfants un match de foot en Allemagne, un autre, qui pour rentrer plus vite de Chine prend un avion, si ma mémoire est bonne à 300.000 € la traversée. Ou le coût coiffeur, de l'ancien Président de la République 600.000 € pour son quinquennat, c'est honteux, c'est cela que les "Gilets Jaunes" ne veulent plus voir.

.../...

La voiture diesel, que vous nous avez eu d'autres temps incité à acheter, pour faire des économies d'énergie, et que vous taxez aujourd'hui à tous de bras. Maintenant on ne conduit plus en regardant la route, mais le compteur, gaze aux radars, gaze aux 80 km/h. Y en a marre.

Personnellement ma retraite dépasse légèrement les 2000 €, mais j'ai élevé cinq enfants, ma retraite je l'ai construite au SAHARA, après avoir participé à plusieurs explosions atomiques au sein du Centre d'Etudes et Recherches Atomiques Militaires, puis 32 ans de bons et loyaux services au ministère de l'intérieur, d'où mon profond désaccord pour le coup de ciseaux sur ma retraite.

Deux de mes enfants sont encore dans le besoin, c'est à eux que je veux donner.

Coup de sein, à l'immigration, nos enfants d'abord.

Je suis solidaire des "Gilets Jaunes", mais, je suis contre la casse, le vol, les dégradations de toutes sortes, les coups portés à nos frères de l'ordre qui ne font qu'exécuter les ordres donnés. Je déplore que dans notre FRANCE, il faille pour se faire entendre, descendre dans la rue, manifester, et paralyser le pays, pendant ce temps nos députés débattent eux, de la finée ---

Retraité inquiet pour l'avenir de nos enfants.

MUO NARBONNE

1. Egalité de salaire homme/femme dans la fonction publique et revalorisation en fonction des tâches effectuées car à travail égal, on gagne moins.
2. Installation d'une plateforme pour s'exprimer, permettant ainsi de pouvoir proposer/modifier/refuser un projet de loi ou une loi déjà votée si un certain nombre de français sont d'accord : nombre à déterminer mais représentatif de la population française. Celle-ci sera ou pas soumis pour mise en forme avant un vote par des parlementaires élus à la proportionnelle ayant différents horizons professionnels et pas seulement des technocrates/bureaucrates/hauts fonctionnaires déconnectés du quotidien d'une grande partie de la population.
3. A contribution impôt directe/indirecte : obligation d'un min de service public pour tous et dans tout le territoire.
4. Arrêt du financement des partis politiques au frais des contribuables, que leurs sympathisants/adhérents financent eux-mêmes leur parti.
5. Arrêt des indemnités/retraites et autres pour tous les anciens présidents (Giscard d'Estaing, Chirac, Sarkozy, Hollande qui nous coûte un max, qu'ils retournent travailler comme tout un chacun et tous les politicards cumulards profiteurs des contribuables.
6. Les avantages en nature : logement de fonction sera pris en compte en fonction du lieu de résidence de l'élu et le montant des avances de trésorerie remboursé en fonction de la pertinence de la demande et sur justificatifs.
7. Un élu peut cumuler 2 fonctions mais pas 2 indemnités mais les frais de déplacement et autres seront soumis à un remboursement sur justificatifs uniquement.
8. Surveillance de tous les élus par un organisme indépendant et si condamnation pour abus de bien social et/ou détournement d'argent public : obligation de rendre l'argent au trésor public et inéligibilité à vie de ces élus corrompus.
9. Dégel du point d'indice des fonctionnaires de la fonction publique et calcul des primes dans le calcul de la retraite car la majorité des agents de la fonction publique ne sont pas des nantis (C, B).
10. Arrêt de la privatisation des biens publics et récupérations des concessions telles que les autoroutes.....
11. Diminution des agents dans les différents ministères : arrêt du millefeuille administratif ministériels et autres comités, Haute Autoritéinutile et postes qui servent à quoi ?????
12. Quand un référendum a lieu et si nous sommes soi-disant en démocratie : respectez le résultat voté sinon à quoi bon !
13. Prise en compte du vote blanc.
14. Casier judiciaire vierge pour pouvoir être et rester éligible.
15. Plus de justice fiscale : impôt en fonction des salaires perçus,..... et arrêt de l'optimisation fiscale pour les autres : entreprises, particuliers par le biais d'avocat fiscaliste/conseiller de patrimoine...
16. Arrêt des salaires exorbitants des hauts fonctionnaires avec cumul à 6 chiffres pour de pseudo mission bidon.
17. TVA au min voire à 0% pour les produits de première nécessité pour les salaires de - 1800€.
18. Chaque nouveau futur gouvernement devra faire un « état des lieux » du fonctionnement de la France avant de faire de nouvelles lois.
19. Un gouvernement élu doit répondre en priorité aux besoins de toute la population, et non de son parti politique.

20. PV en fonction du montant des revenus de la personne en infraction, il est ridicule de verbaliser un excès de vitesse à 90€ ou 135€ si pour le contrevenant la somme ne représente rien pour lui, ceci est une évidence.
21. Un minimum vieillesse pour tous afin de pouvoir vivre dignement et indexer en fonction de coût de la vie et de l'inflation.
22. Report de l'âge de la retraite : oui mais en fonction de l'état de santé et autres facteurs et/ou diminution de jour de travail qui permettait de pouvoir travailler mais pas forcément à 100% après 63 ans par exemple.
23. Retraire des femmes : attention de prendre en compte qu'une partie de celles-ci n'auront pas le nombre suffisant de trimestres pour avoir une retraite à 100% donc faire comme en Suède, prendre en compte dans la future loi de cet aspect du problème. Une femme ne doit pas subir plusieurs punitions au cours d'une vie : pas d'égalité de salaire, pas de promotion si on peut la donner à un homme, avec les grossesses de même alors même, que nous contribuons au renouvellement de la génération future.
24. Nos grands élus privilégiés devraient tester pour quelques mois un salaire à 2500€, voire moins de 1600€. Cela pourrait faire l'objet d'un nouveau jeu TV du style "On a échangé nos mamans". Une manière de voir la vraie vie exempte de tout avantage.

Narbonne le 25/12/18

MAIRIE DE NARBONNE
Courrier Arrivé
23 JAN. 2019
N° 116 827

Monsieur Macron

J'ai 85 ans. J'ai élevé 6 enfants et je me retrouve en fin de vie avec la somme mensuelle de 645 euros 38 pour arriver à survivre.

Je suis soit, disent trop riche pour avoir droit de la C.M.U. alors que ceux qui arrivent en France ont tous les droits y compris la C.M.U.

Sur ma modeste retraite j'ai 300 euros de loyer la complémentaire de 122 euros. Contrat obseques 45 euros sans compter gaz, élect, eau etc... et la dessus je suis emparée!

Depuis 18 mois j'ai honte d'être Française mais je suis trop pauvre pour parler à l'étranger. alors je subis comme tant d'autres. Quand allez-vous écouter les retraités qui ne vivent que pour essayer de savoir comment ils vont pouvoir manger le lendemain!

Mais cela du haut de votre trône vous ne pouvez le comprendre, vous ne vivez pas dans cette sphère. Essayez de vous imaginer vivre avec 654 euros 38 mensuels, cela vous ne s'imaginez même pas et pourtant nous sommes des millions en France à nous retrouver en fin de vie, après des années de labeur à mendier ou faire les poubelles.

J'espère que les autres pays voient comment vous traitez vos sujets, et que la honte et la disgrâce vous rattraperont sans peur.

Je me me rabaisse pas à vous saluer.

⇒ Prendre en considération de tous le travail fait par les bénévoles.
ex concret : les bénévoles "les tricoteuses de tendes jantags" de l'arbone qui eurent pour offrir aux prématurés, des vêtements (qui n'existent pas dans le commerce) et autres articles tricotés pour l'année 2018. Les bénévoles ont fourni plus de 44 000 heures de bénévolat soit l'équivalent de 23 emplois à plein temps sur une année.
Je vous laisse imaginer si toutes les associations s'arrêtent de agir combien d'ETAT recuera de doléances.

→ Prise en compte du vote blanc

→ Economie du train de vie de l'état pour enfin !!! penser à diminuer la dette ...

→ Effort de tous, baisse de rémunérations et de avantages des ministres, secrétaires d'état, députés, sénateurs etc...

→ Pourquoi la régionalisation a augmenté les charges.

25 JAN. 2019
116867

11430. BRUSSAN.

Doliances gilets jaunes

1. Pouvoir d'achat.
2. Retraite équitable minimum pour tous de 800 €, comme les étrangers qui arrivent en France SANS COTISER.
3. Repeudem RIE.
4. Rétablir l'impôt sur la fortune.
5. Baisser les maisons de retraites pour les retraités Moyen.
6. 1 chômeur doit un service à la ville.
7. Contrôle des Femmes déclarées seule avec enfants.
8. Contrôle des personnes qui bénéficient d'une pension handicapé qui travaillent au Noir qui peuvent avoir un emploi + contrôle des chômeurs.
9. Trop d'Associations.
10. Salaire trop important pour les personnes du gouvernement.
11. Le choix de l'euthanasie pour les gens en fin de Vie.
12. Le Linet A. une Honte.
13. Stop à l'IMMIGRATION.
14. Vérifier les retraites payés aux étrangers qui sont dans leur pays s'ils sont VIVANTS.
15. TAXES pour les paquebots de Tourisme et les camions étrangers sur nos ROUTES.

14 Janvier 2019.

Poursuivre la réflexion : et dans les autres cahiers ?

Voici un condensé des doléances et souhaits qui reviennent le plus souvent dans la plupart des cahiers.

a. Démocratie et liberté : repenser nos institutions

Quelques critiques ou demandes reviennent fréquemment :

- Garantir la liberté de manifester ;
- Réduire le train de vie de l'Etat et mettre fin aux privilèges des élus et des anciens élus ;
- Pour renforcer la démocratie participative et pour un pouvoir plus proche des citoyens :
 - Inscrire dans la constitution la possibilité d'organiser des référendums d'initiative citoyenne (RIC),
 - Revoir le mille-feuille administratif, par exemple en supprimant les départements,
 - Mutualiser les moyens des communes en regroupant les plus petites ou en les intégrant à des intercommunalités choisies et non subies,
 - Renforcer le rôle des maires et les protéger mieux,
 - Sans que le mot de décentralisation soit explicitement nommé on souhaite des consultations citoyennes et des votations locales ou régionales.
- Les élus (députés et sénateurs principalement) seraient trop nombreux et coûteraient trop cher ;
- Diminuer l'influence des lobbys et des cabinets d'experts ;
- Mettre fin au cumul des mandats et fixer une limite au nombre de mandats successifs ;
- Sur le vote :
 - Introduire le scrutin proportionnel,
 - Revoir le calendrier électoral avec des législatives déconnectées des présidentielles,
 - Prendre en compte le vote blanc.

b. L'économie : avant tout la justice fiscale et le pouvoir d'achat

Voilà ce que réclament d'abord et avant tout les contributeurs aux cahiers de doléances (ce qui révèle aussi leur positionnement social) :

- L'augmentation du pouvoir d'achat :
 - Par l'augmentation des petites retraites,
 - Par l'augmentation du SMIC et des salaires les plus faibles,
 - Ces mesures pourraient être financées par une réduction des écarts de revenus et une diminution des rémunérations les plus élevées,
 - La diminution amplifiée de la TVA sur tous les produits de première nécessité,
 - La diminution, voire la suppression de la CSG sur les retraites et pensions,
 - Une meilleure rémunération pour les productions de nos agriculteurs et viticulteurs.

- D'innombrables propositions, quelquefois contradictoires pour plus de justice et d'équité fiscale ; Certaines propositions sont mentionnées dans presque tous les cahiers :
 - Le rétablissement de l'ISF,
 - Une TVA accrue sur les produits de luxe,
 - La taxation des très grandes entreprises et, simultanément la réduction des charges pour les artisans et PME,
 - Lutter avec plus d'efficacité contre la fraude et l'évasion fiscale.
- Pour l'emploi :
 - Des lois pour interdire les délocalisations et préserver les emplois,
 - Rapprocher emplois et logements soit en rapprochant les zones d'activité des bassins de vie, soit en construisant des logements dans les zones d'activité péri-urbaines,
 - Un vrai respect des travailleurs et du travail par le refus de la précarisation et d'une « marchandisation » excessive du travail.
- A l'échelle locale on préconise des aides pour le maintien des commerces de proximité, le développement des circuits courts pour l'alimentaire, le passage accéléré à l'agriculture biologique et des aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs.

Certains posent aussi des questions relatives à l'utilité de l'Union européenne ou encore sur le contrôle des dépenses publiques, mais sans forcément faire des propositions concrètes.

c. Pour une société plus fraternelle et plus humaine

En ce domaine, des souhaits ou revendications reviennent souvent.

- Cela passe par plus d'écoute, de démocratie donc aussi en recréant des lieux de vie sociale. Cela passe aussi par le maintien des services publics (humains et non virtuels) notamment dans les zones rurales les plus éloignées (Corbières, Haute-Vallée par exemple) que ce soit par des maisons de services publics ou par la possibilité de services itinérants pour desservir tous les territoires ;
- Ceux qui se nomment eux-mêmes comme « France d'en bas » se sentent stigmatisés et/ou marginalisés. Ils revendiquent d'abord du respect, de la considération ;
- L'idée de contreparties aux aides sociales (RSA...) est évoquée notamment dans le cadre des travaux d'intérêt collectif au sein des communes ;
- L'aide au maintien voire à la création de petits commerces locaux, outils multifonctionnels du lien social et de l'aménagement du territoire ;
- Dans le domaine de la santé :
 - La lutte contre la désertification médicale est une revendication forte pour faciliter l'accès aux soins (y compris psychiatriques) et aux médicaments, ce qui pose aussi la question des déplacements,
 - L'amélioration des conditions de vie en EHPAD, notamment par un meilleur encadrement,
 - L'aide au maintien à domicile avec plus de considération, de meilleures rémunérations pour tous les services d'aide à la personne.

- Sur les mobilités, préoccupation transversale liée à l'économie, au cadre de vie et à la préservation de l'environnement :
 - Développer le réseau de pistes cyclables dans et autour des principales villes du département,
 - Améliorer les routes et rétablir le 90 Km/h,
 - Davantage de bornes de recharges pour les voitures électriques,
 - Mise en place de navettes ou de taxis collectifs dans les zones rurales les plus délaissées,
 - Développer les transports en commun dans les zones urbaines mais aussi dans les campagnes,
 - Développer le ferroutage pour réduire le nombre de camions sur nos autoroutes.

- Dans le domaine de la formation :
 - Plus de mixité sociale à l'école et des mesures pour favoriser l'égalité des chances,
 - En l'absence d'une vraie ville universitaire dans notre département et en raison des conditions sociales et géographiques particulières de notre département il est souhaité des aides spécifiques pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études universitaires.

d. Une forte sensibilité aux questions environnementales

Des préoccupations reviennent souvent.

- D'abord la nécessité d'intensifier et accélérer la lutte contre le dérèglement climatique :
 - En appliquant les lois déjà adoptées (Grenelle de l'environnement ...),
 - En tenant compte des recommandations du G.I.E.C. et en appliquant les recommandations adoptées lors des COP successives.

- Puis la préservation du vivant :
 - Par davantage de lois,
 - Par la limitation, voire l'interdiction du recours aux pesticides et autres herbicides,
 - Réduire les déchets,
 - Reboiser.

- Sur l'énergie :
 - Taxer les pollueurs,
 - Imposer aux transports aériens et maritimes les mêmes taxes sur les carburants que celles que l'on impose aux automobilistes, ce qui permettrait de financer la transition écologique et énergétique des catégories sociales les moins favorisées,
 - Réfléchir à l'impact des éoliennes.